

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES EMIS EN NOVEMBRE ET DECEMBRE 2003

Directeur de la publication : Martine Marigeaud
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal
Rédacteur en chef : Catherine Meyer-Lereculeur
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Claude Gardeur,
Ernestine Gomis, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 7 Circulaire n° 2003/019 du 5 novembre 2003 relative à la redevance d'archéologie préventive.
- Page 26 Circulaire n° 2003/020 du 12 novembre 2003 relative à l'évolution des missions et de l'organisation des services déconcentrés chargés des questions d'architecture et de patrimoine. Situation des services de l'inventaire.

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 26 Circulaire n° 2003/022 du 2 décembre 2003 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2003/2004.
- Page 55 Décision du 3 décembre 2003 relative à la procédure d'aide à la création chorégraphique pour 2004.
- Page 55 Circulaire n° 2003/024 du 22 décembre 2003 concernant l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.
- Page 59 Circulaire n° 2003/025 du 22 décembre 2003 concernant l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Centre national de la cinématographie

- Page 60 Instruction n° 2003/023 du 18 décembre 2003 concernant les demandes d'ouverture de complexes de cinéma soumises à autorisation d'implantation préalable (en complément des circulaires du 16 septembre 1996, du 4 décembre 1998 et du 15 novembre 2001).

Réunion des musées nationaux

- Page 62 Décision du 12 novembre 2003 relative à l'opération conclue entre *Le journal du dimanche* et le musée national de Compiègne.
- Page 63 Décision du 13 novembre 2003 relative au tarif de l'audioguide aux musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges.

- Page 63 Décision du 13 novembre 2003 relative aux tarifs de l'auditorium du musée national des arts asiatiques – Guimet.
- Page 63 Note du 18 novembre 2003 relative aux tarifs 2004.
- Page 65 Décision du 24 novembre 2003 relative à l'accès de la Société des amis du musée du Louvre au musée national de Malmaison.
- Page 65 Décision du 28 novembre 2003 relative à la fermeture de certains comptoirs mixtes pour inventaire commercial.
- Page 66 Décision du 12 décembre 2003 relative au «billet famille» vendu à l'aquarium de la Porte dorée.
- Page 66 Décision du 12 décembre 2003 relative au tarif de «l'audioguide» dans les musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges.
- Page 66 Décision du 12 décembre 2003 relative au régime de droit d'entrée des expositions tenues aux Galeries nationales du Grand-Palais, en 2004.
- Page 66 Décision du 12 décembre 2003 relative au régime de droit d'entrée des sociétés d'amis des musées.
- Page 67 Décision du 22 décembre 2003 relative à l'opération conclue avec les quotidiens *The New-York Times* et *International Herald Tribune*.
- Page 67 Décision du 24 décembre 2003 relative à l'opération «croisée des publics des musées du Moyen-Age et de la Renaissance».

Centre des monuments nationaux

- Page 67 Décision ar/mpd n° 1-03 du 1^{er} novembre 2003 portant délégation de signature.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 69 Décision n° 577-N du 7 novembre 2003 portant avenant n° 7 à la délégation de signature.
- Page 70 Décision n° 565 du 1^{er} décembre 2003 portant nomination par intérim.
- Page 70 Décision n° 629-N du 2 décembre 2003 portant avenant n° 8 à la délégation de signature.
- Page 71 Décision n° 334 du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Musée du Louvre

- Page 73 Décision du 1^{er} décembre 2003 portant délégation de signature.

Mesures d'information

Page 79 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Page 88 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 97 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Circulaire n° 2003/019 du 5 novembre 2003 relative à la redevance d'archéologie préventive.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Le ministre de la culture et de la communication,

Le ministre délégué aux libertés locales, auprès du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,

à

Madame et messieurs les préfets de région,

Mesdames et messieurs les préfets de département.

La loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 modifie la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Elle substitue notamment aux redevances de diagnostics et de fouilles une redevance unique assise non plus sur la prescription d'archéologie préventive mais sur tout projet d'aménagement portant sur un terrain d'une superficie égale ou supérieure à 3 000 m². Elle est donc due qu'il y ait ou non par la suite intervention sur le terrain au titre de l'archéologie préventive.

Elle a pour objet de procurer à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et aux services archéologiques dépendant des collectivités territoriales une partie des ressources nécessaires à l'exercice de leurs missions et d'abonder un Fonds national pour l'archéologie préventive pouvant subventionner les opérations de fouilles archéologiques dont le coût est susceptible de remettre en cause l'équilibre général du projet d'aménagement.

Les dispositions ayant trait à la redevance d'archéologie préventive sont applicables à compter du 1^{er} novembre 2003.

La présente circulaire a pour objet d'explicitier les modalités d'assiette, de liquidation, de recouvrement et d'affectation de la redevance instituée. Sa mise en œuvre nécessite la collaboration des services déconcentrés des ministères chargés de la culture, de l'équipement, des finances.

Chapitre I. Principes généraux

La redevance est destinée à financer des recherches d'archéologie préventive, qui ont «pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus (article 1 de la loi du 17 janvier 2001).»

Elle est due à l'occasion de travaux affectant le sous-sol : opérations d'aménagement, de construction, réalisation d'infrastructures, affouillements.

Le fait générateur est soit une autorisation (ou déclaration) administrative, soit une demande volontaire, portant sur un terrain ou une emprise de travaux : c'est l'ensemble de ce terrain ou de cette emprise qui sert de base au calcul de la redevance.

Un terrain ne peut être assujéti qu'une seule fois à la redevance.

Sur un même terrain supportant plusieurs opérations successives, seule la première pourra donner lieu à redevance (c'est par exemple le cas des zones d'aménagement concerté (ZAC) et des lotissements où se succèdent aménagement et construction).

La redevance n'est due que pour les opérations dont l'impact peut être significatif ; la loi a fixé à 3 000 m² le seuil de surface de terrain en dessous duquel la redevance n'est pas due.

La loi prévoit des exemptions de la redevance en faveur des logements locatifs sociaux, des logements réalisés par une personne physique pour elle-même et des travaux d'affouillement agricoles ou forestiers.

Les opérations d'assiette, de liquidation et de recouvrement sont confiées aux services déconcentrés de l'Etat.

La liquidation et l'ordonnancement sont de la responsabilité :

- du préfet de département pour les travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;

- du préfet de région dans tous les autres cas.

Le recouvrement est effectué par le Trésor public.

Chapitre II. L'assiette de la redevance d'archéologie préventive

La redevance d'archéologie préventive est due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter, sur un terrain d'une superficie égale ou supérieure à 3 000 m², des travaux affectant le sous-sol.

La loi du 1^{er} août 2003 distingue deux catégories de travaux :

1^{ère} catégorie : Travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable en application du code de l'urbanisme, c'est à dire permis de construire, y compris permis tacites, déclaration de travaux préalables, autorisations d'aménager un terrain de camping, de caravanage, d'accueil d'habitations légères de loisir, arrêtés portant approbation des plans de remembrement des associations foncières urbaines de remembrement autorisées ou constituées d'office, installations et travaux divers, autorisations de lotir.

En revanche, alors même que leurs régimes sont organisés par le code de l'urbanisme, les ZAC et déclarations prévues à l'article R. 442-3-1 relèvent de la deuxième catégorie de travaux.

2^{ème} catégorie : Travaux non soumis à autorisation ou déclaration préalable en application du code de l'urbanisme donnant lieu à étude d'impact en application du code de l'environnement, autres types d'affouillement soumis à déclaration préalable et demandes volontaires de diagnostic.

Section 1 : Imposition des travaux autorisés en application du code de l'urbanisme

A : Travaux soumis à la redevance

Les autorisations délivrées en application du code de l'urbanisme constituent le fait générateur de la redevance d'archéologie préventive lorsque le terrain d'assiette, c'est à dire l'unité foncière, est d'une superficie égale ou supérieure à 3 000 m².

La redevance n'étant due que pour des travaux qui affectent le sous-sol, sont imposables les travaux qui tendent à la construction de nouveaux bâtiments ou installation de toute nature lorsqu'ils comportent des fondations ou nécessitent des travaux de terrassement. En ce sens sont imposables les travaux tendant à la construction de nouveaux bâtiments mais également les travaux d'extension ou d'agrandissement de bâtiments.

Dans les lotissements, la création de lots est légalement réputée affecter le sous-sol par l'implantation ultérieure des bâtiments ainsi que par les affouillements liés aux voiries, réseaux et tous aménagements des abords. La redevance est due pour la totalité des terrains qui font l'objet de l'autorisation même si le lotissement doit être réalisé en plusieurs tranches.

Les installations et travaux divers soumis à autorisation au titre de l'article L. 442-1 du code de l'urbanisme sont également soumis à la redevance dans les mêmes conditions que les permis de construire.

B : Travaux exclus du champ d'application de la redevance

En revanche, les constructions sans fondations ni terrassements (telles que résidences mobiles de loisirs, habitations légères de loisirs, vérandas, modules préfabriqués, chapiteaux...) qui sont simplement posées sur le sol n'entraînent pas l'exigibilité de la redevance d'archéologie préventive.

De même, les travaux de rénovation, de surélévation de bâtiments existants ou les changements d'affectation ne sont pas soumis à la redevance.

Par ailleurs, la loi n'a pas entendu soumettre à la redevance les installations ayant un impact négligeable sur le sous-sol tels que poteaux ou pylônes, ni les petites constructions et extensions d'une surface hors-œuvre brute inférieure à 20 m² et habituellement dispensées de permis de construire et simplement soumises à déclaration de travaux.

Enfin, il est précisé que les permis de démolir ne donnent jamais lieu à redevance, car leur impact est limité au volume déjà bâti et est sans incidence notable sur le sous-sol environnant. Les atteintes éventuelles portées au sous-sol environnant par les démolitions de maçonneries sont considérées également comme d'un impact négligeable.

C : Travaux exonérés de redevance

Conformément aux dispositions de l'article 9-1, sont exonérés les travaux suivants, même s'ils portent sur une superficie de terrain égale ou supérieure à 3 000 m² :

1. Les constructions de logements à usage locatifs construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat en application des 3^o et 5^o de l'article L. 351-2 et des articles L. 472-1 et L. 472-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

Cette exonération vise, en métropole comme dans les départements d'outre-mer, les logements locatifs sociaux qui bénéficient d'une aide financière de l'Etat et les logements foyers qui leur sont assimilés. Elle ne vise pas les logements en accession à la propriété.

Ces travaux sont exonérés au prorata de la surface hors-œuvre nette (SHON) effectivement destinée au logement locatif. Par conséquent, dans le cadre d'une opération mixte la redevance sera calculée sur la surface de terrain diminuée du prorata correspondant à la surface hors-œuvre nette affectée au logement social.

Exemple :

Pour un terrain de 3 500 m², la redevance sera de 3 500 x 0,32 € = 1 120 euros

Si un quart de la surface hors-œuvre nette (SHON) correspond à des logements sociaux, la redevance sera diminuée de 25 % et donc ramenée à 840 euros.

Cette exonération s'applique aussi dans le cadre des lotissements, si une ou des parcelles sont destinées à accueillir de tels logements. Lorsque à la demande du pétitionnaire l'arrêté de lotir prévoit que la totalité ou une fraction du terrain retenu pour l'opération de lotissement est destinée à la construction de logements locatifs sociaux, l'exonération s'applique au prorata de la surface hors œuvre nette affectée à la construction des locaux précités. Il est précisé que l'utilisation des terrains pour un autre usage nécessitera un arrêté modificatif qui constituera le fait générateur du montant de redevance élué.

2. La construction de logement par une personne physique pour elle-même. Le bénéfice de cette mesure est ouvert à toute personne physique déclarant construire pour son usage personnel.

Cette exonération s'applique au logement et à toutes ses annexes telles que garages, cellier, appentis, remise, bûcher, atelier familial, abri de jardin, piscine et abri de piscine.

3. Les affouillements rendus nécessaires pour la réalisation de travaux agricoles ou forestiers, même s'ils nécessitent d'importants travaux de creusement.

Ainsi par exemple, l'aménagement d'un bassin piscicole de plus de 100 m² nécessitant des affouillements de plus de deux mètres de profondeur, autorisé comme installation et travaux divers au titre de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme ne relève pas de la redevance.

D : Principes de non-cumul de la redevance sur un même terrain

Outre les travaux réalisés sur des terrains inférieurs à 3 000 m² ou sur des terrains supérieurs mais qui

n'affectent pas le sous-sol, la loi exclut du champ de la redevance les terrains pour lesquels elle a déjà été perçue ou qui ont fait l'objet d'une opération d'archéologie préventive.

Lors de la délivrance de l'autorisation d'occuper le sol, si le pétitionnaire justifie, par tous moyens - avis d'imposition antérieur ou tout document attestant que le terrain a déjà fait l'objet d'une opération d'archéologie -, que son terrain a déjà été assujéti, la redevance ne doit pas être liquidée. L'INRAP devra vérifier que la redevance antérieure n'aurait pas été annulée après son émission pour cause d'annulation de la prescription ou d'abandon de travaux. Si les éléments de justification ne sont produits qu'ultérieurement, la redevance sera dégrevée selon la procédure décrite au chapitre V.

En ZAC et en lotissement, les autorisations délivrées ne sont jamais taxées puisque l'aménageur et le lotisseur sont redevables de la redevance pour l'ensemble de leur opération.

Sont également exclues du champ d'application de la redevance, les constructions édifiées dans des ZAC créées ou lotissements autorisés avant le 31 octobre 2003.

Seules les autorités compétentes pour liquider la redevance sont habilitées à apprécier le bien fondé des demandes d'exemption de redevance. Aucun tri des dossiers, préalable à la transmission aux services liquidateurs, ne doit être effectué par les personnes qui autorisent, approuvent ou décident les travaux.

Section 2 : Imposition des travaux donnant lieu à étude d'impact ou à déclaration administrative préalable

A : Travaux soumis à la redevance

1. Travaux donnant lieu à étude d'impact en application du code de l'environnement :

* ZAC (articles L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du code de l'urbanisme),

* installations classées au titre de la protection de l'environnement (article L. 512-1 et s du code de l'environnement)

* aménagements non soumis à autorisation administrative : projets linéaires (routes, autoroutes, voies ferrées, voies navigables...), extension de ports, travaux relatifs à des digues, et tous travaux visés par le code de l'environnement, articles L. 122-1 et suivants et par le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977.

Lorsqu'une autorisation qui donnera lieu à la liquidation de la redevance est sollicitée au titre du code de l'urbanisme en même temps qu'une autorisation

administrative dans le cadre d'une procédure soumise à étude d'impact, le fait générateur applicable est la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

2. Travaux soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région en application de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme, créé par le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

Il s'agit de travaux d'affouillement portant sur des superficies supérieures à 10 000 m² et affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 m.

B : Travaux exclus du champ d'application de la redevance

1. Les travaux exécutés sur un terrain d'une superficie inférieure à 3 000 m².

2. Les travaux réalisés sur un terrain qui a déjà fait l'objet d'une perception de la redevance ou d'une opération archéologique.

Pour les ZAC, il est rappelé que les opérations postérieures à la création de la ZAC ne seront jamais taxées puisque l'aménageur a déjà été redevable pour l'ensemble de l'aménagement.

Il appartient au redevable de justifier, par tous moyens, qu'il satisfait aux conditions d'exclusions.

C : Travaux exonérés de redevance

1. En ZAC, travaux relatifs aux logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat en application des 3° et 5° de l'article L. 351-2 et des articles L. 472-1 et L. 472-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

Ces travaux sont exonérés au prorata de la surface hors-œuvre nette effectivement destinée au logement locatif social.

2. Les affouillements visés à l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme lorsque ces affouillements sont rendus nécessaires pour la réalisation de travaux agricoles ou forestiers.

Il appartiendra à la personne qui projette les travaux de justifier, auprès des services liquidateurs, son droit à exonération de la redevance.

Seules les autorités compétentes pour liquider la redevance sont habilitées à apprécier le bien fondé des demandes d'exonération de la redevance. Aucun tri des dossiers préalable à la transmission aux services liquidateurs ne doit être effectué par les personnes qui autorisent, approuvent ou décident les travaux.

D : Principes de non-cumul de la redevance sur un même terrain

Ces principes sont identiques à ceux exposés au D de la section 1 du présent chapitre.

Chapitre III. Le fait générateur de la redevance

Les actes constituant le fait générateur de la redevance diffèrent selon la nature des travaux affectant le sous-sol. Il s'agit respectivement :

1. Pour les travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable en application du code de l'urbanisme de la délivrance des permis de construire, des autorisations d'installations et de travaux divers, des autorisations pour aménager des terrains de camping et de caravanage, des autorisations pour aménager un terrain pour l'accueil d'habitations légères de loisirs, des arrêtés de lotir, des arrêtés portant approbation des plans de remembrement des associations foncières urbaines de remembrement autorisées ou constituées d'office, et des déclarations de travaux non frappées d'opposition au sens des articles L. 422-2 du code de l'urbanisme. Les permis obtenus tacitement constituent également le fait générateur de la redevance.

2. Pour les travaux soumis à étude d'impact, l'acte qui décide, autorise ou approuve, éventuellement après enquête publique, la réalisation du projet et en détermine l'emprise.

Pour les autorisations d'installations classées pour la protection de l'environnement, il s'agit de l'arrêté préfectoral autorisant l'installation.

Pour les ZAC, de l'acte qui crée la zone d'aménagement concerté : arrêté préfectoral ou délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal.

Pour les aménagements pouvant nécessiter une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, il s'agit du dernier des arrêtés de cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation de la tranche de travaux considérée.

A défaut de tout autre acte spécifique, le dossier transmis par le maître d'ouvrage aux fins d'instruction archéologique constitue le fait générateur. La date du fait générateur est la date de réception du courrier de transmission du dossier au préfet de région/direction régionale des affaires culturelles, si ce dossier est complet. Lorsque ce dossier est incomplet, la date du fait générateur est la date de réception du courrier d'envoi des éléments complémentaires.

3. Pour les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, le dépôt de la déclaration auprès du préfet de région.

4. En cas de demande volontaire de réalisation d'un diagnostic, le fait générateur est la réception par le préfet de région de cette demande.

Le 6^{ème} alinéa de l'article 9-I précise qu'une telle demande volontaire peut être présentée lorsque l'aménageur souhaite que le diagnostic soit réalisé avant la survenance de l'un des faits générateurs énumérés ci-dessus aux points 1 à 3. Elle peut être présentée au cours de l'instruction du dossier.

Chapitre IV. Autorités compétentes pour asseoir et liquider la redevance

Les services compétents pour asseoir la redevance d'archéologie préventive et liquider son montant diffèrent selon la nature des travaux en projet.

La redevance d'archéologie préventive due pour les travaux relevant de la première catégorie est assise et liquidée par les services placés sous l'autorité du préfet de département, qui peut déléguer sa signature au directeur départemental de l'équipement, ou dans certaines situations, par les maires.

La redevance d'archéologie préventive due pour les travaux de la seconde catégorie est assise et liquidée par les services placés sous l'autorité du préfet de région, qui peut déléguer sa signature au directeur régional des affaires culturelles.

Section 1 : Compétence du préfet de département

L'article 9-III de la loi donne compétence au préfet de département pour procéder à l'assiette et à la liquidation de la redevance pour les travaux soumis à autorisation préalable en application du code de l'urbanisme (cf. plus haut section 1 Chapitre II).

A : Délégation de signature au directeur départemental de l'équipement

En faisant référence à l'article L. 255-A du livre des procédures fiscales, la loi rapproche la procédure d'assiette, de liquidation et de recouvrement de la redevance d'archéologie préventive de celle prévue pour les taxes d'urbanisme.

Si le préfet souhaite effectivement que la redevance soit liquidée par le directeur départemental de l'équipement, déjà directement compétent en matière de taxe d'urbanisme, il importe qu'il prenne sans délai (selon le modèle joint en annexe) un arrêté portant

délégation de signature. Pour faciliter le fonctionnement des services la délégation de signature peut également concerner des agents placés sous l'autorité du DDE. Ces agents doivent nominativement être désignés dans l'arrêté à intervenir.

Pour assurer la sécurité juridique de ces opérations, il convient de veiller au renouvellement des actes de délégation lors de l'installation d'un nouveau préfet et lors de l'installation d'un nouveau directeur départemental de l'équipement.

B : Transfert de compétence aux maires

L'article 9-III prévoit expressément que les maires compétents pour délivrer les permis de construire au nom de la commune peuvent se voir transférer la compétence pour asseoir et liquider la redevance. Ce transfert s'exerce dans les conditions prévues pour permettre au préfet de transférer la compétence en matière de taxe d'urbanisme du DDE au maire. Par application des dispositions de l'article L. 255-A du livre des procédures fiscales, et des articles R. 424-1 et A. 424-1 à A. 424-5 du code de l'urbanisme le préfet peut, par arrêté, transférer sa compétence en matière de redevance d'archéologie préventive aux maires compétents pour délivrer les autorisations d'urbanisme.

Le préfet saisira donc sans délai les maires des communes auxquels les compétences en matière de taxe d'urbanisme ont été transférées pour leur proposer de leur confier également la compétence en matière de redevance d'archéologie préventive. Ce transfert doit viser l'avis favorable du directeur départemental de l'équipement, qui doit s'assurer que la collectivité dispose de moyens suffisants et notamment que les progiciels et programmes informatiques utilisés sont compatibles avec ceux de l'Etat.

Il importe qu'à bref délai et en tout cas avant la fin de l'année 2003, soient pris les arrêtés préfectoraux nécessaires à ces transferts.

En l'absence d'arrêté préfectoral organisant ce transfert de compétence, le préfet (ou le DDE s'il a reçu délégation) demeure compétent pour procéder à la détermination de l'assiette et à la liquidation de la redevance. Par ailleurs, en application des dispositions de l'article A. 424-4 du code de l'urbanisme, le préfet (ou le DDE) reste compétent pour liquider la redevance due pour les permis délivrés par l'Etat, pour veiller à l'exacte application du régime de la redevance, pour répondre aux réclamations des administrés, instruire le contentieux et collecter et transmettre les statistiques relatives à la redevance d'archéologie préventive.

Section 2 : Compétence du préfet de région

L'article 9-III de la loi donne compétence au préfet de région pour procéder à la détermination de l'assiette et à la liquidation de la redevance pour les travaux soumis à certaines études d'impact ou à déclaration administrative préalable auprès de ses services (cf. section 2 chapitre II).

Le préfet de région peut déléguer sa signature au directeur régional des affaires culturelles.

Seuls les éléments utiles à l'établissement de la redevance devront être transmis au DRAC pour lui permettre de liquider la redevance.

Ces éléments sont :

- 1) Pour les travaux soumis à étude d'impact, une copie de l'acte décidant, autorisant ou approuvant la réalisation des travaux, comprenant la superficie du terrain d'assiette, les coordonnées de l'aménageur et la destination des ouvrages. A défaut d'acte spécifique, le dossier fourni par le maître d'ouvrage à fin de prescription archéologique mentionnera la superficie globale concernée, les coordonnées de l'aménageur, la nature et la destination des ouvrages. Lorsqu'une partie des constructions est destinée à des logements locatifs aidés, leur SHON devra être précisée ainsi que la SHON globale du projet, afin que l'exonération correspondante puisse être calculée.
- 2) Pour les travaux soumis à déclaration, une copie de cette déclaration.
- 3) Pour les demandes volontaires, un extrait de cette demande contenant la superficie sur laquelle elle porte, les coordonnées de l'aménageur ainsi que la nature et la destination de l'ouvrage ou de l'aménagement projeté.

Chapitre V. Détermination de l'assiette et modalités de liquidation de la redevance

La loi précise que les autorisations d'urbanisme et les actes qui constituent les faits générateurs de la redevance, sont transmis au service liquidateur par l'autorité compétente pour délivrer ces autorisations ou établir les actes.

En application du 2^{ème} alinéa de l'article 9-III, l'ensemble des opérations de liquidation doit impérativement intervenir avant la fin de la 4^{ème} année qui suit celle de la délivrance de l'autorisation.

Section 1 : Base d'imposition

La base d'imposition est constituée soit de la superficie du terrain présentée pour la réalisation des travaux et aménagements projetés soit de l'emprise ou de la

surface au sol retenue pour certaines installations ou aménagements.

1 - Pour les travaux autorisés en application des dispositions du code de l'urbanisme

Le terrain d'assiette est constitué de l'unité foncière, à savoir l'ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire tel qu'il figure dans la demande d'autorisation.

Cependant, par exception législative, pour les bâtiments agricoles il s'agit de la superficie de l'emprise au sol figurant dans le dossier au titre de la surface hors-œuvre brute (SHOB) du rez-de-chaussée de la construction. En conséquence, seuls les bâtiments d'exploitation agricole dont la SHOB du rez-de-chaussée est égale ou supérieure à 3 000 m² sont taxables.

Lorsqu'une acquisition foncière permet d'augmenter la taille d'une propriété qui aurait déjà été taxée, la redevance ne sera liquidée, en cas de réalisation de travaux passibles de la redevance, que pour la surface de terrain nouvellement acquise. Par exemple, une autorisation délivrée sur un terrain de 5 000 m² qui aurait été taxé antérieurement pour une superficie initiale de 4 000 m² ne donnera lieu à liquidation de la redevance que pour 1 000 m².

2 - En ZAC, doit être prise en compte la surface totale incluse dans le ou les périmètres de la zone.

3 - Pour les aménagements soumis à étude d'impact et à autorisation administrative au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (hors celles nécessitant une autorisation d'urbanisme traitées en 1), il s'agit de la surface au sol des installations telle qu'elle ressort de l'autorisation administrative ou de la demande d'autorisation.

4 - Pour les travaux soumis à étude d'impact mais non soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, il s'agit de la surface au sol des aménagements mentionnés dans le dossier transmis pour prescription de diagnostic éventuelle ; ce dossier décrit les travaux projetés notamment leur emplacement prévu sur le terrain d'assiette.

Pour les routes, la surface à retenir recouvre les chaussées, bandes d'arrêt d'urgence, remblais, zones de sécurité, aires de services et aires de repos, zones techniques, bandes circulantes permanentes et temporaires, zones de dépôt de matériaux permanentes et temporaires ainsi que les fossés et autres ouvrages d'assainissement ou d'évacuation des eaux.

Pour les voies ferrées, il s'agit des voies proprement dites, des zones de ballast, des remblais, des zones sécurisées le long des voies, des zones techniques.

Lorsqu'une clôture de protection entoure ces ouvrages, la totalité de la surface incluse dans la clôture doit, a minima, être prise en compte.

5 - Pour les travaux soumis à déclaration au titre de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme, la surface au sol déclarée auprès du préfet de région.

6 - Pour les demandes volontaires, la superficie sur laquelle porte la demande

Il conviendra donc d'exiger de l'auteur de cette demande un dossier complet. A défaut, la saisine devra être considérée comme incomplète et la demande ne pourra pas être prise en considération.

Pour les travaux fractionnés non soumis à autorisation d'urbanisme, c'est-à-dire les travaux pour lesquels la décision administrative les autorisant prévoit une réalisation par tranches (carrières), la surface à prendre en considération est celle de l'ensemble du programme de travaux.

En revanche, pour les travaux qui font l'objet d'une déclaration d'utilité publique (grands linéaires), la surface à prendre en considération est la surface correspondante à la somme des surfaces indiquées dans chaque arrêté de cessibilité de la tranche de travaux considérée.

Sous réserve d'un contrôle à la diligence des services (direction départementale de l'équipement ou DRAC), la surface de terrain à prendre en compte est celle déclarée par le pétitionnaire.

Lorsqu'il apparaît que la superficie déclarée est manifestement erronée, le service liquidateur doit procéder à sa rectification avant de liquider la redevance. La rectification appelle la mise en œuvre de la procédure de redressement contradictoire telle que définie aux articles L. 55 à L. 59 du livre des procédures fiscales.

Section 2 : Mode de calcul

Le montant de la redevance est le produit du ratio suivant :

superficie du terrain ou emprise au sol telle que définie par la loi, en m² x 0,32 €

Le cas échéant, le montant de la redevance est diminué du montant des exonérations résultant de la réalisation de logements locatifs sociaux.

Le terrain retenu est l'ensemble de l'unité foncière. Un terrain de 3 010 m² sera taxé pour l'ensemble de cette superficie, et non pour 10 m².

L'article 9-II prévoit que le montant légal de 0,32 € par mètre carré est indexé en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction.

L'indice de référence est le dernier indice du coût de la construction connu à la date de parution de la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003, soit celui du 1^{er} trimestre 2003 paru le 16 juillet 2003 : indice 1183.

L'indice d'actualisation est le dernier indice connu à la date du fait générateur. Avant chaque liquidation il conviendra donc de vérifier sa valeur. La direction de l'architecture et du patrimoine fournira chaque trimestre aux DRAC l'indice actualisé.

Le taux actualisé appliqué comporte trois décimales après la virgule et est arrondi au millième supérieur.

Section 3 : Redevable

La redevance d'archéologie préventive est due par toute personne publique ou privée bénéficiaires des autorisations ou actes qui en constituent le fait générateur.

Lorsque des autorisations ou actes font l'objet de décisions de transferts, le nouveau titulaire est solidairement responsable du paiement de la redevance.

Section 4 : Etablissement des avis d'imposition et titres de recette

L'ordonnancement de la redevance donne lieu à l'établissement de titres de recettes accompagnés d'avis d'imposition émis par les préfets de départements ou de région. Seuls les titres de recettes sont soumis à la signature des préfets ou des maires rendus compétents ou des personnes bénéficiaires des délégations de signature prévues au chapitre IV ci-avant.

Les titres de recettes et avis d'imposition doivent déterminer les éléments relatifs à l'assiette (n° de l'autorisation, nom et adresse du bénéficiaire de l'autorisation), à la liquidation (date du fait générateur de la redevance [délivrance de l'autorisation d'urbanisme ; décision autorisant la réalisation des travaux ; dépôt de la déclaration préalable ou de la demande volontaire de réalisation du diagnostic ; pour les travaux à réalisation fractionnée, la durée de l'autorisation et la date prévue dans l'arrêté d'autorisation pour l'ouverture de la tranche imposable], base d'imposition, taux de la redevance par mètre carré de terrain, montant de la redevance dû) et au recouvrement de la redevance.

Les titres de recettes et les avis d'imposition mentionnent également l'organisme bénéficiaire de la taxe : INRAP ou collectivité territoriale en fonction des informations communiquées par le DRAC aux services liquidateurs. Le directeur régional des affaires culturelles communique aux directions départementales de l'équipement (DDE) la liste des collectivités territoriales ayant choisi de réaliser pour une durée minimale de trois ans l'ensemble des diagnostics prescrits sur leur territoire et qui à ce titre doivent bénéficier du produit de la redevance.

Cette information est indispensable aux services liquidateurs qui doivent obtenir l'avis des organismes effectivement bénéficiaires pour instruire une demande de dégrèvement.

Lorsqu'ils sont connus du service liquidateur, le titre de recette mentionne l'identité des tiers tenus solidairement au paiement de la redevance.

Les avis d'imposition et titres de recettes sont établis selon les modèles joints en annexe. Ils sont transmis au trésorier-payeur général du département. Le comptable chargé du recouvrement adresse les avis aux redevables.

Lorsque les travaux de la deuxième catégorie (cf. chapitre II, section 1) donnant lieu à redevance sont réalisés par tranches, le paiement de la redevance est lui-même fractionné au début de chacune des tranches prévues. Un titre de recettes est émis au début de chaque tranche pour un montant égal au prorata de la superficie de la tranche par rapport à la superficie totale de l'opération.

S'agissant des projets linéaires dont le tracé et les emprises ne sont pas fixés dans l'autorisation de travaux, le titre de recettes est alors émis sur la base de la surface figurant dans l'arrêté de cessibilité relatif à chaque tranche de travaux concernée, le dernier constituant le fait générateur.

Section 5 : Annulations et dégrèvements

Les contribuables peuvent obtenir dans certains cas soit l'annulation, soit le dégrèvement de la redevance.

A : Cas des annulations de l'autorisation ou des abandons de travaux

La redevance est annulée lorsque les travaux donnant lieu à redevance ne sont pas réalisés et que l'opération de diagnostic n'a pas été engagée. Lorsque l'annulation appelle une restitution au bénéfice du contribuable, les sommes à rembourser sont réduites des frais d'assiette et de recouvrement. Toutefois, en application de l'article 9-IV, la redevance est maintenue si des travaux de diagnostic ont été entrepris sur le

terrain d'implantation du projet d'aménagement abandonné.

Pour obtenir l'annulation correspondante, le redevable doit présenter une demande de dégrèvement de la redevance justifiant l'abandon des travaux (retrait de l'autorisation, caducité, annulation contentieuse...).

Afin de vérifier si un diagnostic a été entrepris, le service liquidateur adresse copie de la demande du redevable au DRAC.

Compte tenu du délai de six mois prévu à l'article R. 199-1 du livre des procédures fiscales, au terme duquel le silence de l'administration vaut rejet de la demande, il est souhaitable que le DRAC fasse connaître, dans un délai de trois mois, si un diagnostic a été engagé. L'absence de réponse à cette demande d'avis sera interprétée comme une absence de diagnostic et l'annulation de la redevance sera accordée s'il apparaît que les travaux autorisés n'ont pas été réalisés.

B : Dégrèvements

Toutes les demandes tendant à la réduction totale ou partielle de la redevance sont soumises à l'accord de l'INRAP ou, le cas échéant, de la collectivité bénéficiaire, et du ministre chargé de la culture. En conséquence, les services liquidateurs (notamment DDE ou maires compétents) transmettent toutes les demandes aux DRAC.

Comme pour les annulations, à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article R.199-1 du livre des procédures fiscales, le défaut de réponse du service liquidateur vaut rejet de la demande. Par conséquent, il est nécessaire que le DRAC communique les avis requis dans les trois mois suivant la date de réception de la réclamation adressée au service liquidateur.

Le ministre de la culture donne délégation au directeur de l'INRAP pour se prononcer pour la part de redevance destinée au FNAP.

Les propositions de dégrèvement transmises par les services liquidateurs aux DRAC mentionnent les références du titre de recette initial, comporte une copie de l'avis d'imposition et précisent les motifs, et, en tant que de besoin, un avis sur l'opportunité des dégrèvements demandés.

Les décisions expresses de rejet total ou partiel doivent être motivées. Elles sont notifiées au redevable dans les conditions prévues à l'article R. 198-10 du livre des procédures fiscales.

Dans le cas exceptionnel où le dégrèvement est motivé par une erreur matérielle de l'ordonnateur, le

dégrèvement est immédiatement décidé et le DRAC en est informé.

Sauf lorsque le dégrèvement est prononcé pour rectifier une erreur de service, les sommes à rembourser sont également réduites du montant des frais d'assiette et de recouvrement.

Les décisions de dégrèvement font l'objet d'un titre de recette rectificatif et sont transmises au trésorier-payeur général selon les états modèles ci-joints en annexe.

Chapitre VI. Le recouvrement de la redevance

Section 1 : Le recouvrement amiable et pré-contentieux

Les services ordonnateurs assigneront les titres de recettes sur la caisse :

- du trésorier-payeur général du département pour les DDE et les collectivités territoriales compétentes,
- du trésorier-payeur général de la région pour les DRAC.

En l'occurrence, le bordereau collectif de transmission des avis des sommes à payer individuels vaut titre de recette. Il est signé par l'ordonnateur.

En cas de transfert de l'autorisation de construire à un nouveau titulaire, les services liquidateurs doivent adresser à la trésorerie générale assignataire un arrêté de transfert valant titre de recette individuel à l'égard du nouveau titulaire.

Après avoir contrôlé les documents et pris en charge les montants dus, la trésorerie générale transmet les documents (bordereau collectif + avis individuels) au(x) comptable(s) spécialisé(s) chargé(s) du recouvrement de la redevance d'archéologie préventive dans le département, pour validation et envoi des avis aux redevables.

La prise en charge est extra-comptable.

Des interfaces informatiques pourront être mises en place entre les services liquidateurs de l'Etat et des collectivités territoriales et les services du Trésor.

L'action en recouvrement du comptable du Trésor s'exerce dans un délai de quatre ans à compter de la date d'ordonnancement du titre de recettes.

A : Le paiement

La redevance d'archéologie préventive doit être acquittée en un versement unique au comptable du Trésor compétent (ou en autant de versements que de titres de recette émis dans le cadre des opérations à plusieurs tranches de travaux).

Elle est immédiatement exigible à la date d'ordonnancement du titre de recettes. La date limite de paiement est fixée au dernier jour du mois qui suit la date d'ordonnancement du titre de recettes.

En conséquence, l'attention des services ordonnateurs est attirée sur le respect des délais d'émission. Lorsque le délai de transmission des titres au trésorier-payeur général est supérieur à trois jours et ce, afin de ne pas pénaliser le redevable, la date limite de paiement fait l'objet d'un report au dernier jour du mois qui suit la date de prise en charge du titre.

A défaut de paiement à cette date ou en cas de paiement partiel, une majoration de 10 % est décomptée sur le solde du dossier. La majoration est exigible dans les conditions définies à l'article L. 80 D du livre des procédures fiscales.

B : Le traitement des réclamations

Les litiges relatifs à la redevance d'archéologie préventive sont de la compétence des juridictions administratives.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles de procédure applicables en matière de contributions directes (procédure préalable devant le service liquidateur puis saisine du tribunal administratif) avec la possibilité de demander le sursis légal de paiement prévu aux articles L. 277 et suivants du livre des procédures fiscales.

Les réclamations relatives à l'assiette (à la liquidation, au bien-fondé, aux calculs) de la redevance doivent être adressées aux services liquidateurs au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle le titre de recettes a été émis, en application de l'article R. 196-1 du livre des procédures fiscales.

Les réclamations relatives au recouvrement, à adresser au comptable du Trésor, sont traitées dans les mêmes conditions que celles relatives au recouvrement des impôts directs (articles L. 281 et R. 281-1 et suivants du livre des procédures fiscales).

Elles ne peuvent porter que :

- 1° soit sur la régularité en la forme des actes de poursuites,
- 2° soit sur l'existence de l'obligation de payer, sur le montant de la dette compte tenu des paiements effectués, sur l'exigibilité de la somme réclamée, ou sur tout autre motif ne remettant pas en cause l'assiette et le calcul de la redevance.

Les recours contre les décisions prises par l'administration sur ces contestations sont portés, dans

le premier cas, devant le juge de l'exécution, dans le second cas, devant le juge administratif.

Section 2 : Le recouvrement contentieux

Les dispositions du titre IV du livre des procédures fiscales relatives aux poursuites exercées par le comptable du Trésor sont applicables en cas de non-paiement de la redevance d'archéologie préventive, c'est-à-dire :

- l'envoi d'une lettre de rappel avant la notification du premier acte de poursuite donnant lieu à des frais,
- la notification du commandement par la Poste,
- l'exercice des poursuites par les agents huissiers du Trésor,
- l'utilisation de l'avis à tiers détenteur.

Le recouvrement contentieux s'effectue conformément aux procédures fiscales et civiles d'exécution en vigueur.

Les comptes du Trésor bénéficient du privilège institué au 1 de l'article 1929 du code général des impôts.

Sont tenus solidairement au paiement de la redevance les établissements de crédit ou sociétés de caution mutuelle qui sont garants de l'achèvement de l'opération d'aménagement ou de travaux, ainsi que les aménageurs successifs.

Section 3 : La répartition des sommes recouvrées

Elle résulte de l'application combinée des articles 10 (point 9-IV) et 11 de la loi.

Le comptable chargé du recouvrement établit mensuellement un état de répartition et adresse tous les éléments nécessaires au trésorier-payeur général. Celui-ci répartit entre les bénéficiaires les montants nets effectivement encaissés.

A : Les bénéficiaires

L'article 11 de la loi précise que «pour ses frais d'assiette et de recouvrement, l'Etat effectue un prélèvement de 1,5 % sur le montant de la redevance d'archéologie préventive prévue à l'article 9».

Le comptable prélève donc en premier lieu 1,5 % du montant en principal au titre des frais d'assiette et de recouvrement. Ce prélèvement est versé au budget général de l'Etat.

La majoration de 10 % et les frais de poursuites sont également versés au budget général de l'Etat.

Le comptable prélève ensuite 30 % calculé sur le montant total du titre (30 % au moins, selon l'article 9-2

de la loi). Ce prélèvement est versé à l'INRAP pour être affecté au FNAP.

Enfin le solde est réparti entre l'INRAP et les collectivités territoriales qui ont choisi d'assurer l'ensemble des diagnostics sur leur territoire, selon les informations portées sur les titres.

B : Les modalités de versement

Le versement des sommes aux organismes bénéficiaires intervient au plus tard à la fin du mois qui suit le mois d'encaissement.

La répartition est opérée par transfert comptable à la recette générale des finances, pour imputation sur le compte de dépôt de fonds au Trésor de l'établissement public, sous deux spécifications comptables permettant de distinguer d'une part les sommes revenant au budget général de l'INRAP et, d'autre part, les sommes destinées au Fonds national d'archéologie préventive (FNAP) ; le FNAP étant créé dans les comptes de l'INRAP, le versement au FNAP par le Trésor se fait par l'intermédiaire de l'établissement public.

Lorsqu'une collectivité territoriale en est bénéficiaire, le montant est transféré au comptable chargé du service financier de cette collectivité, par avis de règlement 0.402.

Section 4 : Dégrèvements, annulations et restitution

Les dégrèvements et annulations, intervenus dans les conditions précisées au chapitre V, sont imputés sur les titres émis et pris en charge correspondants.

Au moment de la décision de dégrèvement ou d'annulation, le redevable peut avoir déjà réglé le titre initial. Dans cette hypothèse, lorsque la redevance a déjà été répartie aux bénéficiaires, le trésorier-payeur général doit récupérer les sommes auprès des bénéficiaires, au besoin par compensation, avant de rembourser le redevable.

Les sommes versées au FNAP sont restituées au trésorier-payeur général sur lequel a été assigné le titre de recette, par l'établissement public.

Les remboursements effectués par les collectivités territoriales sont transférés au trésorier-payeur général par le comptable chargé de leur service financier.

En cas de dégrèvement, cette demande de restitution peut s'appuyer sur les décisions prises sur ce point par les bénéficiaires.

Pour des raisons de simplification du circuit de restitution et afin de permettre un remboursement plus rapide du redevable, dès constatation d'un trop-perçu,

le trésorier-payeur général peut demander au préfet l'émission d'un ordre de reversement à l'encontre du bénéficiaire concerné.

Dans les cas où ce bénéficiaire est l'INRAP et que celui-ci a reversé le montant de redevance perçu à une collectivité territoriale ou inversement (cf. article 9-IV de la loi), cette opération est transparente pour le Trésor public. Le trésorier-payeur général peut demander l'émission de l'ordre de reversement à l'encontre du bénéficiaire auquel il a versé les sommes indues.

Après en avoir obtenu la restitution par les bénéficiaires, le comptable reverse au redevable le montant de la redevance, à l'exception des frais d'assiette et de recouvrement (art. 9-IV).

Section 5 : Apurement de la redevance d'archéologie préventive

A : Remise gracieuse

Aucune remise gracieuse du principal de la redevance n'est possible.

Le comptable chargé du recouvrement est compétent pour accorder la remise gracieuse de la majoration de 10 %.

B : Admission en non-valeur

L'admission en non-valeur de la redevance est prononcée par le trésorier-payeur général.

Lorsque la redevance bénéficie à une collectivité territoriale, la proposition d'admission en non-valeur faite par le comptable est soumise par le trésorier-payeur général à l'avis de l'assemblée délibérante de la collectivité. Celle-ci peut refuser la non-valeur sous réserve de fournir au comptable des renseignements permettant de relancer le recouvrement.

L'admission en non-valeur est prononcée d'office après un silence gardé plus de 6 mois par la collectivité territoriale à compter de la demande du comptable.

Chapitre VII. Statistiques

La connaissance précise des flux financiers générés par la redevance est essentielle au bon fonctionnement du dispositif. En effet, la redevance ayant pour objet de financer les diagnostics et d'abonder le Fonds national pour l'archéologie préventive, destiné à permettre de subventionner certaines opérations de fouilles, il est indispensable que des données exactes concernant le budget dont disposeront tant les opérateurs pour réaliser des diagnostics que l'Etat pour accorder des subventions soient régulièrement établies.

Les services liquidateurs transmettront dans cette perspective un état statistique de la taxe liquidée, et un bilan synthétique du recouvrement de la redevance d'archéologie préventive sera établi annuellement par l'administration centrale. Les modalités d'établissement et de transmission de ces statistiques seront précisées par des instructions ultérieures.

Vous saisirez les services suivants des difficultés de mise en œuvre de cette circulaire :

- le ministère de l'équipement, sous le timbre DGUHC-DU3, pour les questions relatives à l'assiette et la liquidation de la redevance due à l'occasion de travaux autorisés par le code de l'urbanisme ;
- le ministère de la culture, sous le timbre direction de l'architecture et du patrimoine, pour les questions relatives à la liquidation et à l'ordonnancement de la redevance due à l'occasion de travaux donnant lieu à étude d'impact ou à déclaration administrative préalable ;
- le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, sous le timbre DGCP 4A, pour les questions relatives au recouvrement.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Francis Mer.

Le ministre de l'équipement, des transports, du logement,
du tourisme et de la mer,
Gilles de Robien.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon.

Le ministre délégué aux libertés locales, auprès du ministre de
l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
Patrick Devedjian.

(annexes pages suivantes)

ANNEXE 1

TITRE DE RECETTE - REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

TAXES D'URBANISME EXPEDITEUR : DESTINATAIRE :	Bordereau n°	ANNEE	ARRETE, POUR EXIGIBILITE IMMEDIATE, LE PRESENT BORDEREAU A LA SOMME DE .....EUROS Pour valoir titre de recette en application de l'article 9 III de la loi 2001/44 modifiée et de l'article L 255-A du Livre des Procédures Fiscales. A , le L'autorité compétente
	SITUATION ANTERIEURE		
	LIQUIDATION SOUS LE PRESENT BORDEREAU		
	ANNULATION DE TAXATION SOUS LE PRÉSENT BORDEREAU		
	SITUATION NOUVELLE		
	REJETS SUR BORDEREAUX ANTERIEURS :		

Article	N° de dossier	Origine	Modif.	Date du fait générateur de la redevance	SHON Totale	SHON Logt-Loc.
1				... / ... /	m²	m²

Redevable :	Personne solidaire :
Adresse :	Adresse :
:	Personne solidaire :
:	Adresse :

Taux / m² : (en €)	Surface imposable :	Base d'imposition :	I (en €)	D (en €)	I-Frais (en €)	D-Frais(en €)	I-INRAP/CL	D-INRAP/CL	I-FNAP (en €)	D-FNAP (€)
€	m²	m²	€	€	€	€	€	€	€	€

2				... / ... /	m²	m²
---	--	--	--	-------------------	----	----

Redevable :	Personne solidaire :
Adresse :	Adresse :
:	Personne solidaire :
:	Adresse :

Taux / m² : (en €)	Surface imposable :	Base d'imposition :	I (en €)	D (en €)	I-Frais (en €)	D-Frais(en €)	I-INRAP/CL	D-INRAP/CL	I-FNAP (en €)	D-FNAP (€)
€	m²	m²	€	€	€	€	€	€	€	€

RECAPITULATIF DU PRÉSENT BORDEREAU n° Année

Surface imposable :	Base :	I (€)	D (€)	I-Frais (€)	D-Frais (€)	I- CL (€)	D- CL (€)	I-INRAP (€)	D-INRAP (€)	I- FNAP (€)	D- FNAP (€)
m²	m²										
Type de dossiers :	LT	PC	DT	CI	AC (et HLL)	AFU-Remembr.					
Nombres de dossiers :											

NOTA : I=Imposition ; D=Dégrèvement ; LT=Lotissement ; PC=Permis de Construire ; DT=Déclaration de Travaux ; CI=Installations et travaux divers ; AC=Aménagement de camping ;
AFU-Remembr.=Association Foncière Urbaine de Remembrement constituée d’office ; SHON Logt-Loc.=Surface de plancher développée Hors Œuvre Nette destinée au Logement Locatif ;
FNAP : Fonds national pour l’archéologie préventive

BORDEREAU DE TRANSMISSION - TRESOR PUBLIC :
REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE	Bordereau n° X ANNEE (3)	TITRE DE RECETTE
EXPEDITEUR : (1)	SITUATION ANTERIEURE:	ARRETE, POUR EXIGIBILITE IMMEDIATE, LE PRESENT BORDEREAU A LA SOMME DE EUROS (4)
	LIQUIDATION SOUS LE PRESENT	Pour valoir titre de recette en application de l'article 9 III de la loi 2001/44 modifiée et de l'article L 255-A du Livre des Procédures Fiscales.
	BORDEREAU :	A , le
DESTINATAIRE : (2)	ANNULATION DE TAXATION SOUS LE PRESENT BORDEREAU :	
	SITUATION NOUVELLE :	L'autorité compétente (5)
	REJETS SUR BORDEREAUX ANTERIEURS :	

	N° de dossier (6)	Origine (7)	Modif. (8)	Date du fait générateur de la redevance (9)	SHON Totale (10)	SHON Logt-Loc. (11)
--	-------------------	-------------	------------	---	------------------	---------------------

				... / ... /	m ²	m ²
--	--	--	--	-------------------	----------------	----------------

Redevable :	(12)	Personne solidaire :	(13)
Adresse :		Adresse :	
:		Personne solidaire :	
:		Adresse :	

Taux / m² : (en €)	Surface imposable (14)	Base : (15)	I (en €) (16)	D (en €) (17)	I-Frais (en €) (18)	D-Frais(en €) (19)	I-INRAP/CL (20)	D-INRAP/CL (21)	I-FNAP (en €) (22)	D-FNAP (€) (23)
0,32 €	m²	m²								

Type de dossiers :	DA	carrière	EI	DUP	DVD	ZAC	Autres
Origine du dossier :							

NOTA : I=Imposition ; D=Dégrèvement ; DA=Déclaration d'affouillements; EI=Divers Etude d'impact; DUP=Déclaration d'utilité publique ; DVD = Demande volontaire de diagnostic ; ZAC=Zone d'Aménagement Concerté ; SHON Logt-Loc.=Surface de plancher développée Hors Œuvre Nette destinée au Logement Locatif ; FNAP : Fonds national pour l'archéologie préventive ; CL : collectivité locale.

ANNEXE 3

**Notice d'utilisation du bordereau de transmission – Trésor Public
(Titres individuels uniquement)**

- (1) Préfet de région ordonnateur de la redevance (ou DRAC s'il a reçu délégation).
- (2) Trésorier-payeur général de la région.
- (3) Cette case permet le suivi comptable entre des bordereaux successifs, dans le cas des paiements fractionnés (travaux effectués par tranches successives).
- (4) La somme figurant dans cette case correspond à la redevance due.
- (5) Date d'émission du titre de recettes et signature du préfet de région (ou DRAC si délégation).
- (6) Il s'agit du dossier dont vous êtes saisi et qui constitue le fait générateur de la redevance (autorisation de ZAC, de carrière, DUP, décision de réaliser l'aménagement, demande volontaire de diagnostic, déclaration d'affouillement).
- (7) Préciser dans cette case l'origine du dossier (autorisation de ZAC, de carrière, DUP, décision de réaliser l'aménagement, demande volontaire de diagnostic, déclaration d'affouillement).
- (8) Préciser ici s'il ne s'agit pas de l'autorisation initiale mais d'une modification.
- (9) La date à reporter ici est celle de la décision – fait générateur de la redevance. Pour les demandes volontaires de diagnostic, il s'agit de la date à laquelle vous avez reçu la demande.
- (10) Cette case ne doit être renseignée que lorsque la ZAC ou la demande volontaire porte sur un terrain susceptible de recevoir des logements locatifs aidés, afin que l'aménageur bénéficie de l'exonération au prorata de la SHON de ces logements.
- (11) Dans le même cas que précédemment, il convient d'indiquer la SHON correspondant aux logements locatifs aidés.
- (12) Nom et adresse de l'aménageur.
- (13) Cette case ne peut être remplie que si ces personnes sont connues.
- (14) Il s'agit de la superficie incluse dans le périmètre de la ZAC, de la superficie des installations soumises à étude d'impact, de la superficie déclarée ou de la surface figurant dans la demande volontaire de diagnostic, sauf lorsque cette demande porte sur la construction d'un bâtiment agricole, auquel cas il ne faut tenir compte que de l'emprise au sol de la construction. Les surfaces exonérées (logement locatif aidé) doivent être déduites.
- (15) La base est égale à la superficie totale incluant les surfaces exonérées.
- (16) Il s'agit du produit de la surface imposable (14) multipliée par 0,32 €. Ce chiffre doit être identique à celui inscrit au (4).
- (17) Cette case n'est à remplir qu'en cas de dégrèvement : elle correspond à la somme dégrévée.
- (18) Ce chiffre correspond à 1,5 % de l'imposition (16).
- (19) Frais d'assiette afférents au dégrèvement.
- (20) Part de la redevance revenant au bénéficiaire (INRAP ou Collectivité territoriale qui aura pris la décision d'assumer l'ensemble des diagnostics pendant 3 ans minimum). Elle correspond à l'imposition moins la part revenant au Fonds national pour l'archéologie préventive (30 % minimum). Elle est calculée après déduction des frais d'assiette et de recouvrement.
- (21) Sommes dégrévées imputées sur les comptes du bénéficiaire de la redevance.
- (22) Part revenant au Fonds national pour l'archéologie préventive (30 % minimum).
- (23) Sommes dégrévées imputées sur les comptes du Fonds national pour l'archéologie préventive.
- (24) Cette case rappelle l'origine du dossier : il conviendra de cocher la case "origine du dossier" correspondant au type d'autorisation constituant le fait générateur de la redevance (ZAC, demande volontaire, carrière, DUP, autres études d'impact) et qui a déjà été inscrit en case (7).

ANNEXE 4

<u>AVIS D'IMPOSITION</u>	Redevance d'archéologie préventive (article 9 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée)
SERVICE D'ASSIETTE (Adresse)	TRESOR PUBLIC (Date et cachet)
Tél. :	

Références cadastrales du terrain d'implantation : N° de section(s) et parcelle(s)

TAXE EXIGIBLE

Décompte	Surface imposable ①	Taux, en € / m ² ②	Redevance brute ③
	m ²		€
Exonération pour construction de logements locatifs sociaux			
SHON totale ④	SHON logement locatif social ⑤	Formule de calcul	Montant à exonérer ⑥
m ²	m ²	⑥ = ③ X ⑤ / ④	€
Somme totale à payer ⑦ = ③ - ⑥ →			€

← ③ = ① X ②

Affectation :	Nom de la collectivité territoriale bénéficiaire (ou INRAP)	FNAP	frais d'assiette et de recouvrement de l'Etat
Montants : (en euros)		€	€

Pour information, cette opération, réalisée par tranches, relève de l'article 9-III de la loi n° 2001/44 modifiée. Un nouvel avis vous sera envoyé pour chaque tranche.

Identification de la tranche	Surface imposable / tranche	Date lancement des travaux	Montant à payer par tranche
	m ²		€
	m ²		€
	m ²		€
	m ²		€

Le paiement peut être effectué par chèque bancaire ou virement au compte courant du Trésor à la banque de France. Les frais d'envoi ou de virement sont à la charge de l'expéditeur. Le chèque doit être établi et adressé à l'ordre du Trésor Public (Voir référence ci-dessus). <i>Pour tout renseignement relatif aux montants et/ou aux échéances de versement, s'adresser au service d'assiette ci-dessus</i>	PAIEMENT IMMEDIAT date limite de paiement fixée au : [.. / .. /]
Le nom de la commune du lieu des travaux et le numéro de dossier devront être indiqués au dos du chèque ainsi que la nature de la taxe.	REFERENCES A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE Dossier N° Origine Modif.
CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ Autorisation initiale en date du : Permis initial n° Motif :	<div style="text-align: center;">↖</div> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> DESTINATAIRE ADRESSE DU LIEU DES TRAVAUX </div> <div style="text-align: center;">↘</div>
LIQUIDATION Numéro du titre de recette : Numéro d'article dans le titre de recette : Date de liquidation :	représenté(e) par :
Attention : Veuillez conserver ce document avec votre titre de propriété et le transmettre à l'acquéreur lors d'une cession de bien	

ANNEXE 5

AVIS DE DEGREVEMENT	Redevance d'archéologie préventive (article 9 de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée)
SERVICE D'ASSIETTE (Adresse)	TRESOR PUBLIC (Date et cachet)
Tél. :	

Références cadastrales du terrain d'implantation: N° de section(s) et parcelle(s)

TAXE EXIGIBLE

	dont frais d'assiette et de recouvrement de l'Etat (*) ⑨
Rappel de la somme du précédent décompte ⑧ (en euros) →	€

Nouveau décompte	Surface imposable ① m²	Taux, en € / m² ②	Redevance brute ③ €
Exonération pour construction de logements locatifs sociaux			
SHON totale ④ m²	SHON logement locatif social ⑤ m²	Formule de calcul ⑥ = ③ X ⑤ / ④	Montant à exonérer ⑥ €
Somme totale à payer ⑦ = ③ - ⑥ →			€
(*) Pour information, montant du dégrèvement = maximum [0 ; ⑧ - ⑦ - ⑨] →			€

← ③ = ① X ②

Affectation :	Nom de la collectivité territoriale bénéficiaire (ou INRAP)	FNAP	frais d'assiette et de recouvrement de l'Etat
Montants : (en euros)		€	€

(*) En application de l'article 9-IV de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée, les frais d'assiette et de recouvrement ne sont pas restitués.

Pour information, cette opération, réalisée par tranches, relève de l'article 9-III de la loi n° 2001-44 modifiée.

Identification de la tranche	Surface imposable/tranche m²	Date lancement des travaux	Montant à payer par tranche €
	m²		€
	m²		€
	m²		€
	m²		€

Le paiement peut être effectué par chèque bancaire ou virement au compte courant du Trésor à la banque de France.
Les frais d'envoi ou de virement sont à la charge de l'expéditeur.

Le chèque doit être établi et adressé à l'ordre du Trésor Public
(Voir référence ci-dessus).

Pour tout renseignement relatif aux montants et/ou aux échéances de versement, s'adresser au service d'assiette ci-dessus

Le nom de la commune du lieu des travaux et le numéro de dossier devront être indiqués au dos du chèque ainsi que la nature de la taxe.

CONDITIONS D'EXIGIBILITE

Autorisation initiale en date du :
Permis initial n°
Motif :

Date d'avis de la DRAC :

LIQUIDATION

Numéro du titre de recette :
Numéro d'article dans le titre de recette :
Date de liquidation :

PAIEMENT IMMEDIAT
date limite de paiement fixée au : [.. / .. /]

REFERENCES A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE
Origine Modif.

Dossier N°

DESTINATAIRE

ADRESSE DU LIEU DES TRAVAUX

représenté(e) par

Attention : Veuillez conserver ce document avec votre titre de propriété et le transmettre à l'acquéreur lors d'une cession de bien

ANNEXE 6

Arrêté n° / du portant délégation de signature pour la redevance d'archéologie préventive.

Le préfet

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, notamment son article 9 paragraphes I et III,

VU l'article L.332-6-4° du code de l'urbanisme,

VU l'arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du logement en date du, nommant M.,(titre)....., directeur départemental de l'équipement de,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation est donnée à M....., directeur départemental de l'équipement et en cas d'absence ou d'empêchement M, (fonction)

à effet de signer les titres de recette délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation au recouvrement et réponses aux réclamations préalables en matière de redevance d'archéologie préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.

Article 2. - Le secrétaire général et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet

ANNEXE 7

Redevance d'archéologie préventive

L'archéologie préventive *“a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus”* (article 1^{er} de la loi du 17 janvier 2001 modifiée). Les mesures de détection – le diagnostic – sont décidées par le préfet de région et peuvent être réalisées soit par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), établissement public ayant pour mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive et de diffuser leurs résultats, soit par un service archéologique agréé de collectivité territoriale.

La redevance d'archéologie préventive a pour objet de financer les diagnostics ainsi que de subventionner une partie des fouilles par le Fonds national d'archéologie préventive. Elle constitue une contribution essentielle à la protection du patrimoine national enfoui et au développement des connaissances de notre passé, produites en grande majorité par les opérations d'archéologie préventive.

L'autorisation d'aménagement ou de travaux, affectant le sous-sol, mentionnée sur l'avis d'imposition ci-joint et délivrée en application du code de l'urbanisme appelle l'exigibilité, conformément à l'article L. 332-6 de code de l'urbanisme et à l'article 9 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003, de la redevance d'archéologie préventive.

Le montant de cette redevance est égal au produit de la superficie du terrain (ou de l'emprise au sol pour les bâtiments agricoles) par un montant de 0,32 euros indexé sur l'indice du coût de la construction. Le cas échéant, le montant de la redevance est diminué du montant des exonérations résultant de la réalisation de logements locatifs sociaux.

Dès réception de cet avis d'imposition, et au plus tard à la date précisée au recto, vous devez verser **au comptable du Trésor** désigné la somme mise à votre charge.

Le défaut de paiement vous exposerait aux poursuites ordonnées par la loi. Tout paiement hors délai entraîne l'exigibilité de la majoration de 10 % prévue à l'article 1761 du code général des impôts.

Les informations utiles, notamment sur l'exigibilité de la redevance et les éléments servant de fondement à son calcul peuvent être obtenues auprès du service d'assiette (direction départementale de l'équipement ou mairie) dont l'adresse est précisée sur l'avis d'imposition.

Les réclamations sont recevables jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle le titre de recettes a été émis.

Le comptable du Trésor, dont l'adresse est également indiquée sur l'avis d'imposition, est seul compétent pour vous renseigner en ce qui concerne le recouvrement et les modalités de paiement de la redevance, notamment pour communiquer les coordonnées du compte courant du Trésor à la Banque de France.

Important : en cas de renonciation à votre projet de construction, il vous appartient de solliciter l'annulation ou de faire constater la caducité de l'autorisation de construire auprès de la mairie, afin d'obtenir le dégrèvement de la redevance.

Circulaire n° 2003/020 du 12 novembre 2003 relative à l'évolution des missions et de l'organisation des services déconcentrés chargés des questions d'architecture et de patrimoine. Situation des services de l'inventaire.

Le ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Référence : Circulaire n° 2003/009 du 2 juillet 2003

Par circulaire visée en référence vous avez été invités à proposer la préfiguration d'une réorganisation des services déconcentrés (DRAC et SDAP) participant aux missions dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ; les schémas que vous proposerez auront pour objectifs de tirer les conséquences de la décentralisation et des axes de la réforme de l'Etat, développer la transversalité au niveau régional pour améliorer la lisibilité et l'efficacité de ces politiques, développer l'échelon départemental de proximité et l'articulation entre les niveaux régional et départemental.

La réorganisation proposée doit prendre en compte les nouvelles répartitions de compétences qui seront introduites par la prochaine loi relative aux responsabilités locales.

Comme vous le savez le projet de loi adopté par le Gouvernement prévoit de donner aux collectivités territoriales l'essentiel des opérations d'inventaire général du patrimoine culturel. Les régions, qui devraient être chargées d'une mission de cohérence scientifique et technique et de synthèse documentaire, bénéficieront à ce titre du transfert des services régionaux de l'inventaire. Les personnels qui y sont affectés deviendront, après une période de mise à disposition, agents de ces collectivités.

Il va de soi, dans ces conditions, que les mesures de réorganisation des services de l'Etat ne doivent pas avoir pour conséquence une réduction des capacités opérationnelles des services régionaux de l'inventaire qui seront transférés aux collectivités territoriales, afin que, le moment venu, les effectifs de référence à prendre en compte au titre du transfert de ces services ne prêtent pas à contestation.

A cet effet, je vous proposerai prochainement un effectif de référence que je vous demanderai de préserver en collaboration avec les directions d'administration centrale concernées.

Cette contrainte que je mesure, laisse largement ouvert le champ de la réorganisation notamment en ce qui concerne les compétences maintenues à l'Etat en matière de connaissance des territoires.

C'est pour tenir compte de ce contexte que la circulaire visée en référence a prévu, dans le respect des dispositions réglementaires sur les pouvoirs des préfets, la validation des propositions de réorganisation par l'administration centrale, qui a par ailleurs chargé un directeur de projet, M. François de Banès Gardonne, de vous apporter son concours pour leur élaboration et leur mise en œuvre.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clement.

Le directeur de l'administration générale,
Bruno Suzzarelli.

DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THEATRE ET DES SPECTACLES

Circulaire n° 2003/022 du 2 décembre 2003 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2003/2004.

Le ministre de la culture et de la communication,
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Je vous prie de bien vouloir ci-joint la circulaire fixant les conditions d'attribution des bourses d'études pour l'année universitaire 2003/2004 ainsi que les formulaires à remettre :

- aux élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique et établissements assimilés : l'Ecole nationale supérieure de danse de Marseille et l'Ecole supérieure de danse de Cannes ;
- aux étudiants des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants ;
- aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministre de la culture, la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse (article L.362-1 du code de l'éducation).

La présente circulaire reprend l'ensemble des dispositions de la circulaire n° 2003/001 du 7 janvier 2003, qui a harmonisé les différents systèmes de bourses en vigueur dans les établissements de formation ou d'enseignement initial ou supérieur de la musique, de la danse et de l'art dramatique en alignant les taux de bourses sur le système de l'éducation nationale – enseignement supérieur.

Pour les étudiants inscrits dans un cycle dénommé par l'établissement : «cycle d'enseignement supérieur», il appartient au chef d'établissement de clarifier avec l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques concerné, le cycle dans lequel doit être inscrit le candidat à la bourse, au regard des dénominations utilisées au a) du 5) Conditions de cursus pédagogique – Titre I – Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux : «cycle spécialisé» ou «cycle de perfectionnement».

Les élèves qui poursuivent un cursus complet de formation dans plusieurs établissements (conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique, danse et art dramatique) peuvent solliciter une bourse auprès de l'établissement qui assure l'enseignement dans la discipline dominante de référence, après accord des deux directeurs (conservatoire national de région ou école nationale de musique, danse et art dramatique) sur la désignation de l'établissement référent pour la demande de bourse.

Il vous appartient de rembourser les droits d'inscription, à hauteur de 160 €, des étudiants bénéficiant d'une bourse à taux 0.

La directrice de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles,
Sylvie Hubac

Conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2003/2004.

Bourses d'études aux élèves des conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique et des établissements assimilés (Ecole nationale supérieure de danse de Marseille et Ecole supérieure de danse de Cannes) - aux étudiants des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants - aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation)

Titre I - Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux

Préambule

Les bourses sur critères sociaux octroyées par le ministère de la culture et de la communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études spécialisées auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en

raison de leur situation familiale ou matérielle. Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal appréciées sur la base d'un barème national. Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 5).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions, à l'attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études dans les conditions prévues par la présente circulaire.

1) Conditions générales : études ouvrant droit à la demande de bourse sur critères sociaux

Peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux :

- les élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique, danse et art dramatique (ENMDAD) et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) inscrits en cycle spécialisé à orientation professionnelle et poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma d'orientation pédagogique propre à chaque discipline. L'une et l'autre conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique.
- les étudiants des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants.
- les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation).

2) Conditions d'âge

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique, danse et art dramatique (ENMDAD) et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) :

- a) les candidats sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1987, pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs) ;
- b) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1977 au 31 décembre 1987, pour les élèves chanteurs (classique, musiques actuelles, musiques traditionnelles) et les élèves des classes de composition électroacoustique ;
- c) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1983 au 31 décembre 1991, pour les élèves danseurs ;

d) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1987, pour les élèves comédiens.

Aucune dérogation à ces dispositions ne sera accordée aux élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique, danse et art dramatique (ENMDAD) et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) :

Ces conditions d'âge ne sont pas applicables aux étudiants du cycle professionnel du département d'art dramatique des CNR de Montpellier et de Bordeaux, des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants et les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation).

3) Conditions de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés (cf. titre III).

4) Conditions de nationalité

Les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, ces aides peuvent être attribuées aux étudiants étrangers placés dans l'une des situations suivantes :

- a) Etudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la Convention de Genève.
- b) Etudiants de nationalité étrangère possédant la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du Traité du 25 mars 1957 modifié instituant la Communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n° 1612/68 du 15 octobre 1968, titulaires d'un titre de séjour prévu par la législation en vigueur (ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée), s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

1. ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salariés ou de non-salariés,
2. leur père, leur mère ou leur tuteur légal a travaillé en France, au cours de l'année de référence, que ces activités aient été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié.

c) Etudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident (en application des dispositions de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée) domiciliés en France depuis au moins deux ans et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal) est situé en France depuis au moins deux ans, soit celui de l'année de référence (année n-2).

d) Les étudiants andorrans de formation française.

Dans tous les cas, les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent en outre remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles relatives aux critères sociaux retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

5) Conditions de cursus pédagogique

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique, danse et art dramatique (ENMDAD) et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) :

a) Les élèves musiciens, hormis les chanteurs, sont inscrits :

- en cycle spécialisé et suivent une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la culture et de la communication.

Lorsque l'instrument est la discipline dominante, les élèves doivent suivre, régulièrement, un cours de pratique collective et un cours de culture musicale.

- en cycle de perfectionnement où ils doivent suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs sont inscrits exclusivement :

- dans le cursus des études de chant à partir de la seconde année (la 1^{ère} année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils suivent une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale).

N.B. : A titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'étudiant si son projet professionnel l'exige.

c) Les élèves danseurs sont inscrits exclusivement :

- en cycle préparatoire supérieur (filière A), conduisant à la médaille d'or. Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer une discipline complémentaire à la discipline dominante.

- en cycle secondaire de fin d'études débouchant sur le diplôme d'études chorégraphiques correspondant au cursus A, tel qu'il est défini dans le schéma d'orientation. Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer une discipline complémentaire à la discipline dominante.

- en cycle secondaire conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études chorégraphiques de l'Ecole nationale supérieure de danse de Marseille.

- en cycle supérieur conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études de l'Ecole supérieure de danse de Cannes.

N.B. : Les dispositions de cette circulaire peuvent, le cas échéant, être adaptées par le directeur régional des affaires culturelles pour tenir compte de la spécificité des cursus pédagogiques des deux écoles de Cannes et de Marseille.

d) Les élèves comédiens sont inscrits exclusivement :

- en cycle d'orientation professionnelle dans les CNR et ENMDAD, tel que défini par le schéma d'orientation pédagogique de l'enseignement initial du théâtre paru en juin 2001 et mis en place au sein d'établissements (ou regroupements d'établissements) d'enseignement artistique habilités par un accord formalisé avec l'Etat à délivrer, en fin de cycle, un diplôme d'études théâtrales (DET).

Pour l'année scolaire 2001-2002, les établissements appelés à proposer ce cycle aux étudiants étaient les suivants : le CNR de Grenoble, le CNR de Poitiers, l'ENM d'Avignon, le regroupement des établissements d'enseignement artistique de : Le Mans et La Roche-sur-Yon. Cette liste est reconduite pour l'année 2002-2003. S'y ajoutent deux établissements en réseau : le CNR de Tours et l'ENM d'Orléans et pour 2003-2004, le CNR de Saint-Denis de la Réunion et l'ENM de Noisiel-Val-Maubuée.

- en cycle professionnel du département d'art dramatique des CNR de Montpellier et de Bordeaux.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation).

Peuvent bénéficier d'une bourse d'études :

a) Les candidats ayant réussi l'examen d'aptitude technique ou dispensés des épreuves de l'examen d'aptitude technique ou titulaires de l'unité de valeur technique et inscrits en formation à tout ou partie des unités de valeur constitutives du diplôme d'Etat de professeur de danse (d'une durée de 600 heures, réparties en 4 unités de valeur capitalisables) dans un centre de formation habilité par le ministère de la culture et de la communication, conformément aux

dispositions de l'arrêté du 11 avril 1995.

La mention de l'obtention de cette bourse devra être portée sur le livret de formation du candidat, de même que les unités de formation pour lesquelles celle-ci a été attribuée.

b) Les artistes chorégraphiques visés au 3° de l'article L. 362-1 du code de l'éducation qui bénéficient de plein droit du diplôme d'Etat de professeur de danse sous réserve d'avoir suivi une formation pédagogique (d'une durée de 200 heures), agréée par le ministère de la culture, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1995.

N.B. : Dans le cas d'une prise en charge partielle du coût de sa formation, le demandeur doit fournir une attestation mentionnant le montant de l'aide accordée et l'organisme payeur (employeur, collectivité territoriale, ASSEDIC, FONGECIF, autre...).

6) Conditions de renouvellement

Pour les élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique, danse et art dramatique (ENMDAD) et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) la bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

Un étudiant ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études «cycle spécialisé» (sauf dérogation exceptionnelle précisée en 5b supra), même si celles-ci sont prolongées au-delà de 5 ans ou si l'élève s'inscrit dans une autre discipline. Dans le cas d'inscription en cycle de perfectionnement, cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les cinq années de référence.

Pour les étudiants des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants, les bourses sont renouvelables une fois dans les mêmes conditions que pour leur attribution.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication, la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse (article L. 362-1 du code de l'éducation), les bourses peuvent être renouvelées une fois, si les modalités de l'organisation des études le justifient (formation dispensée sur 2 ans).

7) Catégories exclues du dispositif

Sont exclus du bénéfice de ces bourses :

a) Les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'Etat, territoriale ou hospitalière, en exercice, en disponibilité, en congés sans traitement ou en sursis de première affectation.

b) Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

c) Les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi et, d'une manière générale, toute personne salariée ou percevant une rémunération en tant que stagiaire de la formation professionnelle.

d) Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

e) Les jeunes recrutés en application de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 dans le cadre des emplois-jeunes et engagés par un contrat de travail de droit privé régi par les codes du travail et de la sécurité sociale.

8) Cumul

Une bourse sur critères sociaux ne peut être cumulée avec un revenu minimum d'insertion et tout autre type de bourses sur critères sociaux à l'exception d'une bourse de mérite.

Les élèves lycéens, inscrits en cycle spécialisé et boursiers de l'éducation nationale reçoivent le complément qui aligne leur rémunération au niveau de la bourse culture à laquelle leur statut leur donne droit.

Titre II : Modalités de dépôt des demandes de bourses et d'examen des dossiers

1) Dépôt des demandes

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement, du centre de formation ou du centre habilité, dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou d'art dramatique.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

2) Examen des demandes

Les dossiers sont d'abord examinés :

- par les responsables pédagogiques et administratifs pour les dossiers déposés dans les centres de formation ou des centres habilités, qui portent une appréciation détaillée et motivée sur chacune des demandes.

- par une commission d'établissement, pour les dossiers déposés auprès des conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des établissements assimilés (Ecole nationale supérieure de danse de Marseille et Ecole supérieure de danse de Cannes).

La commission d'établissement est composée comme suit :

- le maire ou de son représentant,
- le directeur de l'établissement ou de son représentant,

- deux professeurs choisis par les professeurs,
- deux représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales,
- un représentant du bureau d'aide sociale de la mairie ou l'assistante sociale de l'établissement.

Elle examine les demandes et arrête une liste de candidats classés par ordre croissant de quotient familial.

Elle transmet à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le 200.,⁽¹⁾ délai de rigueur, les dossiers de demandes accompagnés du procès-verbal de réunion et de la liste mentionnée ci-dessus.

3) Commission régionale

Les dossiers de demande de bourse sont instruits au niveau régional par la commission consultative spécialisée réunie à l'initiative du directeur régional des affaires culturelles.

Elle comprend :

- le préfet de région ou son représentant,
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant,
- le conseiller pour la musique et la danse et, le cas échéant, le conseiller théâtre,
- l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques dans la spécialité musique, l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques dans la spécialité danse et le cas échéant, l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques dans la spécialité théâtre, territorialement compétents,
- le délégué régional de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves des conservatoires,
- un représentant des associations locales de parents d'élèves,
- deux directeurs de CNR ou d'ENMDAD ou deux représentants des centres de formation concernés,
- deux représentants des professeurs des CNR et des ENMDAD désignés par les instances syndicales représentatives ou des centres de formation concernés (n'appartenant pas aux mêmes établissements que les directeurs).

Le préfet de région peut décider d'inviter à titre consultatif toute personne qualifiée dont l'avis est susceptible d'éclairer les membres de la commission.

Après un examen du dossier, la commission émet un avis d'attribution, avec indication du taux proposé, ou de non-attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études.

⁽¹⁾ Cette date est fixée par les services compétents de la DRAC.

Titre III : Critères sociaux d'attribution-taux des bourses

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux étudiants qui remplissent les conditions générales définies au titre I.

Les bourses sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par l'article 203 du code civil qui impose aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

En conséquence, et en règle générale, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales, ainsi que des charges de l'étudiant, appréciées au regard du barème national.

1) Ressources à prendre en compte⁽²⁾

Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année du dépôt de la demande) qui figurent à la ligne «revenu brut global» ou «déficit brut global» du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement).

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

Pour l'année universitaire 2003-2004, l'année de référence (n-2) est 2001.

Toutefois, à titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s), mesurée par l'INSEE, afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

a) en cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce⁽³⁾, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de

l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance).

b) En cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

De même, dans les cas, où en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux à la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

Les cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas uniquement retenue :

- L'étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 dont le conjoint⁽⁴⁾ ou le partenaire dispose de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC⁽⁵⁾ et lui permettant ainsi d'assurer l'indépendance financière du couple. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal. Cette situation concerne l'étudiant français ou étranger. Ce dernier doit résider en France depuis au moins deux ans.

- Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, même si, entre-temps ceux-ci ont diminué, voire disparu, notamment en cas d'appel au service national, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage, elle continuera à lui être allouée.

- L'étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.

- L'étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

⁽²⁾ Pensions alimentaires exclues.

⁽³⁾ En cas de séparation ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat sous réserve qu'un jugement prévoit pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. En l'absence d'un tel jugement les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du code civil. Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle qu'elle est définie à l'article 203 du code civil, il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

⁽⁴⁾ Sont considérés comme des conjoints, les personnes mariées, pacsées, vivant maritalement ou en situation de concubinage depuis deux ans, attestée par la mairie.

⁽⁵⁾ Soit : 791,31 € = à 90 % du SMIC net mensuel ou 9 495,12 € du SMIC net annuel

- L'étudiant orphelin de père et de mère : prise en compte des revenus personnels et/ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

- Le candidat qui ne se déclare pas à la charge de ses parents doit justifier d'un revenu salarié égal au moins à 50 % du SMIC net⁽⁶⁾ (pensions alimentaires exclues)

et d'un logement indépendant. Le montant du loyer ne doit pas être supérieur aux montants des revenus.

Il doit fournir des justificatifs de domicile ; en cas de besoin, une enquête pourra être diligentée par les services sociaux de la ville, ainsi que son avis d'imposition ou de non imposition.

⁽⁶⁾ Soit : 440 € = 50 % du SMIC net mensuel ou 5 280 € du SMIC net annuel

2) Les charges de l'étudiant et de sa famille

<u>LES CHARGES DE L'ETUDIANT</u>	<u>POINTS</u>
Candidat boursier dont le domicile familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire ⁽¹⁾ :	
de 30 à 249 kilomètres (*)	2 points
de 250 kilomètres et plus (*).....	1 point
(*) aller simple	supplémentaire
Candidat boursier atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat) ⁽²⁾	2 points
Candidat boursier souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne	2 points
Candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière ⁽³⁾	1 point
Candidat marié dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point
Pour chaque enfant à charge du candidat boursier ⁽⁴⁾	1 point
<u>LES CHARGES DE LA FAMILLE</u>	
Pour chaque enfant à charge et étudiant dans l'enseignement supérieur (à l'exclusion du candidat boursier) ⁽⁵⁾	3 points
Pour chaque autre enfant à charge (à l'exclusion du candidat boursier)	1 point
Père ou mère élevant seul(e) un ou plusieurs enfants	1 point

⁽¹⁾ Le domicile de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence. Les étudiants inscrits dans les pays membres de l'Union européenne bénéficient à ce titre du nombre maximum de point de charge.

⁽²⁾ Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, soit par la commission départementale de l'éducation spéciale (CDES), soit par la commission technique d'orientation de reclassement professionnel (COTOREP).

⁽³⁾ L'attribution de point de charge en faveur du candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par les décrets n° 79-845 du 26 septembre 1979, n° 81-328 du 3 avril 1981 et n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant des protections particulières aux enfants de certains militaires, magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'Etat et personnels employés par les collectivités locales.

⁽⁴⁾ Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute aux charges des parents ou du tuteur légal. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute à ses charges.

⁽⁵⁾ Par enseignement supérieur, il faut entendre les années de formation post-baccalauréat poursuivies dans des établissements publics ou privés reconnus par l'Etat.

3) Barème des ressources et taux de bourses

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2003/2004, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

BAREME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

BAREME DES RESSOURCES						
POINTS DE CHARGE	ECHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	18 620 €	15 770 €	12 750 €	11 260 €	9 790 €	8 360 €
1	20 690 €	17 530 €	14 160 €	12 510 €	10 880 €	9 260 €
2	22 760 €	19 290 €	15 570 €	13 770 €	11 980 €	10 200 €
3	24 830 €	21 040 €	16 990 €	15 010 €	13 060 €	11 130 €
4	26 900 €	22 790 €	18 410 €	16 270 €	14 150 €	12 050 €
5	28 960 €	24 530 €	19 820 €	17 520 €	15 250 €	12 970 €
6	31 030 €	26 280 €	21 240 €	18 770 €	16 340 €	13 900 €
7	33 100 €	28 030 €	22 660 €	20 030 €	17 420 €	14 830 €
8	35 170 €	29 790 €	24 070 €	21 280 €	18 510 €	15 760 €
9	37 230 €	31 530 €	25 490 €	22 530 €	19 600 €	16 690 €
10	39 300 €	33 290 €	26 910 €	23 800 €	20 690 €	17 620 €
11	41 380 €	35 040 €	28 320 €	25 050 €	21 780 €	18 550 €
12	43 440 €	36 790 €	29 740 €	26 300 €	22 870 €	19 480 €
13	45 510 €	38 560 €	31 150 €	27 560 €	23 970 €	20 390 €
14	47 560 €	40 310 €	32 570 €	28 810 €	25 070 €	21 320 €
15	49 650 €	42 060 €	33 990 €	30 070 €	26 150 €	22 270 €
16	51 710 €	43 800 €	35 410 €	31 320 €	27 250 €	23 210 €
17	53 770 €	45 560 €	36 810 €	32 560 €	28 330 €	24 130 €

Echelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 €
1 ^{er} échelon	1 286 €
2 ^{ème} échelon	1 953 €
3 ^{ème} échelon	2 502 €
4 ^{ème} échelon	3 051 €
5 ^{ème} échelon	3 501 €

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 160 €, et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

Titre IV : Situations particulières - allocations d'études

La commission consultative peut examiner, en vue de l'attribution d'une bourse sur critères sociaux, certaines situations qui ne sont pas prises en compte dans le cadre des principes de calcul généraux permettant de déterminer la situation sociale du demandeur.

Il s'agit, en particulier :

- d'étudiants élevés par des grands-parents sans décision judiciaire.
- d'étudiants dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan,
- d'étudiants dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme, par exemple, une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou en raison de la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles.

La commission consultative spécialisée peut décider d'attribuer une allocation d'études (dossier social étudiant), correspondant à l'un des échelons (de 1 à 5) des bourses sur critères sociaux, aux étudiants qui se trouvent en situation :

- de rupture familiale avec leurs parents, situation qui sera attestée par une enquête sociale.
- de difficultés particulières non décrites ci-dessus.

- d'indépendance familiale avérée. Cette situation sera appréciée à partir d'un dossier préparé par les services sociaux et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante.

- de reprise d'études au-delà de l'âge limite prévu pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux, sous réserve que les intéressés ne bénéficient pas, par ailleurs, d'autres aides (exemple : des allocations de chômage ou le revenu minimum d'insertion, etc.).

- de résider seul sur le territoire français alors que leur famille réside à l'étranger et que les revenus déclarés de celle-ci ne permettent pas d'apprécier leur droit à bourse. Cette situation ne concerne que les étudiants français.

Les demandeurs doivent, par ailleurs, remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux.

Le renouvellement d'une allocation d'études est possible sous réserve que le candidat continue à remplir les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Une demande d'allocation d'études peut être déposée à tout moment au cours de l'année universitaire. Cette demande sera traitée par les services de la DRAC sous réserve de crédits disponibles et de l'accord préalable de la commission régionale donnée lors de la réunion d'attribution des bourses.

(documents joints pages suivantes)

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE D'ATTRIBUTION OU RENOUVELLEMENT DE BOURSES D'ETUDES
année scolaire 2003/2004

Pour les élèves des :

- **conservatoires nationaux de région,**
- **des écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique,**
- **des établissements assimilés.**

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né (e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

PARTIE A REMPLIR PAR L'ETABLISSEMENT

Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :

Discipline dominante :

Niveau :

Date de la 1ère inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire :

Universitaire :

- Dans l'année scolaire 2003/2004, quelles études scolaires ou universitaires suivez-vous ?

.....

- Etudes de musique, de danse ou de théâtre suivies précédemment :

Année scolaire	Etablissement	Niveau	Diplômes

- Interruption des études de musique, de danse ou de théâtre :

☐ NON

☐ OUI, motif :

.....

durée de l'interruption :

- Autres renseignements :

.....

.....

.....

CURSUS SUIVI EN 2003/2004		
Discipline	Nbre d'heures hebdomadaires de cours	Appréciations
Dominante : Nom du professeur :		
Formation musicale ou culture musicale Nom du professeur :		
Pratique collective vocale Nom du professeur :		
Pratique collective instrumentale Nom du professeur :		
Pratique collective chorégraphique Nom du professeur :		
Formation théâtrale Nom du professeur :		
Discipline complémentaire Nom du professeur :		
Total	heures	
<p>Appréciations du directeur :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Le, Signature, </div>		

BOURSE (S) OBTENUE (S) DU MINISTERE DE LA CULTURE

Année scolaire	Etablissement	Montant annuel
2002/2003		
2001/2002		
2000/2001		
1999/2000		
1998/1999		

- **Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide au titre de l'année scolaire 2003/2004 ?**
si oui, préciser la provenance et le montant :

☐ NON

☐ OUI, compléter le tableau :

Compléter	Montant Annuel
▪ d'un autre ministère :	
▪ du département de :	
▪ de la commune de :	
▪ d'une organisation publique ou privée	
▪ d'un gouvernement étranger :	
▪ d'une bourse de mérite	
▪ d'un prêt d'honneur	
▪ d'une aide à la formation	
▪ d'une bourse sur critères universitaires	

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

BAREME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2003/2004, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

POINTS DE CHARGE	BAREME DES RESSOURCES					
	ECHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	18 620 €	15 770 €	12 750 €	11 260 €	9 790 €	8 360 €
1	20 690 €	17 530 €	14 160 €	12 510 €	10 880 €	9 260 €
2	22 760 €	19 290 €	15 570 €	13 770 €	11 980 €	10 200 €
3	24 830 €	21 040 €	16 990 €	15 010 €	13 060 €	11 130 €
4	26 900 €	22 790 €	18 410 €	16 270 €	14 150 €	12 050 €
5	28 960 €	24 530 €	19 820 €	17 520 €	15 250 €	12 970 €
6	31 030 €	26 280 €	21 240 €	18 770 €	16 340 €	13 900 €
7	33 100 €	28 030 €	22 660 €	20 030 €	17 420 €	14 830 €
8	35 170 €	29 790 €	24 070 €	21 280 €	18 510 €	15 760 €
9	37 230 €	31 530 €	25 490 €	22 530 €	19 600 €	16 690 €
10	39 300 €	33 290 €	26 910 €	23 800 €	20 690 €	17 620 €
11	41 380 €	35 040 €	28 320 €	25 050 €	21 780 €	18 550 €
12	43 440 €	36 790 €	29 740 €	26 300 €	22 870 €	19 480 €
13	45 510 €	38 560 €	31 150 €	27 560 €	23 970 €	20 390 €
14	47 560 €	40 310 €	32 570 €	28 810 €	25 070 €	21 320 €
15	49 650 €	42 060 €	33 990 €	30 070 €	26 150 €	22 270 €
16	51 710 €	43 800 €	35 410 €	31 320 €	27 250 €	23 210 €
17	53 770 €	45 560 €	36 810 €	32 560 €	28 330 €	24 130 €

Echelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 €
1 ^{er} échelon	1 286 €
2 ^{ème} échelon	1 953 €
3 ^{ème} échelon	2 502 €
4 ^{ème} échelon	3 051 €
5 ^{ème} échelon	3 501 €

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 160 €, et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

RESSOURCES A PRENDRE EN CONSIDERATION :		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2001 :		
POINTS DE CHARGE A PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2003)		
- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Agrafer un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2003/2004, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à..... , le

TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIECES NON DATEES OU NON SIGNEES NE SERA PRIS EN CONSIDERATION.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIECES OBLIGATOIRES A FOURNIR

- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. A défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; ***si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom***).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; - Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs étudiants dans l'enseignement supérieur.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique ainsi que la délivrance des équivalences éventuelles d'unités de valeur.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ dossier dûment rempli.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE DE BOURSES D'ETUDES**ANNEE SCOLAIRE 2003/2004****Pour les étudiants :**

- des centres de formation au diplôme d'Etat de professeur de musique
- des centres de formation des musiciens intervenants.
- Première demande (*) Renouvellement

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille: Profession :
(pour les femmes mariées)

Adresse :
(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né (e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

PARTIE A REMPLIR PAR L'ETABLISSEMENT**Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :**

Discipline (sauf pour le CFMI) :

Niveau :

Date de la 1^{ère} inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

(*) Rayer la mention inutile

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire :

Universitaire :

- Durant l'année scolaire 2003/2004, suivez-vous des études scolaires ou universitaires ?

.....

Si OUI, lesquelles ? :

.....

PARTIE A REMPLIR PAR L'ETABLISSEMENT

- Appréciation du responsable pédagogique sur le candidat : avis détaillé et motivé sur la qualité du travail, son assiduité et son aptitude à suivre la formation :

- Le cas échéant, observations sur la situation personnelle du candidat :

Le,

Signature

• **Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide ?**

Origine	Montant	Période couverte
▪ DDTE		
▪ bourse des collectivités territoriales :		
de la région de		
du département de		
de la commune de		
▪ de l'ASSEDIC		
▪ du FONGECIF		
▪ Autre		

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

BAREME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2003/2004, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

POINTS DE CHARGE	BAREME DES RESSOURCES					
	ECHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	18 620 €	15 770 €	12 750 €	11 260 €	9 790 €	8 360 €
1	20 690 €	17 530 €	14 160 €	12 510 €	10 880 €	9 260 €
2	22 760 €	19 290 €	15 570 €	13 770 €	11 980 €	10 200 €
3	24 830 €	21 040 €	16 990 €	15 010 €	13 060 €	11 130 €
4	26 900 €	22 790 €	18 410 €	16 270 €	14 150 €	12 050 €
5	28 960 €	24 530 €	19 820 €	17 520 €	15 250 €	12 970 €
6	31 030 €	26 280 €	21 240 €	18 770 €	16 340 €	13 900 €
7	33 100 €	28 030 €	22 660 €	20 030 €	17 420 €	14 830 €
8	35 170 €	29 790 €	24 070 €	21 280 €	18 510 €	15 760 €
9	37 230 €	31 530 €	25 490 €	22 530 €	19 600 €	16 690 €
10	39 300 €	33 290 €	26 910 €	23 800 €	20 690 €	17 620 €
11	41 380 €	35 040 €	28 320 €	25 050 €	21 780 €	18 550 €
12	43 440 €	36 790 €	29 740 €	26 300 €	22 870 €	19 480 €
13	45 510 €	38 560 €	31 150 €	27 560 €	23 970 €	20 390 €
14	47 560 €	40 310 €	32 570 €	28 810 €	25 070 €	21 320 €
15	49 650 €	42 060 €	33 990 €	30 070 €	26 150 €	22 270 €
16	51 710 €	43 800 €	35 410 €	31 320 €	27 250 €	23 210 €
17	53 770 €	45 560 €	36 810 €	32 560 €	28 330 €	24 130 €

Echelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 €
1 ^{er} échelon	1 286 €
2 ^{ème} échelon	1 953 €
3 ^{ème} échelon	2 502 €
4 ^{ème} échelon	3 051 €
5 ^{ème} échelon	3 501 €

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 160 €, et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

RESSOURCES A PRENDRE EN CONSIDERATION :

Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2001 :

POINTS DE CHARGE A PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2003)

- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Agrafer un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2003/2004, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à, le

TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIECES NON DATEES OU NON SIGNEES NE SERA PRIS EN CONSIDERATION.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIECES OBLIGATOIRES A FOURNIR

- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. A défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; ***si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom***).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; - Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs étudiants dans l'enseignement supérieur.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique ainsi que la délivrance des équivalences éventuelles d'unités de valeur.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ dossier dûment rempli.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE DE BOURSES D'ETUDES

Candidats inscrits à la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse

Année scolaire 2003/2004

OPTION :

- Première demande (*)

- Renouvellement

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille : Profession :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

1) Pendant la durée des études :

Téléphone :

2) Domicile habituel :

Téléphone :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre centre de formation)

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né(e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Montant des droits d'inscription :

Dossier reçu par l'établissement le :

(*) Rayer la mention inutile

**ATTESTATION D'INSCRIPTION A LA FORMATION AU DIPLOME D'ETAT
DE PROFESSEUR DE DANSE**

Je soussigné(e), M ,
directeur du centre.....
certifie que M est inscrit (e) à la formation au diplôme d'Etat de professeur de
danse qui se déroulera du au ,
aux unités de formation suivantes :

- Formation musicale (100 heures)	coût : €
- Histoire de la danse (50 heures)	coût : €
- Anatomie-physiologie (50 heures)	coût : €
- Pédagogie (400 heures)	coût : €
Coût global des unités de formation suivies €

et que M s'est acquitté, ne s'est pas acquitté (1), de cette somme.

Fait à , le

Signature du directeur du centre

Cachet de l'établissement

(1) Rayer la mention inutile

PARTIE A REMPLIR PAR LE CANDIDAT**RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT**

- **Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :**

.....

- **Durant l'année 2003/2004, suivez-vous des études scolaires ou universitaires ?**

☐ NON

☐ OUI, lesquelles ?

- **Avez-vous eu des activités chorégraphiques ou d'enseignement ?**

☐ NON

☐ OUI, précisez lesquelles

.....

- **Etes-vous titulaire d'une dispense du diplôme d'Etat de professeur de danse ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

PARTIE A REMPLIR PAR L'ETABLISSEMENT**APPRECIATION DU DIRECTEUR DU CENTRE HABILITE OU DU RESPONSABLE
PEDAGOGIQUE :**

- **Avis détaillé et motivé sur la qualité du travail du candidat, son assiduité et son aptitude à suivre la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- **Le cas échéant, observations sur la situation personnelle du candidat :**

.....

.....

.....

.....

.....

Le,

Signature

· **Le candidat bénéficie-t-il d'une aide pour la préparation du diplôme d'état :**

Origine	Montant	Période couverte
▪ DDTE		
▪ bourse des collectivités territoriales :		
de la région de		
du département de		
de la commune de		
▪ de l'ASSEDIC		
▪ du FONGECIF		
▪ Autre		

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

BAREME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2003/2004, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

POINTS DE CHARGE	BAREME DES RESSOURCES					
	ECHELONS					
	0	1	2	3	4	5
0	18 620 €	15 770 €	12 750 €	11 260 €	9 790 €	8 360 €
1	20 690 €	17 530 €	14 160 €	12 510 €	10 880 €	9 260 €
2	22 760 €	19 290 €	15 570 €	13 770 €	11 980 €	10 200 €
3	24 830 €	21 040 €	16 990 €	15 010 €	13 060 €	11 130 €
4	26 900 €	22 790 €	18 410 €	16 270 €	14 150 €	12 050 €
5	28 960 €	24 530 €	19 820 €	17 520 €	15 250 €	12 970 €
6	31 030 €	26 280 €	21 240 €	18 770 €	16 340 €	13 900 €
7	33 100 €	28 030 €	22 660 €	20 030 €	17 420 €	14 830 €
8	35 170 €	29 790 €	24 070 €	21 280 €	18 510 €	15 760 €
9	37 230 €	31 530 €	25 490 €	22 530 €	19 600 €	16 690 €
10	39 300 €	33 290 €	26 910 €	23 800 €	20 690 €	17 620 €
11	41 380 €	35 040 €	28 320 €	25 050 €	21 780 €	18 550 €
12	43 440 €	36 790 €	29 740 €	26 300 €	22 870 €	19 480 €
13	45 510 €	38 560 €	31 150 €	27 560 €	23 970 €	20 390 €
14	47 560 €	40 310 €	32 570 €	28 810 €	25 070 €	21 320 €
15	49 650 €	42 060 €	33 990 €	30 070 €	26 150 €	22 270 €
16	51 710 €	43 800 €	35 410 €	31 320 €	27 250 €	23 210 €
17	53 770 €	45 560 €	36 810 €	32 560 €	28 330 €	24 130 €

Echelons	Taux annuels
Echelon 0 (*)	0 €
1 ^{er} échelon	1 286 €
2 ^{ème} échelon	1 953 €
3 ^{ème} échelon	2 502 €
4 ^{ème} échelon	3 051 €
5 ^{ème} échelon	3 501 €

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 160 €, et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

RESSOURCES A PRENDRE EN CONSIDERATION :		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2001 :		
POINTS DE CHARGE A PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2003)		
- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
Nombre total de points de charge		

Agrafer un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) Mme

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2003/2004, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à , le

TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIECES NON DATEES OU NON SIGNEES NE SERA PRIS EN CONSIDERATION.

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIECES OBLIGATOIRES A FOURNIR

- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. A défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; *si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom*).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; - Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs étudiants dans l'enseignement supérieur.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la culture et de la communication la formation préparant au diplôme d'Etat de professeur de danse : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique ainsi que la délivrance des équivalences éventuelles d'unités de valeur.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ dossier dûment rempli.

Décision du 3 décembre 2003 relative à la procédure d'aide à la création chorégraphique pour 2004.

La directrice de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles,

Vu l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif à la procédure d'aide à la création chorégraphique et notamment ses articles 7, 8 et 10

Décide :

Art. 1^{er}. - Les commissions interrégionales consultatives prévues à l'article 8 de l'arrêté susvisé sont placées, pour 2004 et 2005, auprès des préfets des régions Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Poitou-Charentes et Haute-Normandie.

Art. 2. - Le montant minimum recommandé pour l'aide au projet s'élève à 10 000 €. L'aide complémentaire au projet ne fait pas l'objet d'un montant minimum recommandé.

Art. 3. - Le montant minimum recommandé pour l'aide à la compagnie s'élève, annuellement, à 25 000 €.

Art. 4. - Le montant minimum recommandé pour l'aide à la compagnie conventionnée s'élève globalement à 240 000 € pour les trois années de conventionnement, l'aide attribuée la première année étant au moins égale à 50 000 €.

Art. 5. - Il n'est pas prévu de montant maximum recommandé pour les aides visées aux articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

La directrice de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles,
Sylvie Hubac

Circulaire n° 2003/024 du 22 décembre 2003 concernant l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Note à l'attention de

Madame et messieurs les préfets des régions Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Picardie et Poitou-Charentes (directions régionales des affaires culturelles)

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels, porteurs de création et d'innovation musicale.

Cette procédure, initiée en 2002 dans cinq régions puis étendue en 2003 à quatre régions supplémentaires, concernera en 2004, pour la dernière année de sa phase expérimentale, l'ensemble du territoire national à l'exception de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, de la Corse, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des collectivités d'outre-mer. En 2004, votre région est donc placée parmi celles qui sont invitées à mettre en place cette nouvelle procédure.

Vous noterez enfin que ce dispositif remplace, dans les régions dans lesquelles il s'applique, les procédures antérieures relatives aux «ensembles missionnés» et aux «contrats musiques nouvelles» ; dans les domaines des musiques actuelles, il se donne pour but de préciser, d'unifier et d'élargir les dispositifs existants.

1) Les objectifs du nouveau dispositif

Depuis plusieurs décennies, la politique du ministère de la culture et de la communication en faveur de la création musicale s'est appuyée sur une double démarche : d'une part, l'affirmation d'une présence nécessaire de la création pour les structures dites généralistes (notamment les orchestres, les opéras, les festivals, les scènes de musiques actuelles...) ; d'autre part, la mise en place d'institutions «spécialisées» telles que les centres de création.

Cependant la création s'épanouit volontiers en dehors des institutions, qu'elles soient généralistes ou spécialisées, parce qu'il est dans la nature de l'art de se renouveler aussi hors des cadres qui lui sont donnés.

De même, l'innovation qui s'applique non seulement aux musiques d'aujourd'hui, mais aussi à celles d'hier, ainsi qu'à la forme du concert ou de la représentation, se développe-t-elle aussi hors des institutions.

Création et innovations musicales sont ainsi portées, également, par des équipes artistiques indépendantes des institutions - tantôt menées par un artiste, créateur ou interprète, tantôt animées par un projet collectif - qui s'organisent en ensembles, compagnies ou collectifs musicaux.

La distinction, le suivi et l'évaluation des projets de création, ainsi que des ensembles, compagnies et collectifs qui œuvrent dans ce domaine ou innover dans leur approche des répertoires, du concert ou de la représentation, relèvent aujourd'hui d'un domaine de l'Etat presque entièrement déconcentré. Face à cet ensemble nombreux et divers, il importait de définir une démarche homogène et équitable au plan national, dans ses critères comme dans ses modes d'application.

Les trois formes d'aide décrites dans la présente circulaire ont pour objectif l'aide aux projets et le

soutien des artistes et équipes professionnels qui accompagnent le développement de la création et de l'innovation en musique, toutes esthétiques confondues. Ce nouveau dispositif devrait permettre :

- d'accompagner les équipes artistiques dans les évolutions de leur parcours ;
- de favoriser la reconnaissance de nouveaux talents ;
- de favoriser la réalisation de projets ambitieux ;
- de consolider le statut de certains ensembles, compagnies ou collectifs dans un cadre contractuel ;
- de créer une nouvelle dynamique en faveur de la création et de l'innovation musicales, favorisant plus particulièrement :
 - la rencontre des créateurs avec leurs interprètes et les publics, notamment par l'encouragement des résidences de compositeurs ;
 - l'ancrage de la création et de l'innovation dans l'enseignement général et spécialisé, et dans la pratique des amateurs ;
 - une bonne articulation entre la création et les démarches d'action culturelle.

Ces objectifs coïncident avec ceux que le ministère de la culture et de la communication poursuit, dans le domaine de la création et de l'innovation musicales, à travers le suivi et l'évaluation des institutions généralistes et spécialisées de production et de diffusion (scènes nationales, festivals, orchestres, maisons d'opéra, studios de création, scènes de musiques actuelles), comme à travers sa relation constante avec les collectivités territoriales.

2) Les bénéficiaires du nouveau dispositif

Le nouveau dispositif vise principalement les structures indépendantes que sont les ensembles, compagnies et collectifs musicaux professionnels, porteurs de projets de création et d'innovation musicale.

Les collectifs, compagnies et ensembles de musique visés par ce nouveau dispositif sont prioritairement ceux qui développent une démarche de :

- recherche de nouveaux répertoires ;
- recherche dans l'approche et l'interprétation des répertoires ;
- rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière ;
- recherche de nouvelles formes de concerts et de relations avec les publics ;
- croisement entre disciplines artistiques et notamment productions scéniques (lyrique, théâtre musical).

Cette approche est volontairement très large, et le champ musical concerné d'une grande diversité artistique et professionnelle ; on peut, sans

exhaustivité, évoquer la musique vocale (ensembles vocaux et chœurs), la musique instrumentale de répertoire sur instruments anciens ou sur instruments modernes, la musique instrumentale de répertoire contemporain et de création, le jazz, les musiques improvisées, les musiques nouvelles, les musiques traditionnelles et musiques du monde, la création musicale et scénique et la création scénique d'œuvres du répertoire...

Les structures prises en compte dans cette nouvelle procédure doivent pouvoir susciter et développer des partenariats, autour de projets artistiques forts, significatifs et fédérateurs.

Les organismes ressortissant du secteur commercial ne pourront pas être pris en compte par ce nouveau dispositif. De même, les organismes dont l'existence est garantie en amont de la définition de leur projet artistique (maisons d'opéra, orchestres permanents...) ne pourront pas bénéficier de ce nouveau dispositif, à l'exception des mesures relatives aux résidences de compositeurs telles que décrites dans la partie A du paragraphe 4.

3) Les commissions régionales d'experts pour l'aide aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale

Dans le cadre de cette procédure, je recommande la mise en place, auprès des préfets de région, de commissions régionales d'experts pour l'aide aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Ces commissions sont réunies une fois dans l'année, dans le courant du premier trimestre, et ce à partir de l'exercice 2004. Elles sont consultatives et les avis qu'elles rendent vous permettent d'éclairer les choix qui vous incombent en dernier ressort.

Il vous appartiendra, en tant que chef des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication, de créer cette commission régionale d'experts et d'en déterminer la composition et le fonctionnement, par voie d'arrêté.

Dans un souci de cohérence et d'uniformité pour les régions concernées par cette procédure d'aide, je vous engage à mettre en place la commission régionale conformément aux indications qui suivent.

A) Composition de la commission régionale d'experts

Le nombre des membres qui compose la commission devra s'établir entre dix et vingt. Il vous appartiendra de nommer les personnalités appelées à y siéger.

Les membres des commissions sont notamment désignés parmi les professionnels suivants : créateurs, interprètes, programmeurs, responsables d'institutions musicales telles que studios, orchestres et maisons d'opéra, directeurs et enseignants d'établissements d'enseignement spécialisé, musicologues, journalistes. La composition de la commission doit tenir compte de la diversité du champ géographique. La composition de la commission tient également compte de la diversité du champ artistique. Au tant que de besoin, des collèges spécifiques dont les compétences couvrent plus précisément les différents secteurs artistiques peuvent être institués. Enfin, vous pourrez également inclure dans la composition de cette commission des représentants des collectivités territoriales susceptibles de s'impliquer dans le soutien aux ensembles.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans par le préfet de région, sur proposition du directeur régional des affaires culturelles. Au terme des trois ans, vous veillerez à ce que les nominations auxquelles vous procéderez permettent à la commission d'experts d'être composée d'un tiers, au moins, de nouveaux membres. En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir. Chaque membre ne peut exécuter que deux mandats successifs.

L'organisation des travaux, leur animation et le secrétariat de la commission sont assurés par la direction régionale des affaires culturelles.

Le conseiller chargé de la musique, qui a instruit le dossier de demande de subvention, et un membre au moins de l'inspection de la création et des enseignements artistiques assistent aux réunions sans voix délibérative. Il en est de même, le cas échéant, des représentants des associations départementales et régionales pour le développement de la musique et de la danse.

B) Procédure et fonctionnement de la commission régionale d'experts

Tout organisme souhaitant bénéficier d'une subvention au titre de l'une des aides prévues par le nouveau dispositif dépose une demande auprès de la direction régionale des affaires culturelles de la région où est situé son siège social. Par exception à ce principe, vous pouvez toutefois accepter des dossiers présentés par des organismes installés dans d'autres régions mais exerçant des activités ou poursuivant des projets inscrits dans des zones relevant de votre compétence. Vous en informerez cependant le préfet de la région dans laquelle se situe le siège social du demandeur.

Il sera recommandé à l'organisme de joindre à son dossier un document audio ou audiovisuel. Sous réserve des dispositions applicables au renouvellement des conventions, détaillées au 4° - C de la présente circulaire, la direction régionale procède à l'instruction des demandes et transmet à la commission régionale celles qui sont recevables, accompagnée chacune de son avis circonstancié. La direction régionale devra notamment s'assurer de la conformité de la situation financière et administrative de l'organisme demandeur.

La commission régionale se prononce sur l'opportunité d'allouer une aide à l'organisme dont la demande est soumise à son examen, ainsi que sur la nature de l'aide envisagée (voir ci-dessous).

Les travaux des commissions régionales sont confidentiels dans la mesure où ils sont strictement destinés à éclairer les choix qu'opère le ministère de la culture et de la communication dans le cadre de sa politique en faveur de la musique. Toutefois, il est établi une synthèse des avis de la commission, dont tout ou partie pourra être communiqué aux collectivités territoriales ; en outre, les porteurs de projets qui en feront la demande pourront se voir communiquer, le cas échéant oralement, la partie de cette synthèse qui les concerne.

L'avis attendu des commissions régionales porte sur la qualité artistique et sur le professionnalisme de la démarche. Il s'appuie notamment sur la définition des missions artistiques et professionnelles décrites par la charte des missions de service public du spectacle vivant, transmise par circulaire de la ministre aux préfets le 22 octobre 1998.

Dans la mesure des moyens dont vous disposez, des défraiements peuvent être versés aux membres de la commission qui en feraient la demande afin que les experts dont les frais de déplacement ne sont pas pris en charge dans le cadre de leur activité professionnelle, puissent se rendre sur les lieux des spectacles auxquels ils souhaitent assister.

4) Les trois types d'aide

A) L'aide au projet de création ou d'innovation musicale

L'aide au projet s'applique à la création et à la production sous le signe de l'innovation telle que définie plus haut. Sont prioritaires les projets qui embrassent tout le processus allant de la recherche et de l'écriture à la représentation publique, en passant par la phase de production proprement dite et par un accompagnement du projet en termes d'action culturelle.

Les structures indépendantes, telles que définies plus haut sous les termes de collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels, sont privilégiées dans l'attribution de l'aide au projet.

Toutefois, dans le souci de couvrir l'ensemble du champ de la création et de l'innovation musicale en région, des projets destinés aux élèves de l'enseignement spécialisé ou aux musiciens amateurs, et faisant appel à un ou plusieurs musiciens professionnels indépendants, pourront être soumis aux commissions régionales. De même, des projets de résidence de compositeurs portés par d'autres structures que ces ensembles (conservatoires, écoles de musique, orchestres, universités...), pourront être soumis aux commissions régionales. Dès lors, c'est à la structure portant le projet que l'aide pourra être donnée.

Pour être significative, l'aide au projet ne devra pas être inférieure à 9 000 € (neuf mille euros).

B) L'aide à la structuration

Il s'agit d'une aide s'appliquant à l'ensemble de l'activité d'un collectif, d'une compagnie ou d'un ensemble de musique professionnel, et non pas à une seule production ou à un seul projet.

Elle joue un rôle de soutien à l'émergence et d'accompagnement de parcours. Elle peut notamment représenter une étape de reconnaissance dans la perspective d'un conventionnement ultérieur ou, à l'inverse, le cas échéant, concerner un ensemble qui connaît une phase de redéfinition de son projet au terme d'un conventionnement.

Tant pour créer la nouvelle dynamique recherchée que dans le souci de favoriser l'émergence et de ne pas figer les situations acquises, l'aide aux ensembles, qui est annuelle, ne pourra être apportée plus de trois fois consécutives à un même collectif, compagnie ou ensemble.

Pour être significative, l'aide à la structuration ne devra pas être inférieure à 23 000 € (vingt-trois mille euros).

C) Le conventionnement d'ensembles, compagnies et collectifs

L'Etat peut décider d'établir une convention pluriannuelle avec les ensembles, compagnies et collectifs dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, d'innovation, de création et de diffusion sont soulignées par les commissions régionales.

Il est attendu des organismes bénéficiaires d'une convention :

- un projet caractérisé par une ligne artistique claire ;
- un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une ou plusieurs institutions ;
- une structuration de l'activité par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques ou administratifs.

Les conventions sont signées pour trois ans. Elles comportent, à côté de la définition du projet et de l'activité artistiques, un cahier des charges établi en adéquation avec les missions sociales et territoriales définies par la charte des missions de service public du spectacle vivant et avec l'engagement financier du ministère de la culture et de la communication.

Pour être significatif, cet engagement ne devra pas être inférieur à 150 000 € (cent cinquante mille euros) répartis sur trois ans.

Avant leur renouvellement, les conventions doivent faire l'objet d'un bilan comprenant une analyse rendue par l'organisme bénéficiaire au plus tard trois mois avant le terme de la convention et portant sur le travail accompli en regard des objectifs fixés, ainsi que sur les évolutions envisagées pour l'avenir.

Ces éléments sont transmis à la commission, complétés par l'appréciation de l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques compétent et par l'analyse des services de la direction régionale des affaires culturelles, relatives à l'activité artistique de l'ensemble, compagnie ou collectif, à son fonctionnement, à son rayonnement national et international, au partenariat qu'il aura mobilisé et à l'impact de son travail d'action culturelle.

Je vous demande de veiller à ce que les membres de la commission puissent disposer de la totalité de ces pièces avant de juger de l'opportunité du renouvellement d'une aide au titre d'un conventionnement, les décisions de cette nature ne devant pas revêtir un caractère automatique pour ne pas risquer de figer des situations acquises.

5) Dispositions diverses

Pour l'ensemble des trois catégories, il n'est pas souhaitable, compte tenu de la nécessité de s'adapter à la singularité et à la diversité des projets artistiques, d'associer à chacune des aides un montant maximum de soutien.

Dans le cadre du dispositif décrit dans la présente circulaire, un même ensemble, compagnie ou collectif peut, à titre exceptionnel et si les projets ou activités qu'il conduit le justifient, solliciter des aides dans plus d'une région. Vous veillerez toutefois, dans ce cas, à

ce que les dossiers de candidatures déposés fassent état des aides et demandes relevant des autres régions concernées.

Par ailleurs, l'aide au projet, l'aide à la structuration ou le conventionnement restent compatibles avec l'attribution de commandes d'Etat aux compositeurs dont les œuvres sont interprétées par les ensembles, compagnies ou collectifs aidés dans le cadre du nouveau dispositif.

L'aide au projet, l'aide à la structuration ou le conventionnement sont également compatibles avec les soutiens spécifiques apportés dans le cadre de programmes de développement menés par les directions régionales des affaires culturelles en partenariat avec d'autres ministères (éducation nationale, emploi et solidarité...) ou avec les collectivités territoriales. Ces soutiens peuvent faire l'objet d'une procédure contractuelle particulière ou d'un avenant à la convention.

Je vous demande d'apporter un soin particulier à la présentation et à la communication de la procédure que vous mettrez en place à compter de l'année 2004, et qui doit contribuer à une vitalité accrue de la vie musicale de notre pays.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

Circulaire n° 2003/025 du 22 décembre 2003 concernant l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Note à l'attention de

Messieurs les préfets des régions Alsace, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes (directions régionales des affaires culturelles)

Réf. : Circulaire du 4 décembre 2001 modifiée par la circulaire du 28 novembre 2002 concernant les régions Bourgogne, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées et Pays-de-la-Loire, et circulaire du 28 novembre 2002 concernant les régions Alsace, Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes.

En application des dispositions des circulaires citées en références, vous avez mis en œuvre la nouvelle procédure d'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Compte tenu du bilan très positif dressé au terme de la première phase de cette expérimentation, je vous indique

qu'au titre de l'année 2004, le dispositif est reconduit et étendu à l'ensemble du territoire national à l'exception de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, de la Corse, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des collectivités d'Outre-mer.

En conséquence, les circulaires citées en références qui vous ont permis d'appliquer cette procédure en 2003 restent en vigueur au titre de 2004, sous réserve toutefois des cinq modifications suivantes :

Chapitre 3- A). Composition de la commission régionale d'experts

Il convient de supprimer le mot «également» dans le premier alinéa :

«Il vous appartiendra également de nommer les personnalités appelées à y siéger».

Par ailleurs, au troisième alinéa du même chapitre, après «Les membres de la commission sont nommés pour trois ans par le préfet de région, sur proposition du directeur régional des affaires culturelles»,

il est ajouté la disposition suivante :

«Au terme des trois ans, vous veillerez à ce que les nominations auxquelles vous procéderez permettent à la commission d'experts d'être composée d'un tiers, au moins, de nouveaux membres».

Chapitre 4 - B). L'aide à la structuration

Le second alinéa du chapitre 4-B) est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

«Elle joue un rôle de soutien à l'émergence et d'accompagnement de parcours. Elle peut notamment représenter une étape de reconnaissance dans la perspective d'un conventionnement ultérieur ou, à l'inverse, le cas échéant, concerner un ensemble qui connaît une phase de redéfinition de son projet au terme d'un conventionnement».

Chapitre 4 - C). Le conventionnement d'ensembles, compagnies et collectifs

Compte tenu de la modification précédente, le dernier alinéa du chapitre 4-C),

«Dans le cas où vous décideriez de ne pas proposer une nouvelle convention, une formule d'aide spécifique pour une année de «sortie de convention» pourra permettre d'atténuer les effets économiques de cette décision», est supprimé.

Chapitre 5. Dispositions diverses

Enfin, au début du chapitre 5, il est ajouté la disposition suivante :

«Pour l'ensemble des trois catégories il n'est pas souhaitable, compte tenu de la nécessité de s'adapter à la singularité et à la diversité des projets artistiques, d'associer à chacune des aides un montant maximum de soutien».

Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer dans le cadre de l'application de ces présentes dispositions.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

Instruction n° 2003/023 du 18 décembre 2003 concernant les demandes d'ouverture de complexes de cinéma soumises à autorisation d'implantation préalable (en complément des circulaires du 16 septembre 1996, du 4 décembre 1998 et du 15 novembre 2001).

Le ministre de la culture et de la communication,
à madame et messieurs les préfets de région
à mesdames et messieurs les préfets de département
(en copie à mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

P.J. : Article 36-1 de la loi du 5 juillet 1996 modifié par l'article 71 de la loi «Urbanisme et habitat» n° 2003-590 du 2 juillet 2003.

Contexte et objectifs

Depuis le 5 juillet 1996, les pouvoirs publics ont mis en place un mécanisme d'encadrement des équipements cinématographiques de type «multiplexe», qui visait avant tout à maîtriser les conditions d'implantation de ces nouvelles salles de cinéma.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des agglomérations accueillant plus de 100 000 habitants est, ou sera dotée, à moyen terme, d'un équipement de ce type ; il subsiste cependant des zones plus restreintes, relativement sous-équipées, qui pourraient voir apparaître des complexes de petite dimension offrant des capacités inférieures à 800 places, plus adaptées à la taille de ces nouveaux marchés.

La prise en compte de cette nouvelle génération de projets de salles cinématographiques a conduit les pouvoirs publics, en étroite concertation avec les représentants du

secteur de l'exploitation cinématographique, à proposer de nouvelles conditions d'encadrement (réduction des seuils d'autorisation), mieux à même de correspondre à ces équipements de taille plus modeste que celle des premiers multiplexes qui équipent les grandes agglomérations. Ces nouvelles dispositions ne constituent pas une barrière à l'entrée pour les opérateurs qui souhaitent développer les complexes de petite taille. Elles visent avant tout à intégrer ces futures implantations dans un système de droits et d'obligations propres au secteur cinématographique, système qui a eu le mérite de contribuer à une répartition harmonieuse des établissements sur le territoire, et d'éviter, dans la majorité des cas, des surenchères dommageables aux ayants droit et au public.

L'article 71 de la loi «Urbanisme et habitat» n° 2003-590 du 2 juillet 2003 parue au Journal officiel du 3 juillet 2003 vise ces nouvelles dispositions. Celles-ci doivent permettre aux autorités locales de peser sur des opérations d'aménagement qui, jusqu'à présent, leur échappaient alors même qu'elles sont essentielles d'un point de vue économique, social, culturel et urbanistique.

En effet, depuis la mise en place de la loi du 5 juillet 1996, seuls les projets de création comportant 1 500 places, puis 1 000 places depuis le 2 juillet 1998 et enfin 800 places depuis le 15 mai 2001, ont été soumis à autorisation. L'abaissement des seuils proposé doit permettre d'éviter que certains opérateurs ne puissent contourner la loi en construisant de nouveaux équipements offrant des capacités à peine inférieures aux seuils d'autorisation requis. De telles pratiques, observées lors de la première vague d'apparition des multiplexes, ont permis à plusieurs exploitants, en dehors de toute procédure de régulation, d'occuper des marchés en attente d'une extension future.

Dans ce nouveau contexte, et à partir du 3 juillet 2003, le dispositif d'autorisation a été aménagé de la façon suivante :

1 – Abaissement des seuils

a) pour la création d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques, le seuil d'autorisation préalable passe de 800 à 300 places.

b) Pour l'extension d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques ayant déjà atteint le seuil de 300 places ou devant le dépasser par la réalisation du projet, seules les extensions qui s'effectuent plus de cinq ans après la mise en exploitation ou la dernière extension de l'équipement considéré et qui sont inférieures à 30 % de la capacité initiale de l'équipement cinématographique sont dispensées de la procédure d'autorisation.

EXTENSIONS	PLUS DE 5 ANS*	MOINS DE 5 ANS*
> 30 % de la capacité initiale	examen CDEC	
< 30 % de la capacité initiale	Pas d'examen CDEC	examen CDEC

* après la mise en exploitation ou la dernière extension de l'équipement considéré

Enfin, il est également prévu que tout projet d'extension d'un ensemble de salles cinématographiques ayant déjà atteint le seuil de 1 500 places ou devant le dépasser par la réalisation du projet, doit passer devant les commissions départementales d'équipement cinématographique. Cette dernière proposition se justifie par les effets importants d'une extension d'un multiplexe de cette taille sur l'équilibre de l'exploitation cinématographique locale.

2 – Instruction des dossiers

L'instruction de ces nouveaux dossiers repose sur les mêmes critères d'appréciation que ceux fixés par la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 complétée par l'article 14 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996, par l'article 79 de la loi n° 98-5 du 2 juillet 1998 et par l'article 96 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 et explicités par la circulaire du ministre de la culture et de la communication du 15 novembre 2001 à savoir :

- l'offre et la demande globales de spectacles cinématographiques en salles : fréquentation cinématographique, situation de la concurrence, accès des films aux salles et des salles aux films ;
- la densité d'équipements cinématographiques dans cette zone ;
- l'effet potentiel du projet sur la fréquentation, sur les autres cinémas de la zone d'attraction et sur l'équilibre souhaitable entre les différentes formes d'offre de spectacles cinématographiques en salles ;
- la préservation d'une animation culturelle et économique suffisante de la vie urbaine et l'équilibre des agglomérations ;
- les efforts d'équipement et de modernisation effectués dans la zone d'attraction et leur évolution récente ;
- le respect des engagements de programmation éventuellement souscrits par le demandeur ;
- le projet de programmation envisagé ;
- les relations avec les autres établissements cinématographiques de la zone d'attraction ;
- la qualité architecturale du projet.

Il appartient aux directions régionales des affaires culturelles de prendre en compte pour apprécier ce dernier point, essentiel en terme d'environnement, l'importance des projets et d'appréhender les

éventuelles difficultés que pourraient rencontrer certains exploitants à assumer, en la matière, les coûts d'étude correspondants.

D'une manière générale, il conviendra que les services préfectoraux, en charge des commissions départementales, veillent, pour les projets de petite taille désormais soumis à autorisation, à une application bienveillante de la procédure d'enregistrement.

3 - Commission nationale d'équipement commercial siégeant en matière cinématographique

Comme le prévoit l'article 20 du décret n° 96-1119 du 20 décembre 1996 portant sur les équipements cinématographiques, le commissaire du gouvernement doit recueillir, dans le cadre des dossiers instruits en commission nationale, les avis des ministres intéressés, notamment celui chargé de l'équipement. Or, souvent en l'absence de rapport de la direction départementale de l'équipement concernée, celle-ci n'étant pas de droit chargée de s'exprimer sur chaque demande, le ministère chargé de l'équipement n'est pas toujours en mesure de nous délivrer son avis.

Je vous invite donc, au regard de l'impact des multiplexes en termes d'aménagement du territoire et de rééquilibrage des agglomérations, à procéder désormais à une consultation systématique des services déconcentrés de la direction départementale de l'équipement.

4 - Procédure de recours

Je vous rappelle qu'outre le préfet, le demandeur ou trois membres de la commission, le médiateur du cinéma⁽¹⁾, autorité administrative indépendante, s'est vu attribuer le pouvoir de faire appel par la loi du 15 mai 2001. Or, il apparaît que l'enregistrement des demandes, la décision et le procès verbal de la commission départementale ainsi que le rapport d'instruction réalisé par la direction régionale des affaires culturelles concernée ne lui sont pas toujours notifiés dans des délais raisonnables. Il appartient donc aux services compétents des préfectures d'adresser ces différentes pièces au médiateur du cinéma parallèlement à l'envoi qui est effectué pour les membres de la commission départementale.

⁽¹⁾ Monsieur le médiateur du cinéma, 3 rue Boissière – 75116 Paris

Vous saisissez mes services de toutes difficultés de mise en œuvre sous le timbre du Centre national de la cinématographie, direction du cinéma, mission de la diffusion, 32 rue Galilée, 75016 Paris.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

ANNEXE

Article 36-1 de la loi du 5 juillet 1996 modifié par l'article 71 de la loi «Urbanisme et habitat» n° 2003-590 du 2 juillet 2003

I. - Il est créé une commission départementale d'équipement cinématographique. La commission statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées en vertu des dispositions du II ci-après.

Sont soumis pour autorisation à la commission départementale d'équipement cinématographique, préalablement à la délivrance du permis de construire s'il y a lieu et avant réalisation si le permis de construire n'est pas exigé, les projets ayant pour objet :

1° La création d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques comportant plus de 300 places résultant soit d'une construction nouvelle, soit de la transformation d'un immeuble existant ;

2° L'extension d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques ayant déjà atteint le seuil de 300 places ou devant le dépasser par la réalisation du projet à l'exception des extensions représentant moins de 30 % des places existantes et s'effectuant plus de cinq ans après la mise en exploitation ou la dernière extension ;

3° L'extension d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques ayant déjà atteint le seuil de 1 500 places ou devant le dépasser par la réalisation du projet.

II. - Dans le cadre des principes définis aux articles 1^{er}, 3 et 4, la commission statue en prenant en considération les critères suivants :

- l'offre et la demande globales de spectacles cinématographiques en salle dans la zone d'attraction concernée : fréquentation cinématographique observée dans la zone par comparaison à la moyenne nationale de fréquentation, situation de la concurrence, accès des films aux salles, accès des salles aux films ;

- la densité d'équipement en salles de spectacles cinématographiques dans cette zone ; nature et composition du parc des salles ;

- l'effet potentiel du projet sur la fréquentation cinématographique, sur les salles de spectacles de la zone d'attraction et sur l'équilibre souhaitable entre

les différentes formes d'offre de spectacles cinématographiques en salles ;

- la préservation d'une animation culturelle et économique suffisante de la vie urbaine et l'équilibre des agglomérations ;

- les efforts d'équipement et de modernisation effectués dans la zone d'attraction et leur évolution récente, ainsi que les investissements de modernisation en cours de développement et l'impact du projet sur ces investissements.

- le respect des engagements de programmation éventuellement contractés en application de l'article 90 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ;

- le projet de programmation envisagé pour l'établissement, objet de la demande d'autorisation ;

- les relations avec les établissements de spectacles cinématographiques de la zone d'attraction concernée ;

- la qualité architecturale du projet.

Pour la détermination des seuils de 300 et 1 500 places, il est fait application des dispositions prévues à l'article 29-1, à l'exception du dernier alinéa.

Lorsque l'autorisation de la commission départementale d'équipement cinématographique s'appuie notamment sur le projet de programmation présenté par le demandeur, ce projet fait l'objet d'un engagement de programmation soumis aux dispositions de l'article 90 mentionné ci-dessus.

REUNION DES MUSEES NATIONAUX

Décision du 12 novembre 2003 relative à l'opération conclue entre *Le journal du dimanche* et le musée national de Compiègne.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

Dans le cadre d'un accord conclu entre *Le journal du dimanche* et le musée national de Compiègne, les visiteurs

munis de l'article sur le musée paru dans l'édition du 26 octobre 2003 bénéficient, du 12 au 16 novembre 2003, dans la limite de deux visiteurs adultes, du tarif réduit sur le *Pass*, le droit d'entrée dans les Grands Appartement et l'entrée au musée national de la voiture et du tourisme, ainsi que de la gratuité de droit d'entrée pour les visites-conférences présentant les appartements d'invités des «Séries» sous le Second Empire.

Pour l'administratrice générale de la
Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Décision du 13 novembre 2003 relative au tarif de l'audioguide aux musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 2003-730 du 1^{er} août 2003, relatif à la modification statutaire de la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

L'expérimentation de l'audioguide au tarif unique de 3 € proposé à l'ensemble des visiteurs des musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2003.

Pour l'administratrice générale de la
Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Décision du 13 novembre 2003 relative aux tarifs de l'auditorium du musée national des arts asiatiques–Guimet.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 2003-730 du 1^{er} août 2003, relatif à la

modification statutaire de la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

Jusqu'à l'adoption par le conseil d'administration de l'établissement d'une délibération définissant de nouveaux tarifs, les tarifs de l'auditorium du musée national des arts asiatiques–Guimet sont fixés selon la grille tarifaire suivante :

Films

➤entrée gratuite pour les détenteurs du billet du musée ou du billet jumelé (musée/exposition)

➤autres : 4 €

➤par abonnement, ensemble des projections : 25 €

Films pour enfants

➤individuel : 4 €

➤25 € pour les groupes scolaires de 10 à 25 enfants

➤35 € pour les groupes scolaires de plus de 25 enfants dans la limite de 40 enfants

➤entrée gratuite pour les accompagnateurs de groupes scolaires

➤par abonnement, ensemble des projections : 25 €

Spectacles

➤plein tarif : 14 €

➤tarif réduit : 10 €

Conférences (hors conférences publiques et gratuites)

➤entrée gratuite pour les détenteurs du billet du musée ou du billet jumelé (musée/exposition)

➤autres : 4 €

Conférences publiques et gratuites

➤entrée libre dans la limite des places disponibles.

Pour l'administratrice générale de la
Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Note du 18 novembre 2003 relative aux tarifs 2004.
à l'attention de mesdames et messieurs les chefs d'établissement

Copies : mesdames et messieurs les secrétaires généraux et les régisseurs

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-dessous listées, les décisions adoptées par le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, le 23 octobre 2003.

Ces décisions concernent les tarifs applicables :

A compter du 1^{er} janvier 2004 :

- aux visites-conférences en individuels,
- aux visites-conférences en groupes (hors scolaires et étudiants),
- aux ateliers en individuels,
- aux ateliers en groupes (hors scolaires).

A compter du 1^{er} septembre 2004 :

- aux visites-conférences en groupes scolaires et étudiants,
- aux ateliers en groupes scolaires.

Compte tenu de ces changements tarifaires survenus en cours d'année, j'attire votre attention sur la mise à jour éventuelle de documents et de plaquettes de présentation de votre site.

Je vous remercie de communiquer ces nouvelles dispositions aux personnels de caisse et de contrôle chargés de son application.

Le département de l'accueil et du droit d'entrée reste à votre entière disposition pour tout complément d'information sur ce dossier.

L'administrateur général adjoint de la
Réunion des musées nationaux,
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Régime et tarifs de droit d'entrée

Décisions adoptées par le conseil d'administration du 23 octobre 2003

A - Tarifs des visites-conférences en individuels

A compter du 1^{er} janvier 2004, pour l'ensemble des musées nationaux et après les expositions *Gauguin* et *Vuillard* aux Galeries nationales du Grand-Palais, les tarifs des visites-conférences en individuel seront fixés conformément au tableau ci-dessous :

Visites-conférences en individuels	1h	1h30	2h
PT	4,20 €	6,30 €	8,40 €
TR	3,20 €	4,80 €	6,30 €

B - Tarifs des visites-conférences en groupes (hors scolaires et étudiants)

A compter du 1^{er} janvier 2004, pour l'ensemble des musées nationaux et après les expositions *Gauguin*

et *Vuillard* aux Galeries nationales du Grand-Palais, les tarifs des visites-conférences en groupes (hors scolaires et étudiants) sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Visites-conférences en groupes	1h	1h30	2h
PT	83 €	123 €	158 €
TR	62 €	91 €	118 €

C - Tarifs des visites-conférences en groupe, scolaires ou étudiants

A compter du 1^{er} septembre 2004, les tarifs pour les visites-conférences en groupes, scolaires ou étudiants, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Visites-conférences groupes scolaires ou étudiants	1h	1h30	2h
Participation forfaitaire (scolaires)	42 €	53 €	69 €
Tarif préférentiel (étudiants)	54 €	81 €	111 €

La participation forfaitaire s'applique aux groupes scolaires (écoles, collèges et lycées), uniquement dans les collections permanentes.

Le tarif préférentiel s'applique aux groupes étudiants, uniquement dans les collections permanentes.

D - Tarifs des ateliers en individuels

A compter du 1^{er} janvier 2004, les tarifs des ateliers, en individuels, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Tarifs des ateliers Visiteurs individuels	1h	1h30	2h00	2h30
PT	6,30 €	9,50 €	12,60 €	18,90 €
TR (moins de 18 ans)	4,20 €	6,30 €	8,40 €	12,60 €

E - Tarifs des ateliers en groupes (hors scolaires)

A compter du 1^{er} janvier 2004, les tarifs des ateliers en groupe (hors scolaires) sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Tarifs des ateliers Groupes	1h	1h30	2h00	2h30
	147 €	189 €	231 €	273 €

F - Tarifs des ateliers en groupe scolaires

A compter du 1^{er} septembre 2004, les tarifs des ateliers en groupe scolaires, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Tarifs des ateliers	1h	1h30	2h00	2h30
Participation forfaitaire	48 €	56 €	63 €	72 €

La participation forfaitaire s'applique aux groupes scolaires (écoles, collèges et lycées), uniquement dans les collections permanentes.

G - Tarifs des conférences-projection pour les groupes aux Galeries nationales du Grand Palais

Après les expositions *Gauguin* et *Vuillard*, les tarifs des conférences-projections pour les groupes aux Galeries nationales du Grand-Palais, sur la base d'un module d'une heure pour 30 visiteurs, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Projection en studio avec un conférencier des musées nationaux :

1h	
PT	83 €
TR	62 €

Projection en studio sans conférencier des musées nationaux :

1h	
PT	58 €
TR	53 €

H - Tarifs des visites-conférences aux Galeries nationales du Grand Palais, lorsqu'un système d'audiophones est mis en place

A l'occasion de certaines expositions aux Galeries nationales du Grand-Palais, un système d'audiophones obligatoire est mis en place pour tous les visiteurs bénéficiant d'une visite-conférence.

La pérennisation de ce dispositif, par la création d'un tarif global, est décliné selon les modalités, ci-dessous :

Après les expositions *Gauguin* et *Vuillard*, les tarifs des visites-conférences pour les visiteurs individuels, sont fixés conformément au tableau, ci-dessous :

1h30	
PT	7,90 €
TR	6,40 €

Après les expositions *Gauguin* et *Vuillard*, les tarifs des visites-conférences pour les groupes, sont fixés conformément au tableau, ci-dessous :

Visite-conférence avec un conférencier des musées nationaux :

Visites-conférences en groupe	1h30
PT	163 €
TR	131 €

Visite-conférence sans conférencier des musées nationaux :

Visites-conférences en groupe	1h30
Tarif unique	40 €

Décision du 24 novembre 2003 relative à l'accès de la Société des amis du musée du Louvre au musée national de Malmaison.

L'Administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

La gratuité d'accès est accordée à l'ensemble des adhérents, sociétaires et bienfaiteurs de la Société des amis du Louvre, lundi 24 novembre 2003, au musée national de Malmaison.

Pour l'administratrice générale de la
Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Décision du 28 novembre 2003 relative à la fermeture de certains comptoirs mixtes pour inventaire commercial.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

L'inventaire commercial sur site à comptoir mixte, commercial et droit d'entrée, entraîne l'application de la gratuité à l'ensemble des visiteurs :

- mercredi 31 décembre 2003, aux musées Delacroix, Fernand-Léger à Biot, de céramique à Sèvres et de la Renaissance à Ecouen,
- vendredi 2 janvier 2004, aux musées des arts et traditions populaires et Adrien-Dubouché à Limoges.

Pour l'administratrice générale de la
Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Décision du 12 décembre 2003 relative au «billet famille» vendu à l'aquarium de la Porte dorée.

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 12 décembre 2003 la décision suivante :

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux entérine, à compter du 1^{er} janvier 2004, l'expérimentation de la vente du «Billet famille» aux caisses de l'aquarium de la Porte dorée.

Le «billet famille» au tarif unique de 5 €, concerne un adulte accompagné de deux enfants maximum, désireux de visiter l'aquarium de la Porte dorée.

Décision du 12 décembre 2003 relative au tarif de «l'audioguide» dans les musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges.

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 12 décembre 2003 la décision suivante :

A partir du 1^{er} janvier 2004, la location de «l'audioguide» au tarif unique de 3 € est proposée à l'ensemble des visiteurs des musées nationaux du château de Fontainebleau et Adrien-Dubouché à Limoges.

Décision du 12 décembre 2003 relative au régime de droit d'entrée des expositions tenues aux Galeries nationales du Grand-Palais, en 2004.

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 12 décembre 2003 les décisions suivantes :

1 - Pour l'exposition *Turner, Whistler, Monet*, présentée aux Galeries nationales du Grand Palais, à l'automne 2004, le plein tarif est fixé à 10 € et le tarif réduit à 8 €.

Pour les autres expositions présentées en 2004 aux Galeries nationales du Grand-Palais, le plein tarif est

fixé à 9 € et le tarif réduit à 7 €.

2 - A compter de l'exposition *La grande parade. Portrait de l'artiste en clown*, présentée aux Galeries nationales du Grand-Palais, au printemps 2004, la gratuité d'accès est accordée aux bénéficiaires du RMI et du minimum vieillesse.

3 - A compter de l'exposition *La grande parade. Portrait de l'artiste en clown*, présentée aux Galeries nationales du Grand-Palais, au printemps 2004, le tarif réduit n'est plus appliqué aux enseignants visitant les expositions, en individuel.

4 - A compter de l'exposition *La grande parade. Portrait de l'artiste en clown*, présentée aux Galeries nationales du Grand-Palais, au printemps 2004, le tarif réduit n'est plus appliqué le lundi, à l'ensemble des visiteurs.

Décision du 12 décembre 2003 relative au régime de droit d'entrée des sociétés d'amis des musées.

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 12 décembre 2003 les décisions suivantes :

1 - A compter du 1^{er} janvier 2004, dans les musées dont elle perçoit le droit d'entrée, la RMN accorde aux bienfaiteurs, sociétaires et adhérents des sociétés d'amis des musées, à l'exception des amis du musée du Louvre :

- la gratuité d'accès aux collections permanentes et aux expositions dans le musée d'adhésion,
- le tarif réduit pour les collections permanentes dans les autres musées nationaux.

2 - A compter du 1^{er} janvier 2004, pour les expositions des Galeries nationales du Grand-Palais, les avantages suivants sont accordés :

- bienfaiteurs : gratuité d'accès aux expositions correspondant aux périodes historiques et géographiques couvertes par les collections du musée soutenu et invitation au vernissage public de ces expositions,
- sociétaires : gratuité d'accès aux expositions correspondant aux périodes historiques et géographiques couvertes par les collections du musée soutenu,
- adhérents : tarif réduit aux expositions correspondant aux périodes historiques et géographiques couvertes par les collections du musée soutenu.

3 - A compter du 1^{er} janvier 2004, des dérogations pourront être apportées aux précédents articles de cette

décision, fondées notamment sur le faible effectif d'une société d'amis ou sur les contributions qu'elle apporte au développement d'un musée.

Les dérogations feront l'objet de conventions entre la société d'amis concernée et la RMN, notamment en ce qui concerne :

- l'achat à tarif préférentiel de catalogues d'expositions (5 % de remise)
- l'achat à tarif préférentiel de la carte Sésame.

Décision du 22 décembre 2003 relative à l'opération conclue avec les quotidiens *The New-York Times* et *International Herald Tribune*.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 2003-730 du 1^{er} août 2003, relatif à la modification statutaire de la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

Dans le cadre de l'opération «une entrée gratuite pour une entrée payante», les porteurs d'un coupon inséré dans les quotidiens *The New-York Times* et *International Herald Tribune* ou téléchargé à partir du Web, bénéficient du vendredi 9 au dimanche 11 janvier 2004 inclus, d'une entrée offerte pour un accompagnant au choix, lors de l'achat d'une entrée payante, aux collections permanentes des musées suivants :

musée Message biblique Marc Chagall à Nice (06)

musée Adrien-Dubouché à Limoges (87)

musée Magnin à Dijon (21)

musée du château de Pau (66)

musée Picasso à Paris (75)

musée du Moyen-Age – Cluny à Paris (75)

musée du château d'Ecouen (95)

musée du château de Fontainebleau (77)

musée du château de Blérancourt (02).

Pour l'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

Décision du 24 décembre 2003 relative à l'opération «croisée des publics des musées du Moyen-Age et de la Renaissance».

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

Dans le cadre de l'opération «croisée des publics des musées du Moyen-Age et de la Renaissance», qui aura lieu du 1^{er} janvier au 30 juin 2004, le tarif réduit est accordé à tout visiteur du deuxième musée visité, sur présentation d'un coupon promotionnel remis par le premier musée visité.

Pour l'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

**CENTRE DES MONUMENTS
NATIONAUX**

Décision ar/mpd n° 1-03 du 1^{er} novembre 2003 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 nommant M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 nommant M. Denis Berthomier directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 31 octobre 2003 nommant M. Arnaud Roffignon sous-directeur des affaires financières et administratives à compter du 1^{er} novembre 2003.

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet et de M. Denis Berthomier, délégation de signature est donnée à M. Arnaud Roffignon, sous-directeur des affaires financières et administratives, à l'effet de signer :

* les engagements juridiques à l'exclusion :

- des marchés et contrats de plus de 90 000 € TTC et des contrats concernant les études,

- des décisions dérogatoires,

* les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,

* les autorisations de conduire les véhicules,

* les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement,

* les actes et courriers relatifs à la procédure de passation des marchés,

* les pré-engagements,

* les engagements comptables et les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordre de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs...),

* les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,

* les notes au contrôleur financier.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Arnaud Roffignon, délégation de signature est donnée à M. Denis Guédon, chef du département des finances, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

* les engagements juridiques à l'exclusion :

- des contrats de plus de 23 000 € TTC et des contrats concernant les études,

- des décisions dérogatoires,

* les ordres de mission, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,

* les pré-engagements concernant son département et ceux relatifs aux crédits non déconcentrés dans les monuments,

* les engagements comptables et les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement,

certificats administratifs, procès-verbaux de liquidation et états liquidatifs...),

* les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,

* pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

* les notes au contrôleur financier,

* les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,

* les autorisations de conduire les véhicules.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Guédon, délégation de signature est donnée à :

3.1. - Mme Graziella Iaria, adjointe au chef du département finances, chef du bureau du suivi de l'exécution budgétaire et du droit d'entrée à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

* les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,

* les pré-engagements,

* les engagements comptables,

* les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,

* les bons de commande d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des études,

* pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

* les certifications de service fait et liquidations sur les factures, ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

3.2. - Mme Christelle Vallet, chef du bureau de contrôle-évaluation des ordonnancements à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

* les pré-engagements,

* les engagements comptables,

* les actes de liquidations et d'ordonnement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,

* les bons de commande d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des études,

* pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département des finances ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments les documents et actes suivants :

- les bons et lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des commandes et contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidation sur les factures, les procès-verbaux de réception des prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata,

* les certifications de service fait et liquidations sur les factures, ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Arnaud Roffignon, délégation de signature est donnée à Mme Farida Laidouï, chef du service intérieur à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

* les pré-engagements,

* les bons ou lettres de commandes, les contrats en dépenses et les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 23 000 € TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

* les bordereaux de dépenses sans ordonnancement préalable, dans la limite de 230 € TTC par opération concernant le service intérieur,

* les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs en cas de paiement sur duplicata.

Art. 5. - La présente délégation annule et remplace la décision n° 8 bis-2002 du 26 septembre 2002 et prend effet à compter de sa date de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet.

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 577-N du 7 novembre 2003 portant avenant n° 7 à la délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 1^{er} août 2002 portant délégation de signature ;
- du 20 décembre 2002 portant avenant à la délégation de signature,
- du 7 février 2003 portant avenant n° 2 à la délégation de signature,
- du 3 avril 2003 portant avenant n° 3 à la délégation de signature,
- du 1^{er} juillet 2003 portant avenant n° 4 à la délégation de signature,
- du 31 juillet 2003 portant avenant n° 5 à la délégation de signature
- du 29 septembre 2003 portant avenant n° 6 à la délégation de signature,
- du 4 novembre 2003 nommant Mme Delphine Reffait, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'alinéa 3 de l'article 5 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Belfort, directeur de la production, délégation de signature est donnée à Mme Delphine Reffait, adjointe au directeur de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

Et en tant que chef du service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 2. - Tous les autres articles de la décision portant délégation de signature susvisée restent inchangés et demeurent applicables.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine.

Décision n° 565 du 1^{er} décembre 2003 portant nomination par intérim.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatives aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Mme Sabine Fourcade est chargée de l'intérim des fonctions de directrice des ressources humaines du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, à compter du 1^{er} décembre 2003.

Art. 2. - Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine.

Décision n° 629-N du 2 décembre 2003 portant avenant n° 8 à la délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 1^{er} août 2002 portant délégation de signature ;
- du 20 décembre 2002 portant avenant à la délégation de signature,
- du 7 février 2003 portant avenant n° 2 à la délégation de signature,
- du 3 avril 2003 portant avenant n° 3 à la délégation de signature,
- du 1^{er} juillet 2003 portant avenant n° 4 à la délégation de signature,
- du 31 juillet 2003 portant avenant n° 5 à la délégation de signature
- du 29 septembre 2003 portant avenant n° 6 à la délégation de signature,
- du 7 novembre 2003 portant avenant n° 7 à la délégation de signature,
- du 1^{er} décembre 2003 nommant Mme Sabine Fourcade aux fonctions de directrice des ressources humaines par intérim à compter du 1^{er} décembre 2003,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 10 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines par intérim, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines par intérim, délégation de signature est donnée à M. Stève Fagot, chef du service du personnel par intérim, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines par intérim, délégation de signature est donnée à Mme Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Tous les autres articles de la décision portant délégation de signature susvisée restent inchangés et demeurent applicables.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine.

Décision n° 334 du 17 décembre 2003 portant organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire les 17 et 23 octobre 2003 ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Le Centre Pompidou est administré par un conseil d'administration et dirigé par un président. Le directeur général est chargé, sous l'autorité du président, de l'administration et de la gestion de l'établissement.

Art. 2. - Le Centre Pompidou comprend deux départements : le musée national d'art moderne-centre de création industrielle et le département du développement culturel, ainsi que des directions et des services.

Les directions du Centre Pompidou sont les suivantes :

- la direction de l'action éducative et des publics ;
- la direction du bâtiment et de la sécurité ;
- la direction de la communication ;
- la direction des éditions ;
- la direction juridique et financière ;
- la direction de la production ;
- la direction des ressources humaines ;
- la direction des systèmes d'information.

Il comprend également une délégation à l'action culturelle audiovisuelle.

Le Centre Pompidou est doté par ailleurs d'une agence comptable.

Art. 3. - Le département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle

3.1. Le musée national d'art moderne-centre de création industrielle a pour mission :

1° D'inventorier, de conserver, de restaurer, d'enrichir, de présenter au public et de mettre en valeur les collections d'œuvres d'art dont le Centre Pompidou a la garde, dans les domaines des arts plastiques, des arts graphiques, de la photographie, du cinéma expérimental, de la vidéo, des nouveaux médias, de la création industrielle, du design et de l'architecture depuis le début du XX^e siècle ; ces collections comprennent également les fonds documentaires et les archives qui les concernent ;

2° De présenter au public, en tous lieux, toute manifestation visant à diffuser et à approfondir la connaissance de l'art depuis le début du XX^e siècle ;

3° De favoriser la création contemporaine sous toutes ses formes.

3.2. Le département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle comprend :

- la conservation des collections arts plastiques composée des services suivants : le service des collections historiques, le service des collections contemporaines, le service de la création contemporaine et prospective, le cabinet d'art graphique, le cabinet de la photographie, le service du cinéma expérimental, le service des nouveaux médias, le service de la restauration ;
- la conservation des collections architecture et design, composée des services architecture et design ;

- le service de la bibliothèque Kandinsky - centre de documentation et de recherche du musée national d'art moderne - centre de création industrielle qui comprend le secteur des imprimés, le secteur de la documentation et le secteur des archives ;
- le service des collections, conjointement avec la direction de la production.

Le département du musée assure le secrétariat de la commission d'acquisition et le secrétariat de la commission des prêts et dépôts.

Art. 4. - Le département du développement culturel

4.1. Le département du développement culturel a pour mission :

- 1° De participer, par tous moyens, à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines ;
- 2° De présenter au public, en tous lieux, toute manifestation relevant de sa mission, notamment dans les domaines du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel.

4.2. Le département du développement culturel est composé de quatre services : le service des revues parlées, le service des forums de société, le service des cinémas, le service des spectacles vivants.

Art. 5. - La direction de l'action éducative et des publics

5.1. La direction de l'action éducative et des publics est chargée de conduire les politiques d'accompagnement des publics du centre. A ce titre, elle est responsable de l'accueil dans les espaces fréquentés par le public, de l'information du public, sur place et à distance, de l'étude, de la recherche, du développement et de la fidélisation des publics, ainsi que de la tarification des activités. La direction est en outre chargée des actions d'accompagnement et d'éducation des publics, notamment des publics handicapés. La direction est enfin chargée de la programmation à destination des enfants.

5.2. La direction est composée de cinq services : le service éducatif, le service de la programmation jeune public, le service des relations avec le public, le service de l'accueil, le service de l'information du public.

Art. 6. - La direction du bâtiment et de la sécurité

6.1. La direction du bâtiment et de la sécurité est responsable de la sécurité des personnes et des biens, notamment des œuvres, de jour comme de nuit. La direction assure le bon fonctionnement du bâtiment et des locaux annexes ainsi que des installations techniques. Elle est à ce titre chargée des travaux, de la maintenance, de l'entretien, du mobilier et de la

signalétique.

6.2. La direction comprend trois services : le service du bâtiment, le service de la sécurité et le service de l'administration.

Art. 7.- La direction de la communication

7.1. La direction de la communication propose et met en œuvre la stratégie de communication et la politique d'image de l'établissement. A ce titre, elle est garante de l'identité visuelle de l'établissement, organise la promotion des manifestations et activités du centre, réalise ou fait réaliser les supports de communication à destination des médias, se charge de l'accueil des personnalités et gère les locations d'espaces. Elle est chargée des actions de mécénat et de parrainage.

7.2. La direction de la communication comprend trois pôles : le pôle presse, le pôle relations publiques et le pôle image.

Art. 8. - La direction des éditions

8.1. La direction des éditions est responsable de l'édition d'ouvrages dans les domaines d'intervention du Centre Pompidou ainsi que des produits d'accompagnement. Elle définit la politique de diffusion. Elle assure la responsabilité éditoriale du site Internet de l'établissement.

8.2. La direction comprend cinq pôles : le pôle éditorial, le pôle fabrication, le pôle commercial, le pôle ventes et stocks et le pôle de gestion des droits.

Art. 9. - La direction juridique et financière

9.1. La direction juridique et financière établit le budget et contrôle son exécution. Elle est responsable de l'ensemble des questions financières qui relèvent de l'ordonnateur. Elle anime le réseau des correspondants budgétaires. Elle assure le secrétariat de la commission d'appel d'offres et joue un rôle de conseil auprès des services lors de la passation des marchés. Elle assure également le traitement des questions juridiques, et notamment des contentieux, et assume une mission de conseil dans ce domaine au sein de l'établissement. Elle est responsable de la politique d'archivage.

9.2. La direction est composée de quatre services : le service des marchés, le service du budget et du contrôle de gestion, le service juridique, le service des archives.

Art. 10. - La direction de la production

10.1. La direction de la production est responsable de la production des activités artistiques et culturelles du centre, conçues et programmées par les départements,

la direction de l'action éducative et des publics ou les organismes associés. Elle est chargée de la conception et de la réalisation techniques de ces manifestations, dans les espaces d'exposition et les espaces communs. Elle procède à l'accueil technique des manifestations qui se déroulent dans les salles de spectacle et de cinéma, ainsi que sur la Piazza. Elle établit et gère les budgets et contrats correspondants. Elle assure la gestion des frais de missions de l'établissement.

10.2. La direction comprend huit services : le service architecture et réalisations muséographiques, le service de la régie des œuvres, le service audiovisuel, le service des ateliers et moyens techniques, le service des collections conjointement avec le département du musée national d'art moderne - centre de création industrielle, le service des manifestations, le service administratif et financier et le service de la régie des salles.

Art. 11. - La direction des ressources humaines

11.1. La direction des ressources humaines est chargée de la définition et de la mise en œuvre de la politique des ressources humaines du Centre Pompidou. Elle assure à ce titre les opérations de recrutement et de gestion de carrière des agents. Elle est responsable des relations sociales, de la formation, de l'application des règles d'hygiène et de sécurité ainsi que de la médecine de prévention dans le respect de l'indépendance professionnelle du médecin. Elle est responsable de la politique d'action sociale en faveur du personnel. Correspondante des organisations syndicales, elle assure le secrétariat des instances représentatives du personnel. Elle est chargée de la communication interne.

11.2. La direction comprend trois services : le service du personnel, le service du développement social et de la formation, et le service médical.

Art. 12. - La direction des systèmes d'information

12.1. La direction des systèmes d'information est responsable du développement et de la cohérence des systèmes d'information du centre. A ce titre, elle assiste les utilisateurs dans la définition de leurs besoins fonctionnels, propose et met en place les solutions informatiques, installe et gère les équipements informatiques et les réseaux.

12.2. La direction comprend deux services : le service des études et du développement, le service de l'exploitation et des réseaux.

Art. 13. - L'agence comptable

13.1. L'agence comptable est chargée de l'ensemble des opérations de perception des ressources, de paiement des dépenses, de la tenue des comptes de l'établissement,

notamment l'établissement du compte financier, ses annexes, le bilan et le compte de gestion, des opérations bancaires y afférentes ainsi que de la gestion de ses liquidités. Elle assure un rôle de conseil auprès de l'ordonnateur dans les domaines de sa compétence.

13.2. L'agence comprend la caisse centrale, ainsi que quatre sections : comptabilité, dépenses, paye et recettes.

Art. 14. - Le directeur général et les directeurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine.

MUSEE DU LOUVRE

Décision du 1^{er} décembre 2003 portant délégation de signature.

Le président du musée du Louvre

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment son article 19 ;

Vu le décret du 28 mars 2001 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu ma décision du 2 mai 2002 portant organisation des services du musée du Louvre ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Didier Selles, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception du point 3, et pour tous actes définis en application des dispositions

du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à M. Henri Poinsignon, administrateur général adjoint, directeur des ressources humaines et du développement social, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, administratrice générale adjointe, directrice du développement culturel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée à M. Henri Poinsignon pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 4 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinsignon, à Mme Carole Etienne, directrice adjointe des ressources humaines et du développement social, chargée de la gestion personnalisée des agents.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinsignon, à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint des ressources humaines et du

développement social, chargé des relations sociales, de l'emploi et de la formation, ainsi qu'à M. Fabrice Lesueur, chef du service de la gestion du personnel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinsignon, à Mme Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinsignon, à M. Pascal Aboso, chef du service intérieur, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 € HT ;
- les titres de recette ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à M. Christophe Monin, directeur adjoint du développement culturel, chef du service du mécénat et des ressources propres.

Art. 11. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Emmanuelle Peret, chef du service administratif et financier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Peret, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mlle Marie Pellen, adjointe au chef du service administratif et financier.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée à M. Jacques Ballu, directeur financier, juridique et du contrôle de gestion pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Philippe Casset, chef du service des affaires financières, et à Mme Anne Mény-Horn, chef du service des affaires juridiques et des marchés publics.

Art. 13. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, à M. Philippe Casset à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 € HT ;
- les titres de recette ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 14. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture-muséographie-techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 15. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 14 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Alain Gauchet, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques, et à M. Christophe Clément, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques.

Art. 16. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 14 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à Mme Frédérique Devaux, chef du service prévision, planification et gestion financière.

Art. 17. - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Christine Ronflé-Guin, chef adjoint du service informatique, et à M. François Lapeyre, chef de projets.

Art. 18. - Délégation de signature est donnée à M. Paul Salmona, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 € HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 19. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 18 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Paul Salmona, à M. Manuel Rabaté, directeur adjoint de l'auditorium, chef du service administratif et financier.

Art. 20. - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 € HT ;
- les titres de recette ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Guillou, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice Abbo, directrice adjointe des publics, chef du service des activités éducatives et culturelles.

Art. 21. - Une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa de l'article 20 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Sébastien Legouteil, chef du service de la gestion administrative et financière.

Art. 22. - Délégation de signature est donnée à Mme Aggy Lerolle, déléguée à la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les commandes, les lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 15 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les bons de commande, quel que soit leur montant, et les ordres de service s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 23. - Délégation de signature est donnée à Mme Christiane Ziegler, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Ziegler, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-France Aubert, et à Mme Dominique Benazeth, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 24. - Délégation de signature est donnée à Mme Annie Caubet, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Annie Caubet, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice André-Salvini et à Mme Françoise Demange, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 25. - Délégation de signature est donnée à M. Francis Richard, conservateur en chef du patrimoine chargé par intérim du département des arts de l'Islam, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Richard, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Makariou, conservateur du patrimoine.

Art. 26. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Pasquier, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Pasquier, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Jean-Luc Martinez, à Mme Françoise Gaultier, et à Mme Sophie Descamps, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 27. - Délégation de signature est donnée à Mme Françoise Viatte, conservateur général du patrimoine chargé du département des arts graphiques à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise Viatte, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Arlette Sérullaz, conservateur général du patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise Viatte et, simultanément, de Mme Arlette Sérullaz, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M. Dominique Cordellier, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 28. - Délégation de signature est donnée à M. Daniel Alcouffe, conservateur général du patrimoine chargé du département des objets d'art, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Alcouffe, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Danielle Gaborit-Chopin, conservateur général du patrimoine.

Art. 29. - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur en chef du patrimoine chargé du département des peintures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-Catherine Sahut et à Mme Dominique Thiébaut, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 30. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-René Gaborit, conservateur général du patrimoine chargé du département des sculptures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes à des achats de livres.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-René Gaborit, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Geneviève Bresc-Gautier, conservateur général du patrimoine, ainsi qu'à Mme Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 31. - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à Mme Corinne Lebowski, adjointe au chef du service administratif et financier.

Art. 32. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Serge Leduc, à M. Denis Fousse, chef du service de la sûreté, ainsi qu'à Mme Corinne Lebowski, adjointe au chef du service administratif et financier, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 33. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions, à Mme Catherine Derosier-Pouchous, chef du service des productions audiovisuelles et multimédia, à Mme Myriam Prot, chef du service Internet, à Mme Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires, ainsi qu'à Mme Marielle Pic, chef du service des expositions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 34. - Délégation de signature est donnée au Commandant Jean-Paul Spiess, chef du service protection-sécurité-incendie à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 35. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinsignon, au Docteur Françoise Moreau, chef du service médical, à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à M. Vivien Martinez, chef

du service du budget, des effectifs et des systèmes d'information ressources humaines, à Mme Fabienne Desroches, chef du service du recrutement et de la mobilité, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 36. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Philippe Maffre, chef du service architecture et projets, à M. Joël Courtemanche, chef du service des travaux muséographiques, à M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment, à Mme Clio Karageorghis, chef du service production signalétique et graphique, à Mme France Morvant, chef du service électricité et éclairage, à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques, à M. Jean-Jacques Puibarreau, chef du service courants faibles, à M. Eric Payrastra, chef du service administratif, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 37. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Christophe Blateau, chef du service accueil, information et documentation, à Mme Françoise Broyelle, chef du service vente et réservation de l'offre culturelle, à Mme Anne Kreps, chef du service études, évaluation et prospective, à M. Georges Martin, chef du service du développement des publics, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 38. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Paul Salmona, à Mlle Valérie Brisset, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 39. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace ma décision modifiée du 26 août 2003.

Le président directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

NOVEMBRE 2003

JO n° 254 du 1^{er} novembre 2003

Economie, finances et industrie

Page 18675 Arrêté du 28 octobre 2003 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre V : patrimoine monumental).

Page 18676 Arrêté du 28 octobre 2003 portant transfert de crédits (culture, tableau A, titres III et V).

Page 18677 Arrêté du 29 octobre 2003 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre V).

Budget et réforme budgétaire

Page 18679 Décret n° 2003-1039 du 30 octobre 2003 portant virement de crédits (culture, tableaux A et B : titre III).

Culture

Page 18685 Décret du 30 octobre 2003 portant délégation de signature (M. Cerquiglini Bernard).

Page 18686 Arrêté du 17 octobre 2003 modifiant l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article L. 362-1 du code de l'éducation.

Page 18709 Arrêté du 23 octobre 2003 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (M. Lejeune Jean-Marc).

Page 18709 Arrêté du 23 octobre 2003 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (M. Richard Dominique).

JO n° 255 des 2, 3 et 4 novembre 2003

Economie, finances et industrie

Page 18755 Décret n° 2003-1044 du 3 novembre 2003 pris pour l'application de l'article 68 de la loi de finances rectificative pour 2002 instituant un dispositif de révision des prestations versées aux ressortissants des pays placés antérieurement sous la souveraineté française résidant hors de France.

Jeunesse, éducation nationale et recherche

Page 18774 Liste des élèves de l'Ecole spéciale d'architecture ayant obtenu à la première et à la deuxième session 2002 le diplôme d'architecte de cet établissement.

Culture

Page 18778 Arrêté du 8 octobre 2003 portant

admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Metzger Catherine).

JO n° 256 du 5 novembre 2003

Justice

Page 18873 Arrêté du 21 octobre 2003 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (représentante de la culture : Mme Gaye Valérie).

Culture

Page 18876 Décret du 4 novembre 2003 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France internationale (Mme Eyssartier Hélène).

Conventions collectives

Page 18877 Arrêté du 27 octobre 2003 portant extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes (n° 316).

Page 18877 Arrêté du 27 octobre 2003 portant extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes (n° 316).

Page 18878 Arrêté du 27 octobre 2003 portant extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes (n° 2332).

JO n° 257 du 6 novembre 2003

Culture

Page 18950 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2003-1056 du 4 novembre 2003 modifiant les décrets n° 92-280 du 27 mars 1992 et n° 2001-1333 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 33, 70 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

Page 18951 Décret n° 2003-1056 du 4 novembre 2003 modifiant les décrets n° 92-280 du 27 mars 1992 et n° 2001-1333 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 33, 70 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

Fonction publique

Page 18952 Arrêté du 28 octobre 2003 fixant le nombre de postes offerts aux concours pour le

recrutement au titre de l'année 2003 d'architectes et urbanistes-élèves de l'Etat et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

Culture

Page 18963 Arrêté du 27 octobre 2003 portant inscription sur une liste d'aptitude (assistants ingénieurs) (M. Dessert Eric).

JO n° 258 du 7 novembre 2003

Culture

Page 19054 Arrêté du 27 octobre 2003 portant nomination au Haut Conseil des musées de France (membre titulaire : M. Bouët Jérôme, membre suppléante : Mme Labourdette Marie-Christine).

JO n° 259 du 8 novembre 2003

Culture

Page 19126 Arrêté du 31 octobre 2003 portant nomination au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France.

JO n° 260 du 9 novembre 2003

Culture

Page 19211 Arrêté du 3 novembre 2003 portant nomination au conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (MM. Bergé Pierre, Pompidou Alain et Prat Jean-Louis).

JO n° 261 des 10 et 11 novembre 2003

Culture

Page 19245 Arrêté du 30 octobre 2003 portant acceptation d'une donation (don d'un fonds de vues stéréoscopiques de Mme Brissat, née Denise Baucher, et de MM. Raymond et Roger Baucher).

Premier ministre

Page 19245 Arrêté du 31 octobre 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (Mme Vitoux Marie-Claude).

Page 19245 Arrêté du 31 octobre 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Renard Jacques).

Culture

Page 19252 Arrêté du 21 octobre 2003 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme de Franclieu Françoise).

Page 19252 Arrêté du 25 octobre 2003 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Elbaz Irène).

JO n° 262 des 12 et 13 novembre 2003

Premier Ministre

Page 19338 Arrêté du 3 novembre 2003 portant

radiation (administrateurs civils) (M. Astier Hubert).
Page 19338 Arrêté du 4 novembre 2003 portant radiation (administrateurs civils) (M. Le Nhat Binh).

Culture

Page 19343 Décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Mme Pot Nicole).

Page 19343 Arrêté du 30 octobre 2003 portant nomination au comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (représentante suppléante du ministre chargé de l'industrie : Melle Voillot Alexandrine).

JO n° 263 du 14 novembre 2003

Culture

Page 19378 Arrêté du 4 novembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Lille : *Rubens universel*).

Page 19383 Arrêté du 29 octobre 2003 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Rigaud Jean-Philippe).

JO n° 264 du 15 novembre 2003

Présidence de la République / Ordre national du mérite

Page 19407 Décret du 14 novembre 2003 portant promotion et nomination : culture (p. 19432) dont nos collègues, commandeur : M. Gall Hughes (directeur de l'Opéra national de Paris) ; officier : Mme Lefèvre Brigitte (directrice de la danse à l'Opéra national de Paris) ; chevalier : MM. Belfort François (directeur au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou), Borzeix Jean-Marie (conseiller du président de la BnF), Braunschweig Stéphane (directeur d'un théâtre national), Godderidge Jean-Paul (conservateur général du patrimoine), Mondy André (administrateur d'un théâtre national).

Culture

Page 19457 Arrêté du 20 octobre 2003 portant nomination au conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Page 19457 Arrêté du 20 octobre 2003 portant nomination du président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques (M. Courcol Jean-Pierre).

Page 19457 Arrêté du 20 octobre 2003 portant nomination de la directrice du Centre national des arts plastiques (Mme Cusin-Berche Chantal).

Page 19457 Arrêté du 31 octobre 2003 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (M. Berthod Michel).

JO n° 265 du 16 novembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 19483 décret n° 2003-1076 du 14 novembre 2003 portant virement de crédits (culture, tableaux A et B, titres III et V).

JO n° 266 des 17 et 18 novembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 19522 décret n° 2003-1080 du 17 novembre 2003 portant ouverture de crédits à titre d'avance (culture, titre III).

Page 19523 décret n° 2003-1081 du 17 novembre 2003 portant annulation de crédits (culture, titre III).

Conventions collectives

Page 19549 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 19549 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 267 du 19 novembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 19599 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 septembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 19620 Arrêté du 7 novembre 2003 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Page 19620 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

JO n° 268 du 20 novembre 2003**Economie, finances et industrie**

Page 19664 Arrêté du 13 novembre 2003 portant transfert de crédits (culture, tableau B ; titre III et tableau C : rémunérations principales).

Budget et réforme budgétaire

Page 19670 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 15 au 19 septembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 19688 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (novembre 1999-septembre 2003).

Fonction publique

Page 19689 Arrêté du 12 novembre 2003 portant inscription sur une liste d'aptitude (administrateurs civils) (culture : M. Jopeck Thierry).

JO n° 269 du 21 novembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 19751 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 septembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 19762 Décret n° 2003-1096 du 14 novembre 2003 modifiant le décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle.

Page 19763 Décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 19764 Décret n° 2003-1098 du 18 novembre 2003 fixant le nombre de représentants des salariés au sein du conseil de surveillance de la société ARTE-France.

Page 19764 Arrêté du 12 novembre 2003 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour un clavecin d'Antoine Vater de 1732).

Page 19765 Arrêté du 12 novembre 2003 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour une sculpture en terre cuite de Camille Claudel, vers 1886 : *La Jeune Fille à la gerbe*).

Page 19765 Arrêté du 12 novembre 2003 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour un dessin à la sanguine du Primatice : Etude d'homme drapé ou *Atlante*).

Page 19765 Arrêté du 12 novembre 2003 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour un dessin à la pierre noire sur papier bleu de Paris Bordone : Etude d'homme nu).

Page 19765 Arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 19777 Arrêté du 10 novembre 2003 portant nomination de l'administrateur du Théâtre national de l'Odéon (M. Hamard Bruno).

Page 19777 Arrêtés du 10 novembre 2003 portant

nomination (directions régionales des affaires culturelles) (DRAC de Bretagne : Mme Gautier-Desvaux Elisabeth, DRAC des Pays de la Loire : M. Jacob Jean-Paul).

JO n° 270 du 22 novembre 2003

Premier ministre

Page 19831 Décret n° 2003-1100 du 20 novembre 2003 relatif au Conseil national de la vie associative.

Page 19832 Arrêté du 21 novembre 2003 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2003 relatif à la sélection professionnelle pour l'accès au grade de chargé d'études documentaires principales de 2^{ème} classe au titre de l'année 2003.

Economie, finances et industrie / Budget

Page 19860 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 septembre au 3 octobre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Premier ministre

Page 19869 Arrêté du 30 octobre 2003 portant inscription à un tableau d'avancement et promotion (administrateurs civils hors classe) (Mme Cassegrain-Guinebert Laurence).

Page 19873 Arrêté du 12 novembre 2003 portant radiation (administrateurs civils (M. Marchand Jean-René).

Page 19873 Arrêté du 12 novembre 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Juré Patrick).

Page 19873 Arrêté du 13 novembre 2003 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Lannaud Brice).

JO n° 272 du 25 novembre 2003

Premier ministre

Page 19959 Arrêté du 24 novembre 2003 relatif à la composition du Conseil national de la vie associative.

Culture

Page 19975 Décret n° 2003-1111 du 18 novembre 2003 relatif au transfert à la collectivité territoriale de Corse de la propriété d'immeubles classés ou inscrits, de sites archéologiques et d'objets mobiliers appartenant à l'Etat, pris en application de l'article 9 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse.

Page 19976 Arrêté du 12 novembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prêt du Museum of Art de New York au département de l'islam du musée du Louvre).

Page 19976 Arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture.

Page 19978 Arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux

comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la culture.

Page 19980 Arrêté du 14 novembre 2003 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture.

JO n° 273 du 26 novembre 2003

Culture

Page 20085 Arrêté du 13 novembre 2003 portant création et fixant la composition de la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du ministère de la culture et de la communication et des assistants de service social.

Page 20086 Arrêté du 13 novembre 2003 portant création et fixant la composition de la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des agents des services techniques du ministère de la culture et de la communication.

Page 20086 Arrêté du 13 novembre 2003 portant création et fixant la composition de la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des agents administratifs du ministère de la culture et de la communication.

Page 20086 Arrêté du 13 novembre 2003 portant création et fixant la composition de la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs du ministère de la culture et de la communication.

Page 20087 Arrêté du 19 novembre 2003 modifiant l'arrêté du 5 août 1991 relatif à l'organisation de la direction des musées de France.

Page 20102 Arrêté du 6 novembre 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 20102 Décision du 31 octobre 2003 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure (représentant des entreprises de production, membre titulaire : M. Fleury Jean-Claude).

Page 20102 Décisions du 10 novembre 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (MM. Onoiu Catalin et Belhadi Choukri).

Page 20102 Décision du 12 novembre 2003 portant nomination à la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-18 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

Page 20103 Décision du 12 novembre 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Grecu Maria-Andreea).

Conventions collectives

Page 20103 Avis relatif à l'extension d'un avenant à

un accord national professionnel conclu dans le secteur de la photographie professionnelle.

JO n° 274 du 27 novembre 2003

Culture

Page 20257 Décret du 24 novembre 2003 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Strasbourg (M. Bach Philippe).

Page 20257 Arrêté du 7 novembre 2003 portant admission à la retraite (conservateurs de 1^{re} classe du patrimoine) (M. Boisse Pierre).

Conventions collectives

Page 20258 Avis relatif à l'élargissement d'un accord prorogeant la convention collective nationale des cabinets d'architectes et un accord dans le cadre de celle-ci au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 275 du 28 novembre 2003

Culture

Page 20344 Arrêté du 14 novembre 2003 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition au Centre Pompidou : *Jean Hélion*).

Page 20344 Arrêté du 19 novembre 2003 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2002 fixant la liste des immeubles bâtis et non bâtis sur lesquels le service national des travaux assure des missions de maîtrise d'ouvrage en application de l'arrêté du 3 mai 2002 relatif au service national des travaux (ajout à la liste : Alignements mégalithiques de Carnac).

JO n° 276 du 29 novembre 2003

Culture

Page 20445 Arrêté du 19 novembre 2003 portant nomination au comité de présélection des acquisitions de l'Etablissement public du musée du quai Branly (Mme Lavallée Danièle).

Conventions collectives

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets

d'architectes.

JO n° 277 du 30 novembre 2003

Culture

Page 20522 Arrêté du 25 novembre 2003 relatif à la procédure d'aide à la création chorégraphique.

Page 20527 Décret du 28 novembre 2003 portant nomination du président de l'Etablissement public du musée du quai Branly (M. Martin Stéphane).

DECEMBRE 2003

JO n° 278 des 1^{er} et 2 décembre 2003

Economie, finances et industrie / Budget

Page 20551 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 13 au 17 octobre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 20569 Décret du 28 novembre 2003 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (sur proposition du ministre chargé de l'économie, titulaire : M. Lubeck David, suppléant : M. Charissous Denis ; sur proposition du ministre chargé de la culture, suppléant : M. Anfruns Julien).

JO n° 279 du 3 décembre 2003

Culture

Page 20645 Arrêté du 6 novembre 2003 portant création de la commission d'examen des offres pour la concession relative à la conception, la réalisation et le financement des travaux d'aménagement ainsi que la gestion, la maintenance et l'exploitation du Grand Palais des Champs-Élysées, à Paris.

JO n° 280 du 4 décembre 2003

Economie, finances et industrie

Page 20697 Arrêté du 2 décembre 2003 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre III).

JO n° 281 du 5 décembre 2003

Culture

Page 20826 Décret du 2 décembre 2003 portant nomination (conservateurs du patrimoine stagiaires) (MM. Bayard Didier, Desloges Jean et Diwo Gérard).

Page 20826 Arrêté du 25 novembre 2003 portant nomination du directeur de l'Ecole nationale supérieure d'art de Dijon (M. Vienne Jean-Philippe).

JO n° 282 du 6 décembre 2003

Culture

Page 20863 Arrêté du 21 novembre 2003 relatif à

l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg pour une exposition (exposition à Strasbourg : *Frantisek Kupka*).

Page 20869 Arrêté du 22 novembre 2003 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (DRAC d'Ile-de-France : M. de Canchy Jean-françois).

Conventions collectives

Page 20446 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

JO n° 283 du 7 décembre 2003

Culture

Page 20909 Décret n° 2003-1163 du 4 décembre 2003 modifiant le décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

Page 20911 Arrêté du 5 novembre 2003 portant nomination de la secrétaire générale de l'Académie de France à Rome (Mme Fleury Elisabeth).

Page 20911 Arrêté du 25 novembre 2003 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (2°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

JO n° 284 des 8 et 9 décembre 2003

Fonction publique

Page 20978 Décret n° 2003-1170 du 8 décembre 2003 portant majoration à compter du 1^{er} janvier 2004 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Equipement

Page 20990 Décret du 5 décembre 2003 portant nomination au conseil d'administration du Centre scientifique et technique du bâtiment (représentante du ministre chargé de l'architecture : Mme Arlot Ann-José).

Culture

Page 20993 Arrêté du 26 novembre 2003 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (DRAC Ile-de-France : M. de Canchy Jean-François).

Page 20993 Arrêté du 27 novembre 2003 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Strasbourg (M. Fraisse Philippe).

Page 20993 Arrêté du 27 novembre 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble.

JO n° 285 du 10 décembre 2003

Intérieur

Page 21016 Arrêté du 25 novembre 2003 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Economie, finances et industrie

Page 21026 Arrêté du 1^{er} décembre 2003 portant transfert de crédits (culture : tableau A, titre III et tableau C : rémunérations principales).

JO n° 286 du 11 décembre 2003

Intérieur

Page 21109 Décret du 10 décembre 2003 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Alberto et Annette Giacometti).

Culture

Page 21124 Décret du 4 décembre 2003 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancien grand séminaire d'Uzès (Gard).

Page 21124 Arrêté du 3 décembre 2003 portant nomination au conseil d'orientation du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (le président de la Confédération syndicale des familles ou son représentant).

Page 21134 Arrêté du 28 novembre 2003 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites du personnel de la Comédie-Française.

JO n° 287 du 12 décembre 2003

Culture

Page 21186 Arrêtés du 27 novembre 2003 portant inscription à des tableaux d'avancement (administration centrale) (Mmes Fournier Danielle, Coughny-Goubaud Marie-Josèphe, Bardou Denise, M. Astruc Paul).

Page 21186 Arrêté du 2 décembre 2003 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles (M. Macé de Lépinay François).

Conventions collectives

Page 21189 Arrêté du 2 décembre 2003 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de la photographie professionnelle.

JO n° 288 du 13 décembre 2003

Economie, finances et industrie / Budget

Page 21235 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 13 au 17 octobre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 21258 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

JO n° 289 du 14 décembre 2003**Affaires sociales, travail et solidarité**

Page 21312 Arrêté du 12 décembre 2003 retirant divers arrêtés relatifs à l'indemnisation du chômage des intermittents des professions de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle.

Page 21313 Rapport relatif à l'agrément des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2004 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, de l'avenant n° 8 à la convention du 1^{er} janvier 2001 susmentionnée, de l'avenant n° 2 à la convention du 1^{er} janvier 2004 susmentionnée, ainsi que des avenants aux accords d'application n° 1 et n° 4 de ces conventions.

Page 21315 Arrêté du 12 décembre 2003 portant agrément des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, de l'avenant n° 8 à cette convention, de l'avenant n° 3 à l'accord d'application n° 1 et de l'avenant n° 3 à l'accord d'application n° 4 relatifs à la convention précitée.

Page 21326 Rapport relatif à l'agrément des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2001 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2004 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, de l'avenant n° 8 à la convention du 1^{er} janvier 2001 susmentionnée, de l'avenant n° 2 à la convention du 1^{er} janvier 2004 susmentionnée ainsi que des avenants aux accords d'application n° 1 et n° 4 de ces conventions.

Page 21329 Arrêté du 12 décembre 2003 portant agrément des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 2004 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, de l'avenant n° 2 à cette convention, de l'avenant n° 3 à l'accord d'application n° 1 et de l'avenant n° 3 à l'accord d'application n° 4 relatifs à la convention précitée.

Economie, finances et industrie / Budget

Page 21346 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 20 au 24 octobre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

JO n° 290 des 15 et 16 décembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 21381 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 27 au 31 octobre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 21391 Arrêté du 4 novembre 2003 portant attribution d'un ensemble immobilier (au profit de la Villa Arson à Nice).

Page 21391 Arrêté du 2 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition au Centre-Pompidou : *Jean Hélion*).

Page 21391 Arrêté du 2 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au château de Versailles : *Jean Houdon (1741-1828)*).

Page 21391 Arrêté du 4 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2002 relatif aux conditions d'admission et à l'organisation de la scolarité des élèves du département des restaurateurs du patrimoine de l'Institut national du patrimoine.

Page 21410 Arrêté du 3 décembre 2003 portant nomination à la Commission nationale des centres culturels de rencontre.

Page 21410 Arrêté du 3 décembre 2003 portant nomination du président de la Commission nationale des centres culturels de rencontre (M. Garrec René).

Page 21410 Arrêté du 9 décembre 2003 portant admission à la retraite (administration centrale) (Mme Poirier Christine).

Page 21410 Arrêté du 11 décembre 2003 portant nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des salles de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées ou dans les agglomérations insuffisamment équipées en établissements cinématographiques dont la ou les salles sont classées dans la catégorie Art et Essai.

Page 21410 Décision du 24 novembre 2003 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique (M. Larqué André).

Conventions collectives

Page 21411 Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel, modifié par un avenant, conclu dans le secteur des intermittents techniques de la production audiovisuelle.

Page 21411 Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur de l'édition et de la production phonographique.

JO n° 291 du 17 décembre 2003**Culture**

Page 21469 Décret du 16 décembre 2003 portant nomination du président de l'Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels (M. Dumont Jean-Claude).

JO n° 292 du 18 décembre 2003**Affaires sociales, travail et solidarité**

Page 21549 Arrêté du 9 décembre 2003 relatif au titre professionnel d'opérateur(trice) photographe.

Page 21558 Arrêté du 9 décembre 2003 relatif au titre professionnel d'opérateur(trice) de prise de vue vidéo.

Economie, finances et industrie

Page 21573 Décret n° 2003-1198 du 16 décembre 2003 portant virement de crédits (tableaux A et B, comptes d'affectation spéciale, fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne nationale d'information politique et générales et de soutien à l'expression radiophonique locale (libellé modifié) compte n° 902-32 : Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (nouveau), et Fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information, et à sa distribution).

Culture

Page 21606 Arrêté du 6 décembre 2003 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Salord Bertrand).

JO n° 293 du 19 décembre 2003**Culture**

Page 21735 Arrêté du 24 novembre 2003 portant inscription sur une liste d'aptitude (ingénieurs d'études) (Mme Bricout Brigitte).

Page 21735 Arrêté du 10 décembre 2003 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (M. Bounoure Frédéric).

JO n° 294 du 20 décembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 21817 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 7 novembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

JO n° 295 du 21 décembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 21901 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 10 au 14 novembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 21919 Décret n° 2003-1221 du 19 décembre 2003

portant assimilation, en vue de la révision des pensions, de certains grades et emplois du ministère de la culture et de la communication à des emplois existants.

Page 21921 Décret n° 2003-1222 du 19 décembre 2003 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

JO n° 296 des 22 et 23 décembre 2003**Culture**

Page 21994 Arrêté du 10 décembre 2003 fixant les dates des élections aux conseils régionaux et au Conseil national de l'ordre des architectes.

Page 21994 Arrêté du 12 décembre 2003 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 22003 Arrêté du 5 décembre 2003 portant reconnaissance de la qualification d'architecte (Mme Bettschart Isabelle).

Page 22003 Décision du 27 novembre 2003 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure (M. Chorot Franck).

JO n° 297 du 24 décembre 2003**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 22076 Décret n° 2003-1238 du 17 décembre 2003 modifiant le décret n° 88-389 du 21 avril 1988 pris pour l'application de l'article 5 de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988 relative au patrimoine monumental et relatif à la convention prévue par l'article 795 A du code général des impôts. [en annexe : convention type permettant de bénéficier de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 795 A du code général des impôts]

Culture

Page 22108 Arrêté du 16 décembre 2003 portant détachement (administrateurs civils) (M. Reliquet Philippe).

Page 22109 Arrêté du 22 décembre 2003 portant nomination au cabinet du ministre (Mme Levy Laurence)

Conventions collectives

Page 22109 Arrêté du 15 décembre 2003 portant élargissement d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 316).

Page 22110 Arrêté du 15 décembre 2003 portant

extensions d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes (n° 316).

JO n° 298 des 25 et 26 décembre 2003

Culture

Page 22177 Arrêté du 2 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au château de Versailles : *Kangxi, empereur de Chine, la Cité interdite à Versailles*).

Page 22177 Arrêté du 12 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels [prorogation jusqu'au 29 février 2004 des dispositions prises par l'arrêté du 3 juillet 2003].

Page 22177 Arrêté du 12 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Grand Palais à Paris : *La Grande Parade. Portrait de l'artiste en clown*).

Page 22177 Arrêté du 12 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée Picasso à Paris : *Picasso et Ingres*).

Page 22177 Arrêté du 12 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Muséum d'histoire naturelle à Paris : *Au temps des mammouths*).

JO n° 299 du 27 décembre 2003

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 22251 Arrêté du 17 décembre 2003 portant agrément de l'accord du 1^{er} janvier 2004 relatif au régime d'assurance chômage applicable aux apprentis du secteur public.

Education nationale

Page 22258 Arrêté du 17 décembre 2003 fixant les dates des épreuves de concours d'admission à la formation initiale de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT) ainsi que le nombre maximal de candidats à admettre par département pour la session 2004.

Culture

Page 22277 Arrêté du 2 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2000 fixant la liste des bibliothèques dans lesquelles peuvent être créés plusieurs emplois de conservateur territorial des bibliothèques ainsi que la liste des établissements dans lesquels peuvent exercer un ou plusieurs conservateurs en chef territoriaux des bibliothèques.

Page 22284 Arrêté du 24 décembre 2003 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Japiot Olivier).

JO n° 300 du 28 décembre 2003

Culture

Page 22376 Arrêté du 11 décembre 2003 portant

fixation de la part du produit de la redevance d'archéologie préventive affectée au Fonds national pour l'archéologie préventive.

JO n° 301 du 30 décembre 2003

Economie, finances et industrie

Page 22423 Arrêté du 26 décembre 2003 portant ouverture de crédits (comptes d'affectation spéciale : Compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la radiodiffusion sonores et de la télévision (compte n° 902-15) : tableau A : produit de la redevance ; tableau B : versement aux organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision).

Culture

Page 22459 Décret n° 2003-1298 du 26 décembre 2003 modifiant le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre et le décret n° 86-1370 du 30 décembre 1986 fixant les dispositions statutaires applicables à certains emplois de la direction des musées de France.

Page 22462 Décret n° 2003-1299 du 26 décembre 2003 modifiant le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 22464 Décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'Etablissement public du musée d'Orsay.

Page 22468 Décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 portant création de l'Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

Page 22471 Décret n° 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux.

Page 22472 Décret n° 2003-1303 du 26 décembre 2003 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts.

Page 22509 Arrêté du 15 décembre 2003 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques.

JO n° 302 du 31 décembre 2003

Page 22530 Loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

Page 22594 Loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003).

Economie, finances et industrie

Page 22708 Décrets n° 2003-1319 à 2003-1349 du 30 décembre 2003 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2004 dont :

Page 22714 Décret n° 2003-1322 du 30 décembre 2003 : charges communes.

Page 22717 Décret n° 2003-1323 du 30 décembre 2003 : culture et communication.

Culture

Page 22844 Arrêté du 16 décembre 2003 approuvant une extension de participation financière réalisée par Radio France internationale.

Page 22844 Arrêté du 23 décembre 2003 fixant les conditions d'évaluation des fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication.

Page 22844 Arrêté du 23 décembre 2003 établissant la liste des chefs de service relevant du ministère de

la culture et de la communication ayant pouvoir de notation.

Page 22846 Arrêté du 23 décembre 2003 fixant les conditions de la notation des fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication.

Page 22853 Arrêté du 19 décembre 2003 portant nomination au Conseil supérieur des archives (Mme Foucher Isabelle).

Réponses aux questions écrites**ASSEMBLÉE NATIONALE****JO n° 44 AN (Q) du 3 novembre 2003**

Réponses aux questions de :

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'opportunité, à l'occasion de la réaffectation des autorisations de diffusion, d'amener **Radio France** à combler une **lacune** en diffusant un **programme local** sur la région **Midi-Pyrénées**, et les Hautes-Pyrénées en particulier. (Question n° 21393-07.07.2003).

- M. Léonce Deprez sur les **dysfonctionnements** de l'**ADAMI** quant aux **règlements** en suspens de **droits** à des artistes réputés introuvables ou dont les réclamations restent insatisfaites. (Question n° 21835-14.07.2003).

- Mme Marcelle Ramonet sur la **fragilisation** de l'équilibre et de la rentabilité économique des **sociétés de presse** que provoquerait l'**ouverture** de la **publicité télévisée** aux secteurs de la presse, de l'édition, du cinéma et de la distribution en lui permettant de capter les marchés de proximité. (Question n° 23592-11.08.2003).

JO n° 45 AN (Q) du 10 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Michel Ferrand sur l'importance de la **reconnaissance** du **Provençal**, langue à part entière enseignée également dans des universités étrangères, comme **langue régionale de France** afin d'éviter qu'elle ne soit considérée comme un simple dialecte occitan. (Question n° 20756-23.06.2003).

- M. André Santini sur l'opportunité d'adopter en faveur des **conservatoires** les dispositions qui régissent l'éducation nationale en matière de droit de

reprographie des partitions musicales (1,52 € pour 180 copies) pour éviter à nombre d'entre eux d'être condamnés à la copie illégale par le poids des **droits** résultant des conventions passées avec la Société d'éditeurs et auteurs de musique (SAEM). (Question signalée)

(Question n° 21528-07.07.2003).

- M. Jérôme Rivière sur le **recours abusif** de **France Télévisions** aux **intermittents** du spectacle et si des sanctions sont envisagées.

(Question n° 22134-14.07.2003).

- Mme Odile Saugues sur les moyens qui seront mis en œuvre pour mettre un terme au **recours abusif** aux **intermittents** du spectacle par les **sociétés de production**.

(Question n° 22777-28.07.2003).

- M. Gilbert Gantier sur l'importance d'imposer l'**usage** de la **langue française**, une des langues officielles des Communautés européennes, dans la "**déclaration de conformité CE**" apposée sur les produits français destinés aux Français.

(Question n° 24627-15.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur les apaisements que le Gouvernement peut apporter aux personnalités du Collège de France qu'inquiète le **projet** de nouveau **centre des archives nationales** alors qu'elles affirment la nécessaire continuité des fonds des Archives nationales et l'importance de leur **maintient à Paris** pour conserver à la France sa place dans la recherche historique mondiale.

(Question n° 25648-29.09.2003).

- M. Michel Destot sur les dispositions qui seront prises pour assurer une meilleure **accessibilité** des **émissions télévisées** pour les **sourds et malentendants**, notamment en établissant des règles claires en

partenariat avec les chaînes quant au développement du **sous-titrage**.

(Question n° 26199-13.10.2003).

JO n° 46 AN (Q) du 17 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Michel Bouvard sur la contrainte d'un mode d'**acquisition** globale imposé aux **bibliothèques départementales** par l'application des **règles** strictes des **marchés publics** concernant l'acquisition exclusive des ouvrages au près d'un libraire retenu dans le cadre d'un marché public, ce qui exclut les ouvrages des petits éditeurs non diffusés par les grandes librairies.

(Question n° 12779-24.02.2003).

- MM. André Chassaigne, Philippe Armand Martin et Jean Roatta sur les **conditions d'attribution** des **fréquences** radio par le CSA, notamment celles de la **FM** trop souvent concentrées aux mains de grands groupes au détriment des radios indépendantes et du pluralisme, et sur la nécessité d'un **contrôle de l'Etat** afin de concilier les intérêts des radiodiffuseurs nationaux, régionaux et locaux.

(Questions n° 16808-21.04.2003 ; 17091-21.04.2003 ; 17126-21.04.2003).

- M. Georges Ginesta sur la **gestion** des **carrières** des personnels permanents de l'**audiovisuel public** par le mécanisme " de la triangulation " conditionnant le fonctionnement de l'**avancement** automatique aux grades et échelons, et sur ses conséquences budgétaires.

(Question n° 21558-07.07.2003).

- M. Jean-Luc Warsmann sur l'inquiétude suscitée par l'intention de donner accès à la **publicité télévisée** aux **biens culturels** des secteurs de l'**édition** et du **cinéma**.

(Question n° 23981-25.08.2003).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le moyen de garantir l'avenir d'une télévision française diversifiée après l'arrêt du Conseil d'Etat reconnaissant à **Popstars** de M6, et donc aux émissions similaires, le **statut** d'"**œuvre audiovisuelle**" donnant droit aux **aides** du **fonds de soutien** à l'audiovisuel destinées à soutenir des réalisations de qualité (téléfilms, séries, etc.).

(Question n° 24101-01.09.2003).

- M. Yvan Lachaud sur l'opportunité de **raccourcir** les **délais d'intervention** des **architectes en chef** des **monuments historiques** qui rendent difficile la sauvegarde de notre patrimoine.

(Question n° 24206-08.09.2003).

- M. Laurent Hénart sur l'absence de **reconnaissance** du métier de **magicien** en tant que **profession artistique** alors que les partenaires sociaux le rattachent à l'intermittence du spectacle vivant et que les collectivités les emploient sur un pied

d'égalité avec des comédiens et des artistes de cirque. (Question n° 24214-08.09.2003).

- M. Léonce Deprez sur l'inquiétude manifestée dans la publication de l'Association des maires de France (juillet-août 2003) quant à la **modification** de la loi de 2001 sur l'**archéologie préventive** qui introduit la **mise en concurrence** des **services archéologiques** des collectivités locales avec des **société privées**.

(Question n° 24245-08.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur la modestie du montant de la **subvention** de l'**orchestre Lamoureux** qui mérite mieux eu égard à l'originalité de sa programmation.

(Question n° 25065-22.09.2003).

- M. Bernard Perrut sur l'existence de **critères** précis permettant de réserver l'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle** aux personnels appartenant à la profession dans les domaines artistiques et techniques.

(Question 25083-22.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur l'intention du Gouvernement de prendre des mesures pour **promouvoir** la **fête foraine**.

(Question n° 25540-29.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur les **activités** récentes du **Centre national de la danse** créé en 1998 à Pantin et sur les synergies créées avec la Cité de la musique de La Villette.

(Question n° 25542-29.09.2003).

- M. Jacques Desallangre sur le moyen de mettre un frein au **relâchement** constaté dans l'emploi de la **langue française** pour assurer la pérennité de sa compréhension.

(Question n° 25938-06.10.2003).

- M. Francis Saint-Léger sur les **dysfonctionnements** des **Archives nationales** depuis plusieurs années (grèves, travaux interminables) qui perturbent la recherche historique et les travaux des étudiants qui ne peuvent être effectués dans le temps imparti.

(Question n° 26031-06.10.2003).

- Mme Claude Greff et M. Renaud Donnedieu de Vabres sur le **calendrier** prévisionnel de la **réalisation** du projet de création, probablement en Seine-Saint-Denis, d'un nouveau grand **Centre des Archives** nationales devant assurer de meilleures conditions de conservation au patrimoine national.

(Questions n° 26248-13.10.2003 ; 26479-13.10.2003).

JO n° 47 AN (Q) du 24 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur la **défense** de l'usage de la **langue française** quant à l'utilisation de la formule anglaise *featuring* dans la **publicité** télévisée et sur les pochettes de disque.

(Question n° 14295-17.03.2003).

- M. Jean de Gaulle sur l'illégalité du **procédé** «**anticopie**» sur les **CD** qui bafoue le **droit à la copie**

privée reconnue par la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 et en outre, remet souvent en cause le **droit d'usage** des consommateurs en interdisant la lecture du disque sur certains types d'appareils.
(Question n° 21886-14.07.2003).

- M. Jean Tiberi sur les conditions de **transfert** des **collections** du **musée de l'Homme** au futur musée du **quai Branly**.
(Question n° 22902-28.07.2003).

- M. Céleste Lett sur la **double taxation** des **téléviseurs** des chambres d'**hôtels** par la **redevance** de l'audiovisuel et par la **SACEM** au titre du droit d'auteur, les clients étant assimilés à un public.
(Question signalée)
(Question n° 23486-11.08.2003).

- M. Pierre Morange sur les conditions de conservation et de valorisation des **collections** au **musée des Antiquités nationales** de Saint-Germain-en-Laye, château peu adapté à sa vocation muséographique.
(Question n° 24718-15.09.2003).

- M. François Goulard sur la **participation** du **ministre** chargé de la culture à la **Techno Parade** qui peut être interprétée comme un soutien apporté à cette musique répétitive.
(Question n° 25193-22.09.2003).

- M. Marc Le Fur sur le montant des **subventions** versées par le ministère chargé de la **culture**, **par département** et **par habitant**.
(Question n° 25235-22.09.2003).

- Mme Bérengère Poletti sur les mesures complémentaires envisagées pour que notre pays donne l'exemple d'une **volonté** sans faille de **réprimer le trafic de biens culturels**.
(Question n° 25240-22.09.2003).

- M. Christophe Caresche sur un **risque** de voir des **sociétés de production** de droits **extra-européens** (dont les majors américaines) remplir, pour la production de films français, les conditions d'obtention de l'**agrément du CNC** et bénéficier du **compte de soutien** à la production cinématographique, voire à l'**avance sur recette**.
(Question n° 26095-13.10.2003).

- M. Francis Saint-Léger sur les **conséquences** du développement de la **généalogie** pour la **conservation** des documents des **archives départementales**.
(Question n° 26568-20.10.2003).

JO n° 48 AN (Q) du 1^{er} décembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Luc Warsmann sur les **actions** envisagées par le Gouvernement **en faveur** du monde du **cirque**.
(Question n° 23361-04.08.2003).

- M. Eric Raoult sur la nécessité de **réglementer** la **diffusion** abusive de **SPAM** (publicité forcée par e-

mail courriers électroniques) sur l'**internet** pour prévenir son **encombrement** qui nuit à la communication électronique.
(Question n° 24272-08.09.2003).

- MM. Léonce Deprez et Philippe Dubourg sur l'importance de la **baisse** du taux de la **TVA** sur les **disques** et cassettes sonores, réclamée par la France depuis 2002 auprès du Conseil européen des ministres de la culture, pour les aligner sur le taux à **5,5%** appliqué aux autres produits culturels. (dont une question transmise)
(Questions n° 25654-29.09.2003 ; 26459-13.10.2003).

JO n° 49 AN (Q) du 8 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- Mme Marie-Jo Zimmermann et M. Jean-Luc Warsmann sur les **communes non desservies** par les **réseaux hertziens** de télévision, par exemple en **Lorraine** et en **Champagne-Ardenne**.
(Questions n° 18410-19.05.2003 ; 22765-21.07.2003).

- M. Bernard Accoyer sur la possibilité de **réformer** la **réglementation fiscale** en matière de **vente d'objets d'art** dont le poids pénalise la France et lui font préférer la Suisse, ce qui favorise la **fuite** d'une partie de notre **patrimoine**.
(Question n° 19762-09.06.2003).

- M. Léonce Deprez sur l'importance des propositions faites au Gouvernement le 13 juin 2003 par les représentants de la presse hebdomadaire régionale dans le cadre de leur congrès national à Valenciennes, eu égard à l'**incidence** négative qu'aura l'arrivée de la **télévision numérique terrestre** sur les marchés publicitaires dédiés à la **presse écrite**, forte actuellement de plus de sept millions de lecteurs.
(Question n° 21834-14.07.2003).

- M. Eric Raoult sur le coût des **conséquences** sociales et financières du mouvement de **grève** qui a perturbé la saison des **festivals**, notamment pour les **collectivités locales**, au risque d'entraîner des répercussions sociales collatérales, et sur les moyens qui seront donnés aux festivals pour survivre.
(Question n° 23800-25.08.2003).

- M. Christian Vanneste et Mme Martine Aurillac sur la mise en œuvre et les délais de l'**aide** financière envisagée par l'**Etat** pour relancer les spectacles et les **festivals** pour la saison **2004**, menacés par les répercussions économiques de la grève des intermittents du spectacle.
(Questions n° 24190-08.09.2003 ; 25006-22.09.2003).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la **composition** des **commissions scientifiques régionales** chargées de se prononcer sur le **choix** des **œuvres artistiques** qui doivent être acquises par les **musées**, où ne semble siéger aucun représentant des régions alors que les

régions ont la charge de conduire la politique locale d'acquisition des musées.

(Question n° 25519-29.09.2003).

- M. Francis Saint-Léger sur la **lutte** contre les **vols** de **documents** dans les **archives publiques** et leur **prévention**.

(Question n° 25713-06.10.2003).

- Mme Bérengère Poletti, MM. Pierre Morel-A-L'Huissier, Damien Alary, François Loncle, Georges Colombier, Francis Falala, Christian Decocq, Max Roustan, Jean-Paul Bacquet, Louis Guédon, Mme Catherine Vautrin, MM. Laurent Hénart, Jacques-Alain Bénisti, Jacques Domergue, Albert Facon, Christophe Masse, Philippe Armand Martin, Bernard Perrut, Patrick Delnatte, Jean-Marie Geveaux, Jean-François Mancel, Jean-Luc Warsmann, Gilles Artigues, Philippe Dubourg, Jacques Desallangre, Léon Vachet, Gérard Léonard, Eric Raoult, Jean-Pierre Giran, Mme Anne-Marie Comparini, MM. François Brottes, Michel Lefait, Pierre Forgues, Mmes Marylise Lebranchu et Claude Darciaux, MM. Marcel Dehoux, Dominique Paillé, Jean-Louis Christ, Jean-Claude Mathis, Jean-Michel Couve, Mme Chantal Robin-Rodrigo, MM. Georges Fenech, Etienne Mourrut, Roland Blum et Jean-Pierre Decool, sur les **risques** pour l'artisanat et le petit commerce local inhérents à l'**ouverture** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution**.

(Questions n° 25910-06.10.2003 ; 25942-06.10.2003 ; 26201-13.10.2003 ; 26236-13.10.2003 ; 26260-13.10.2003 ; 26341-13.10.2003 ; 26413-13.10.2003 ; 26470-13.10.2003 ; 26645-20.10.2003 ; 26715-20.10.2003 ; 26866-20.10.2003 ; 26881-20.10.2003 ; 26902-20.10.2003 ; 26903-20.10.2003 ; 27040-27.10.2003 ; 27126-27.10.2003 ; 27130-27.10.2003 ; 27162-27.10.2003 ; 27177-27.10.2003 ; 27193-27.10.2003 ; 27202-27.10.2003 ; 27219-27.10.2003 ; 27231-27.10.2003 ; 27276-27.10.2003 ; 27325-27.10.2003 ; 27383-27.10.2003 ; 27384-27.10.2003 ; 27385-27.10.2003 ; 27387-27.10.2003 ; 27462-03.11.2003 ; 27517-03.11.2003 ; 27529-03.11.2003 ; 27530-03.11.2003 ; 27531-03.11.2003 ; 27532-03.11.2003 ; 27533-03.11.2003 ; 27604-03.11.2003 ; 27605-03.11.2003 ; 27718-03.11.2003 ; 27727-03.11.2003 ; 27767-03.11.2003 ; 27775-03.11.2003 ; 27792-03.11.2003 ; 27796-03.11.2003 ; 27847-03.11.2003).

- M. Marc Le Fur sur le **coût** représenté par l'**achat** de **logiciels informatiques** pour les services du **ministère** chargé de la culture pour les années **2001** et **2002**, et si des **logiciels libres**, tel Linux, sont utilisés.

(Question n° 26182-13.10.2003).

- M. Gilbert Biessy sur la demande des **intermittents du spectacle**, en situation critique, de l'abandon de l'accord signé le 26 juin 2003 avec le MEDEF qui

écarter 30% des ayant droits aux indemnisations sans régler la question des abus.

(Question n° 26267-13.10.2003).

- M. Philippe Folliot sur le moyen de faire appliquer la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'**emploi** de la **langue française**, dite " loi Toubon ", à bord des appareils des **compagnies aériennes étrangères** sur les vols en partance ou à destination de la France.

(Question n° 26784-20.10.2003).

- M. Jean Tiberi sur les délais d'**ouverture** de la **cité de l'architecture et du patrimoine** au palais de **Chaillot**.

(Question n° 26811-20.10.2003).

- M. André Schneider sur l'importance de la baisse du **taux** de la **TVA** sur les **disques et cassettes** sonores, réclamée par la France depuis 2002 auprès du Conseil européen des ministres de la culture, pour les aligner sur le taux à **5,5%** appliqué aux autres produits culturels.

(Question n° 26913-20.10.2003).

- M. Léonce Deprez sur les perspectives et les **échéances** de la **réalisation** de la **cité des Archives** devant être implantée en région parisienne.

(Question n° 27583-03.11.2003).

- MM. Jean Michel, Claude Gaillard, Maxime Gremetz, Mme Claude Greff et M. François-Michel Gonnot sur le projet de décret relatif à l'**ouverture** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution**, à la presse, à l'édition et au cinéma, en application du droit européen, qui ne manquera pas de favoriser les grands groupes.

(Questions n° 27987-10.11.2003 ; 27999-10.11.2003 ; 28050-10.11.2003 ; 28310-10.11.2003 ; 28345-10.11.2003).

JO n° 50 AN (Q) du 15 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur le développement souhaitable de la **diffusion** de la **langue occitane** via les antennes régionales de **France 3** pour favoriser le bilinguisme, seule France 3 Sud (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon) diffusant depuis Toulouse des émissions en langue occitane et catalane, alors que l'Occitanie recouvre l'Aquitaine, le Limousin, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, l'Auvergne, les régions Paca et Rhône-Alpes.

(Question n° 17528-05.05.2003).

- M. Thierry Mariani sur les raisons de la **suppression** du **projet** de développement de la **télévision numérique terrestre** régionale par France Télévisions, qui place l'entreprise en position délicate vis à vis des chaînes concurrentes dans un environnement en pleine expansion et **inquiète** ses **salariés**.

(Question n° 18526-19.05.2003).

- M. Marcel Dehoux sur les conséquences du rejet du plan de développement de la **télévision numérique terrestre** présenté par **France Télévisions**, qui **fragilise** cette société dont le budget 2004 sera amputé, alors que face à la concurrence privée il est nécessaire de maintenir une information de service public forte.

(Question n° 20219-16.06.2003).

- M. Manuel Valls sur l'avenir du système audiovisuel français et du **projet** d'ajouter aux chaînes de **France Télévisions** un grand pôle de plusieurs **chaînes nouvelles**, moyens d'une politique audiovisuelle ambitieuse et d'un nouveau rayonnement pour la francophonie.

(Question n° 20843-30.06.2003).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur les **choix artistiques** de **France Télévisions** pour le concours **Eurovision**, événement culturel européen grand public, qui donnent à l'étranger une **image désuète** de la **chanson française** avec des retombées néfastes pour l'industrie du disque.

(Question n° 21083-30.06.2003).

- MM. Jacques Remiller et Pierre Cardo sur les **raisons** de l'**interruption** de l'émission télévisée de **France 2** «Liberté, égalité, scolarité», **débat** sur l'**éducation nationale**.

(Questions n° 24970-22.09.2003 ; 25161-22.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur le **bilan** et les **perspectives** de la radio locale francilienne de Radio France, dite **City Radio**.

(Question n° 25069-22.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur la **lenteur** de la **numérisation** des fonds d'**archives** de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) dont l'espérance de vie est de dix ans et sur les mesures qui seront prises pour permettre le **sauvetage** de ce **patrimoine national en péril**.

(Question n° 25616-29.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur les **raisons** de l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la **presse écrite**.

(Question n° 25652-29.09.2003).

- M. André Schneider sur l'**avenir** des **centres sociaux et culturels**, héritiers des "maisons de la culture" créés par André Malraux, et particulièrement de leurs personnels salariés.

(Question n° 26101-13.10.2003).

- M. Jean-Claude Sandrier sur le **changement** de **statut** du **domaine de Chambord** annoncé par la presse et sur le devenir de son personnel.

(Question n° 26537-20.10.2003).

- M. André Chassaigne sur les **conséquences** négatives en matière d'**emploi** et de concentration des groupes privés de distribution qui résulteraient

de l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la **distribution**, si elle était adoptée. (Question transmise)

(Question n° 27534-03.11.2003).

- Mme Martine Aurillac sur la **pénurie d'ouvrages** et **enregistrements** sur supports **braille** destinés aux malvoyants ou aveugles et sur la nécessité de mesures permettant rattraper ce retard, notamment à l'égard de la **jeunesse**.

(Question n° 27725-03.11.2003).

- M. Léonce Deprez sur la modification souhaitée du projet de décret autorisant l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la presse écrite, cinq grands groupes de presse craignant qu'elle ne précipite "la disparition des éditeurs indépendants au profit des groupes multimédia les plus puissants financièrement".

(Question n° 27958-10.11.2003).

- M. Daniel Fidelin sur les **craintes** des **entreprises de proximité** de commerce et d'artisanat, aux moyens limités, provoquées par le **projet d'ouverture de la publicité télévisée** au secteur de **grande distribution**.

(Question n° 28618-17.11.2003).

- M. Jacques Desallangre sur les mesures qui seront mises en œuvre pour **moderniser** les **centres sociaux et culturels** dont le rôle est prépondérant dans les quartiers notamment quant aux moyens à leur affecter pour leur permettre de poursuivre leurs missions de proximité et de rémunérer leurs salariés.

(Question n° 28699-17.11.2003).

JO n° 51 AN (Q) du 22 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Jean Tiberi sur le **calendrier** des travaux de **mise aux normes de sécurité** de la **maison de la Radio** et sur la garantie que les effectifs du personnel ne souffriront pas du déménagement provisoire.

(Question n° 25545-29.09.2003).

- M. Marc Le Fur sur les **critères** qui seront utilisés pour la **rémunération au mérite** des **personnels** du ministère de la **culture** et de la communication, et sur les personnels concernés.

(Question n° 25838-06.10.2003).

- Mme Maryse Joissains-Masini, MM. Pierre Morel-A-L'Huissier et Albert Facon sur la **revendication** d'un **statut** par les **enseignants** des **conservatoires nationaux supérieurs de la musique et de la danse de Paris et de Lyon**, condamnés à la précarité et à des conditions financières de recrutement inférieures à celles des conservatoires régionaux et municipaux.. (Questions n° 25853-06.10.2003 ; 25941-06.10.2003 ; 26946-27.10.2003).

- M. Robert Lamy sur le délai de **publication** du **décret**, très attendu, réglementant les **recours** possibles contre les **décisions** des **architectes des Bâtiments de France** en matière de travaux aux abords des monuments historiques.

(Question n° 26389-13.10.2003).

- M. Bernard Accoyer sur la **préoccupation** de l'**ordre des architectes** quant à la **réglementation** concernant les sociétés d'intérêt collectif agricole d'habitat rural (**SICAH**), de droit privé, dont la faculté de créer et gérer des installations et équipements pour des maîtres d'ouvrages privés et publics dépasse le monde agricole et génère des conflits avec les architectes locaux.

(Question n° 26934-27.10.2003).

- MM. Bernard Roman, Daniel Paul, Joël Giraud, Mmes Chantal Robin-Rodrigo, Martine Billard, MM. André Schneider, Thierry Mariani, Jean-Christophe Lagarde, Mme Sylvie Andrieux-Bacquet, MM. François Lamy, Patrick Roy et Mme Martine Carrillon-Couvreur sur la **crise** provoquée dans le milieu du **spectacle vivant** par le protocole de réforme de l'assurance chômage des intermittents du spectacle signé le 26 juin 2003, modifié le 8 juillet et agréé depuis le 6 août 2003, qui mécontente les professionnels par ses conséquences sociales et les employeurs qui ne sont pas représentés au sein de l'UNEDIC, et sur la nécessité d'une analyse de l'économie de la création et de la diffusion artistique et d'un **réexamen** de ses **financements publics**.

(Questions n° 27542-03.11.2003 ; 27578-03.11.2003 ; 27579-03.11.2003 ; 27686-03.11.2003 ; 27701-03.11.2003 ; 28004-10.11.2003 ; 28160-10.11.2003 ; 28168-10.11.2003 ; 28287-10.11.2003 ; 28311-10.11.2003 ; 28608-17.11.2003 ; 28686-17.11.2001).

- M. Thierry Mariani sur les **raisons** de la brutale mise en **liquidation judiciaire** depuis septembre 2003 du **centre d'art contemporain du Crestet** (Vaucluse) alors que des expertises n'avaient révélé aucune irrégularité antérieure.

(Question n° 27973-10.11.2003).

- M. Michel Pajon, Mme Sylvie Andrieux-Bacquet, MM. Bernard Carayon, Antoine Herth et Jean-Marc Roubaud sur les conséquences à craindre de l'**ouverture** partielle, dès le **1^{er} janvier 2004** par décret du 7 octobre 2003, des chaînes du **câble** et du **satellite** à la **publicité télévisée** pour la **grande distribution**, la **presse**, l'**édition** et le **cinéma**.

(Questions n° 28812-24.11.2003 ; 28819-24.11.2003 ; 29017-24.11.2003 ; 29018-24.11.2003 ; 29061-24.11.2003).

- MM. Jean Tiberi et Vincent Rolland, Mmes Nadine Morano et Marie-Josée Roig sur les légitimes inquiétudes des commerçants et artisans face à

l'**ouverture** de la **publicité télévisée** aux enseignes de la **grande distribution** suite à la parution du décret n° 2003-960 du 7 octobre 2003.

(Questions n° 29271-01.12.2003 ; 29276-01.12.2003 ; 29280-01.12.2003 ; 29402-01.12.2003).

JO n° 52 AN (Q) du 29 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Philippe Tourtelier sur le **inquiétude** de l'audiovisuel public et du syndicat national des journalistes (SNJ), depuis le **rejet** du plan de **développement des télévisions numériques régionales**, pour l'**avenir** de **France Télévisions** fragilisée par un sous financement chronique, la suppression des projets de développement publics dans un secteur en plein développement face à une concurrence dynamique et un malaise relatif aux conditions d'exercice des journalistes.

(Question n° 19985-09.06.2003).

- M. Jérôme Rivière sur la **légitimité** du **service public de télévision** au regard de son coût d'exploitation et sur la possibilité d'obtenir les mêmes résultats à moindre coût.

(Question n° 21127-30.06.2003).

- MM. Armand Jung, Yvan Lachaud, Yves Nicolin et Emmanuel Hamelin sur la **crainte** des **architectes** de perdre leur indépendance et de devenir de simples partenaires d'une équipe dans le cadre de l'**extension** aux **constructions publiques** de la **procédure de conception – réalisation**, prévue à l'article 4 du nouveau code des marchés publics, qui permet de déroger aux règles de la construction de bâtiments et d'équipements publics et repose sur la recherche d'un coût minimum au détriment du nombre d'études préalables et de la qualité du bâtiment, ces contrats globaux favorisant les grandes entreprises du BTP. (dont deux questions transmises)

(Questions n° 22468-21.07.2003 ; 24274-08.09.2003 ; 26601-20.10.2003 ; 26848-20.10.2003).

- M. Marc Le Fur sur les manquements des **radios** et **télévisions** à l'obligation légale de donner le **coût** des **appels téléphoniques** sur les **numéros spéciaux**.

(Question n° 25166-22.09.2003).

- M. Jean Tiberi sur le risque d'oubli lié à l'éventuel **déménagement** des six mille **pièces anatomiques** des collections historiques des **musées de l'Institut d'anatomie Delmas-Orfila-Rouvière** et de la **collection Spitzner**, inscrites à l'inventaire des Monuments historiques depuis 1992.

(Question n° 25546-29.09.2003).

- M. René Dosièr sur le **coût** global (charges comprises) des quatre-vingt-treize **agents** du ministère de la **culture** et de la communication **mis à disposition** de la **présidence de la République**.

(Question n° 25636-29.09.2003).

SENAT

JO n° 44 S (Q) du 6 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Gérard Delfau sur les **risques** pour la population concernée inhérents à la **multiplication** des **émissions** de télévision **pseudo-scientifiques** sur l'obésité qui incitent à des pratiques chirurgicales ou à la consommation de substituts de repas.

(Question n° 6135-06.03.2003).

- M. Serge Mathieu sur les **dysfonctionnements** de l'**ADAMI** quant aux règlements de leurs droits à de nombreux artistes, connus ou difficile à retrouver.

(Question n° 8465-17.07.2003).

JO n° 46 S (Q) du 20 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Claude Etienne sur la situation de la **presse hebdomadaire régionale** (PHR), relais important pour la vie démocratique locale, qui se voit refuser le rabais de 28% sur les **tarifs postaux** et l'accès au **fonds d'aide à la diffusion de la presse** et au **fonds d'aide à la modernisation de la presse** quotidienne et assimilées.

(Question n° 7477-15.05.2003).

- M. Jean-Claude Etienne sur la possibilité d'une intervention du ministre auprès du CSA pour l'inciter à **rééquilibrer** la **répartition** des **fréquences FM**, 120 opérateurs représentant six millions d'auditeurs se partageant 14% des nouvelles fréquences attribuées alors que l'accès à l'information politique et générale n'est pas assuré sur tout le territoire par les radios dites "périphériques".

(Question n° 7642-22.05.2003).

- M. Jean-Pierre Demerliat sur l'importance de conserver l'**émission** télévisée de **France 2**, «**Pyramide**», dans les programmes de rentrée, celle-ci ayant généré la création de 520 clubs très actifs dans toute la France.

(Question n° 8849-21.08.2003).

- M. Ivan Renar sur la sévérité de la **répression** infligée aux **intermittents du spectacle** ayant occupé les locaux de la DRAC à **Lille** le 4 septembre 2003, impropre à apaiser les tensions.

(Question n° 9107-25.09.2003).

- M. Marcel Vidal sur la possibilité d'alléger les obligations imposées lors de la **création** de nouvelles **salles de cinéma** en **centre-ville** en matière de construction de **parking**.

(Question n° 9328-09.10.2003).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives et les échéances du **projet** de réalisation, en région parisienne, de la **Cité des archives**, pour désengorger

les Archives nationales.

(Question n° 9446-16.10.2003).

JO n° 47 S (Q) du 27 novembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. André Vallet, Mmes Maryse Bergé-Lavigne et Monique Papon, MM. Charles Ginésy, Yvon Collin, Jean-Pierre Bel, Jacques Peyrat, Jean Puech, Charles Guéné, Daniel Hoeffel, Michel Doublet, et Charles Guéné sur les **conséquences budgétaires**, pour l'**enseignement supérieur** et la **recherche**, du paiement du **droit de prêt** qui résultera de la transposition de la directive européenne n° 2001-29 du 22 mai 2001 relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.

(Questions n° 6081-06.03.2003 ; 6264-13.03.2003 ; 6403-20.03.2003 ; 6558-27.03.2003 ; 6575-27.03.2003 ; 6590-27.03.2003 ; 6696-03.04.2003 ; 6725-03.04.2003 ; 6726-03.04.2003 ; 6740-03.04.2003 ; 6781-03.04.2003 ; 9876-13.11.2003).

- M. Jacques Legendre sur les mesures qui permettraient à la France de **donner l'exemple** d'une volonté sans faille de **réprimer** le **trafic international** de **biens culturels**.

(Question n° 8900-28.08.2003).

- M. Ivan Renar sur la justification de l'**absence** de reconduction, comme c'est le cas à Lille, des **subventions** destinées, en partenariat avec l'éducation nationale, à financer pour l'année scolaire 2003/2004 la "**formation des formateurs**" sur le **plan artistique**, étudiants qui seront les enseignants de demain, et les dispositions qui permettront d'y remédier.

(Question n° 9103-25.09.2003).

JO n° 48 S (Q) du 4 décembre 2003

Réponses à la question de :

- M. Serge Mathieu sur la **baisse** souhaitable de 19,6% à 5,5% du taux de la **TVA** sur les produits culturels que sont les **disques** et **cassettes sonores**.

(Question n° 9210-02.10.2003).

JO n° 49 S (Q) du 11 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur le **devenir** de l'Institut national des recherches archéologiques préventives (**INRAP**) en **2003** : budget amputé de 25% et même peut-être un projet de dissolution envisagé en conseil interministériel le lundi 13 janvier 2003.

(Question n° 5289-23.01.2003).

- M. Charles Ginésy sur la révision du plan des **fréquences FM** réclamée au CSA afin de remédier au **déficit de couverture** dont sont victimes des

radiodiffuseurs privés comme **RTL** et **Europe 1** dans de nombreuses régions.

(Question n° 6551-27.03.2003).

- M. Christian Cointat sur la durée du **temps de parole** attribué depuis le 1^{er} janvier 2001 aux membres du Parlement interviewés sur Radio-France Internationale (**RFI**), particulièrement en ce qui concerne les **sénateurs** qui représentent les français établis hors de France, et sur les mesures prévues par la loi et par le cahier des charges de cette société pour faire respecter le pluralisme.

(Question n° 6856-10.04.2003).

- M. Jean-Louis Masson sur la liste des **communes** des quatre **départements lorrains non desservies** par les **réseaux hertziens** de télévision.

(Question n° 8210-26.06.2003).

- M. Serge Mathieu sur l'importance du maintien et du **développement** de la **presse hebdomadaire régionale**, instrument de "pédagogie du citoyen, facteur de paix et de cohésion sociale", notamment avec l'arrivée de la **télévision numérique terrestre** qui aura des incidences sur les marchés publicitaires de la presse écrite.

(Question n° 8470-17.07.2003).

- Mmes Françoise Férat, M. Jean-Claude Etienne, Mme Françoise Henneron, MM. Ivan Renar, Alain Fouché, André Dulait, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Girod, Mme Sylvie Desmarescaux, MM. Michel Doublet, Michel Teston, Marcel Vidal, Paul Raoult et Michel Sergent sur la **concurrence**, très préjudiciable pour l'**artisanat et le commerce de détail**, qu'induit le décret n° 2003-960 du 7 octobre 2003 organisant l'**ouverture** graduelle de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** à partir du 1^{er} janvier 2004.

(Questions n° 9293-09.10.2003 ; 9300-09.10.2003 ; 9305-09.10.2003 ; 9314-09.10.2003 ; 9331-09.10.2003 ; 9351-09.10.2003 ; 9386-16.10.2003 ; 9483-16.10.2003 ; 9499-23.10.2003 ; 9553-23.10.2003 ; 9595-30.10.2003 ; 9600-30.10.2003 ; 9617-30.10.2003 ; 9743-06.11.2003).

- M. Georges Mouly sur l'**inquiétude** des **radios locales** qui n'ont pas encore perçu la **subvention annuelle** de l'Etat au titre du fonds de soutien à l'expression radiophonique (**FSER**) qui représente 60% de leurs recettes, tout **retard** remettant en cause leur équilibre fragile et leurs emplois.

(Question n° 9303-09.10.2003).

- M. Roger Rinchet sur la possibilité d'**assouplir l'accord du 26 juin 2003** pour soulager l'angoisse des **intermittents** du spectacle et assurer, après les grèves et l'annulation de nombreux festival l'été dernier, l'**avenir** du **spectacle vivant** dans la perspective des nouvelles lois de **décentralisation**

de la vie culturelle et artistique dont le vote est en cours.

(Question n° 9442-16.10.2003).

- M. Alain Fouché sur la **transformation** par la loi de finances 2004 de la **taxe parafiscale sur les spectacles** en une **imposition de toute nature** qui inquiète le Syndicat national des théâtres de ville en raison du **financement** de cette imposition à partir des **recettes des théâtres subventionnés** par l'Etat ou les collectivités au profit des théâtres privés, **sans contrôle possible**, aucun représentant des théâtres subventionnés ne siégeant dans l'association qui gère le fonds de soutien au théâtre privé.

(Question n° 9467-16.10.2003).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur le souhait du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles de voir **renégocier** le **régime d'assurance chômage** des artistes et techniciens **intermittents du spectacle** agréé le 6 août 2003, la crise provoquée par la signature du protocole de réforme ayant posé, au delà de l'avenir professionnel des artistes et techniciens, celui de l'art et de la culture.

(Question n° 9584-30.10.2003).

- MM. Georges Gruillot et Philippe Arnaud sur les **conséquences** pour les commerçants et artisans, notamment en milieu rural, de l'application du décret n° 2003-960 du 7 octobre 2003 organisant l'**ouverture graduelle** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** à partir du 1^{er} janvier 2004.

(Questions n° 9831-13.11.2003 ; 9861-13.11.2003).

JO n° 50 S (Q) du 18 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Paul Amoudry sur la **revendication** des **dépositaires et diffuseurs de presse** d'une augmentation de leur **commission** de 15% à 25%, comme dans les autres pays de l'Union européenne, leur point de vente n'étant plus rentable alors que du doublement des titres diffusés entre 1994 et 2002 découle un surcroît de travail et une augmentation de la proportion d'inventus.

(Question n° 8854-21.08.2003).

- M. Serge Mathieu sur la **crainte** de cinq grands groupes de presse que l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la **presse écrite** ne «précipite la disparition des éditeurs indépendants au profit des groupes multimédia les plus puissants financièrement ».

(Question n° 9762-06.11.2003).

- M. Bernard Joly sur les conséquences, redoutées par les commerçants du meuble et les artisans, de l'application dès le 1^{er} janvier 2004 aux chaînes du **câble** et du **satellite** du décret n° 2003-960 du 7 octobre 2003 organisant l'**ouverture graduelle**

de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** au risque de nuire au maillage rural et à l'animation des centres-villes.

(Question n° 9924-20.11.2003).

JO n° 51 S (Q) du 25 décembre 2003

Réponses aux questions de :

- M. Michel Moreigne sur la politique menée en faveur de la manufacture d'**Aubusson** dans le cadre du **soutien aux métiers d'art** et à la création textile contemporaine : incitation de jeunes créateurs à s'intéresser à cet art, **dotation annuelle** spécifique affectée au **tissage** en **2003** et pour **2004**, **commandes** de tapisserie ou de tapis d'Aubusson dans le cadre de commandes publiques, et **retissage** éventuel de tapis dans le cadre de la restitution des états historiques des appartements royaux et impériaux. (Question n° 9286-02.10.2003).

- MM. Marcel Vidal, Louis Souvet et Ivan Renar sur un **dysfonctionnement** du service public culturel, à savoir les conditions financières du **recrutement** des **enseignants des conservatoires nationaux**

supérieurs de la musique et de la danse de Paris et de Lyon, inférieures à celle des conservatoires municipaux et régionaux.

(Questions n° 9329-09.10.2003 ; 9366-16.10.2003 ; 9368-16.10.2003).

- Mme Odette Terrade, MM. Bernard Piras et Yves Krattinger sur l'intention du Gouvernement de **renégocier** la réforme de l'**assurance-chômage** des **intermittents du spectacle** afin de permettre la survie des entreprises du spectacle, acteurs économiques de la culture, et sur les moyens qui seront accordés à la création artistiques et à la clarification des modes de production afin que l'assurance chômage retrouve sa fonction initiale de permettre à des artistes de vivre entre deux contrats.

(Questions n° 9696-06.11.2003 ; 9731-06.11.2003 ; 9796-13.11.2003).

- M. Jean-Marc Pastor sur la **menace** que fera peser sur l'existence du **commerce de détail de proximité** et de l'**artisanat** l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la **distribution**.

(Question n° 10052-27.11.2003).



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 18,29€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.